

Supplément « Sans visa »
Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14290 - 5 F

SAMEDI 5 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Impasse au Salvador

WASHINGTON a sans doute perdu l'occasion de se taire, à propos du Salvador. Le Pentagone a laissé entendre, en effet, que les trois conseillers militaires américains abattus dans leur hélicoptère par la guérilla salvadorienne, mercredi 2 janvier, ont été en fait « exécutés » à terre par leurs assaillants, après que leur appareil eut atterri « de manière contrôlée ». Or cette version est démentie par les paysans interrogés sur place par les journalistes : les témoins de l'incident affirment même que c'est à la demande des guérilleros qu'ils ont tenté de porter secours aux militaires blessés, lesquels sont morts des suites des blessures reçues dans l'appareil.

La version américaine se fonde sur des informations de l'armée salvadorienne, qui a perdu pour tant depuis longtemps toute crédibilité. Déjà, lors de l'assassinat des six jésuites de l'université américaine de San-Salvador, en novembre 1989, l'ambassade des États-Unis avait emboîté le pas à la droite au pouvoir, en attribuant la responsabilité du massacre au Front Farabundo-Martí de libération nationale, alors en pleine offensive dans la capitale. Depuis, c'est grâce à la complicité de Washington que le gouvernement de M. Alfredo Cristiani a débordé à la justice les commanditaires de la guerre, lesquels se situent au plus haut niveau de l'armée.

L'INCIDENT de l'hélicoptère révèle donc, non pas la présence de conseillers militaires américains dans la guerre civile salvadorienne, car elle est connue depuis longtemps, mais la tentation de Washington de couvrir les mensonges et les crimes d'une armée alliée. C'est le Congrès américain qui, il y a trois mois, a tenté de mettre la loi à cette complicité embarrassante, en décidant que la moitié des 85 millions de dollars d'aide militaire promise en 1991 au gouvernement salvadorien serait bloquée, s'il n'y avait pas de progrès dans les pourparlers de paix et dans les poursuites judiciaires contre les assassins de jésuites.

Les pourparlers ont commencé il y a neuf mois, sous l'égide des Nations unies, et ils ont surtout amené le gouvernement et la guérilla à constater leurs désaccords. Le Front Farabundo-Martí de libération nationale demande la dissolution de l'armée, et la poursuite devant les tribunaux des nombreux militaires coupables de violations des droits de l'homme. Le gouvernement de San-Salvador répond que l'existence de l'armée n'est pas négociable. Le médiateur désigné par l'ONU en juge autrement, puisqu'il propose de réduire ses effectifs des trois quarts et de former une commission pour juger les criminels de guerre.

POUR l'instant, c'est l'impasse. Les militaires font processus qui aboutirait à condamner ou à éliminer nombre d'entre eux. Chez les guérilleros, il est difficile de distinguer qui domine, des partisans d'une solution négociée ou des jusqu'au-boutistes : l'offensive qu'ils ont déclenchée à la fin novembre - en utilisant pour la première fois des missiles sol-air soviétiques - n'est sans doute qu'une façon d'appuyer leurs exigences lors de pourparlers compliqués.

Que les deux adversaires doivent faire des concessions, cela semble inévitable, aucun n'étant en mesure de l'emporter.

L'élection présidentielle
au Guatemala
L'évangéliste Jorge Serrano
favori pour le second tour

Lire page 6 l'article
de BERTRAND DE LA GRANGE

M0147 - 0105 0 - 5.00 F



M. James Baker attendu le 8 janvier à Genève

Les tentatives se multiplient pour éviter la guerre dans le Golfe

Les tentatives se multiplient pour éviter une guerre dans le Golfe. Cependant, Bagdad n'avait toujours pas réagi, vendredi 4 janvier en fin de matinée, à la proposition formulée la veille par M. George Bush d'une rencontre, entre le 7 et le 9 janvier à Genève, des chefs des diplomatie irakienne et américaine, MM. Tarek Aziz et James Baker, lequel est

En annonçant publiquement, jeudi 3 janvier, ce qu'il a appelé sa « dernière tentative pour faire la paix », c'est-à-dire en offrant un ultime choix, de dates à Bagdad pour une rencontre américano-irakienne début janvier à Genève (nos dernières éditions du 4 janvier), c'est quasiment un ultimatum que le président Bush a lancé à M. Saddam Hussein.

« Pas de négociations, pas de compromis, pas de tentatives pour sauver la face et pas de prime à l'agression », souligne-t-il dans le texte transmis au régime irakien et dans lequel le président américain rappelle que le cadre ainsi défini de la rencontre de Genève - où

M. Baker a déjà annoncé qu'il arriverait le 8 janvier - n'est que la répétition des « mêmes conditions » posées précédemment par Washington au dialogue projeté. Un dialogue que Saddam Hussein a, jusqu'à présent, évité en jouant sur le calendrier. Il a, en effet, écarté les dates proposées par Washington - entre le 20 décembre et le 3 janvier - pour exiger que la rencontre, à Bagdad, du secrétaire d'Etat James Baker et du numéro un irakien se déroule le 12 janvier, soit le plus près possible de l'échéance du 15 janvier - fixée par l'ONU pour un retrait irakien du Koweït.

Le temps mis par Bagdad pour

répondre à l'offre de M. Bush semble révéler un certain embarras des Irakiens, qui ne sont certainement pas enclins à donner l'impression qu'ils vont à Canossa. Certains diplomates occidentaux en poste à Bagdad se déclaraient, jeudi après-midi, convaincus que l'Irak répondrait « positivement » à la proposition de M. Bush.

YVES HELLER
Lire la suite page 3
Lire également
Adresse
au roi de Jordanie
par MAREK HALTER
page 4

Les premiers pas du président Walesa

Le nouveau chef de l'Etat polonais veut mettre en place un véritable régime présidentiel

« La grande politique se déplace au Belvédère » (1), relevait ces jours-ci le porte-parole du président Lech Walesa, M. Andrzej Drzyzalski. Depuis son investiture par le Parlement, le 23 décembre, M. Walesa se montre un chef d'Etat fort différent à la fois de son prédécesseur - ce qui n'étonnera personne - et du turbulent candidat à la présidence qu'il fut au cours des der-

niers mois - ce qui n'étonnera pas non plus ceux qui le connaissent bien. Depuis que le gouvernement était tombé aux mains de Solidarité, en août 1989, le général Jaruzelski s'était essentiellement employé à faire oublier qu'il était le premier personnage de l'Etat. M. Walesa, lui, a aussitôt saisi les rênes, et d'une main ferme. Passé les premiers ratés de la formation du gouvernement,

avec l'abandon de l'avocat Jan Olszewski, le nouveau locataire du Belvédère procède méthodiquement à des consultations et nominations, afin de « verrouiller » aussi sûrement que possible toutes les pièces que la difficile situation du pays peut laisser prévoir.

La principale innovation que M. Walesa est en train de mettre en place est le « conseil politi-

que », sorte de conseil consultatif auprès de la présidence de la République, rassemblant tous les courants politiques du pays. Cet organisme n'est pas prévu par la Constitution et ses compétences sont encore assez floues.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 5

(1) Siège de la présidence de la République à Varsovie.

Sur les traces de Dubuffet

Une excellente rétrospective à Francfort
En attendant celle de Paris ?

FRANCFORT
de notre envoyée spéciale
Depuis la mort de Jean Dubuffet, en 1985, nombre d'hommages lui ont été rendus en Europe et aux États-Unis, jusqu'à cette rétrospective de Francfort, fort bien faite, mais qui donne à penser, elle aussi, que la grande exposition répercutant toutes les dimensions de l'artiste, l'un des plus grands de la deuxième moitié du siècle, reste à faire. Tant mieux, car il va de soi que c'est à Paris qu'il convient de l'organiser, sans attendre l'an 2001, l'année du centenaire, pour la justifier.

L'organisateur de l'exposition de Francfort, Thomas Messer (avec le concours de la fondation Dubuffet), ne manque pas d'humour, si on en croit (et si c'est lui qui a choisi) l'affiche qui l'annonce dans toute la ville : le tableau intitulé *Volonté de puissance* qui représente un individu mâle montrant rageusement les dents parce que privé de bras. L'ancien directeur du musée Guggenheim qui connaît son Dubuffet par cœur, au moins jusqu'au cycle de L'Hourloupe, ne manque pas non plus de finesse. On le voit au choix des pièces et

dans leur agencement au fil d'un parcours respectueux du cours varié, imprévisible et tortueux de l'œuvre. Il y fait voisiner grands morceaux et petites choses éclatantes. Les peintures et les dessins sont montrés ensemble - c'est l'originalité de l'exposition - ce qui n'a pas dû être commode à mettre en place. Les étapes de la création sont toutes représentées, y compris sa « pré-histoire ».

Par « pré-histoire » il faut entendre ces peintures ingrates, rarement montrées - principalement des portraits - des années 20 et du milieu des années 30, qui correspondent aux deux fausses entrées de Dubuffet dans la carrière artistique ; la vraie datant de 1942. A cette date, il abandonne son commerce de vin et décide, non sans « morosité » parce que ne se trouvant pas les dons requis, de se consacrer à la peinture. En amateur regardant plutôt du côté de la production des enfants - l'art des musées, dirait-il, ayant perdu tout intérêt pour lui. En rebelle n'ayant même pas l'excuse de la jeunesse : en 1942, Dubuffet a quarante et un ans.

GENEVIEVE BREERETTE
Lire la suite page 11



Le gouvernement veut affirmer l'autorité de l'Etat en Corse

Après l'annonce par le gouvernement, jeudi 3 janvier, de sa volonté de renforcer l'autorité de l'Etat en Corse, l'opposition de droite reste très critique et réclame toujours le retrait du projet Joxe.

Lire également

- M. Kiejman appelle les magistrats à une plus grande « pugnacité » par DANIELLE ROUARD
- Gagnants et perdants par JEAN-LOUIS ANDRÉANI
- Les obsèques du maire de Soveria par DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
pages 8 et 9

La guerre civile en Somalie

La France et l'Italie se préparent à évacuer les ressortissants étrangers
page 6

Budget soviétique

Moscou est parvenu à un accord avec les quinze Républiques
page 5

Les élections en France

- Le calendrier des consultations jusqu'à 1998
- Un bilan des « partitelles » de 1990
page 10

Baisse des ventes d'automobiles

1990, bonne année pour Peugeot mais mauvaise pour Renault
page 21

Emploi des jeunes

Développement des contrats à durée déterminée
page 22

Les Etats-Unis et les séropositifs

L'entrée sur le territoire américain pourrait être autorisée
page 26

L'année 1990 de Plautu

Douze dessins pour douze mois
page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

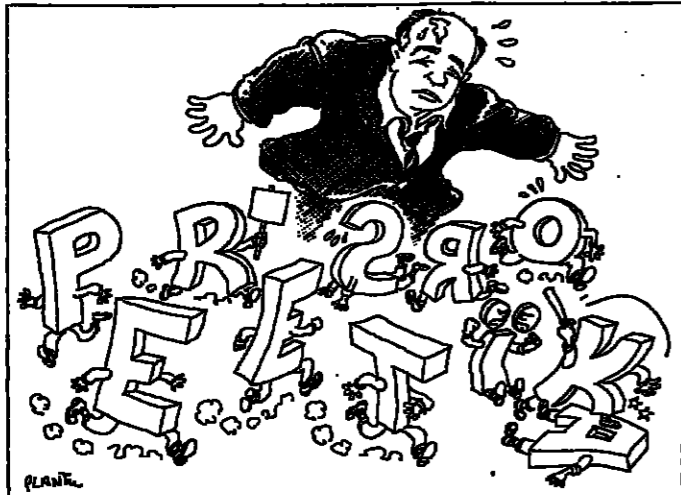
Grasset
POUR LE PLAISIR,
TOUJOURS SIMPLEMENT

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.B., 70 p.; Grèce, 180 DR ; Italie, 50 p.; Japon, 2 000 L ; Luxembourg, 33 F ; Norvège, 13 KRW ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Journal

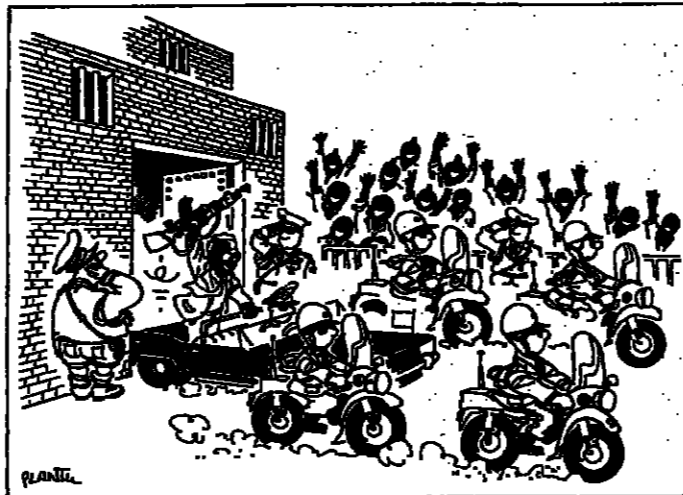
L'ANNÉE 1990 par PLANTU

JANVIER



URSS : Mikhaïl Gorbatchev doit faire face aux affrontements entre nationalistes arméniens et azéris.

FÉVRIER



AFRIQUE DU SUD : libération de Nelson Mandela.

MARS



FRANCE : le PS et les autres partis politiques sont agités par de profondes divisions.

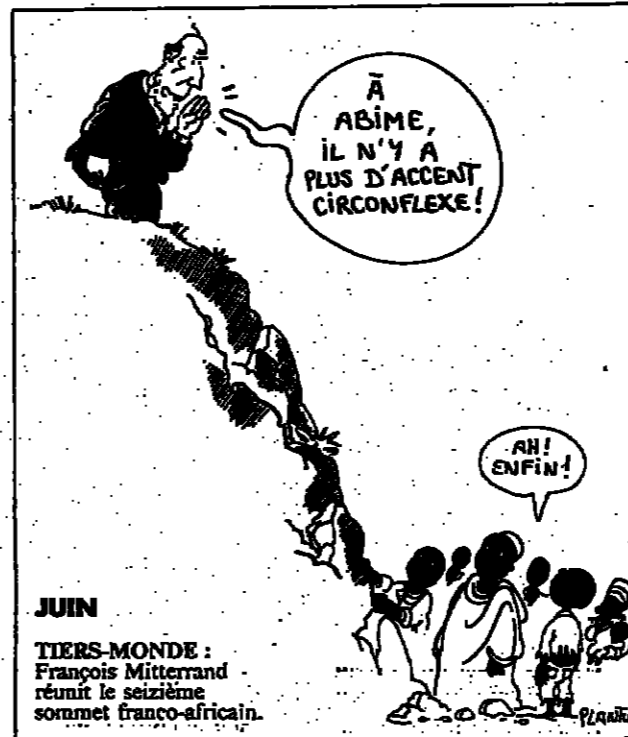
AVRIL

JUSTICE : Christian Nucci bénéficie d'un non-lieu et de la loi d'amnistie dans l'affaire du Carrefour du développement.



MAI

IMMIGRÉS : le PS renonce à la revendication du droit de vote pour les résidents étrangers.



JUIN

TIERS-MONDE : François Mitterrand réunit le seizième sommet franco-africain.

JUILLET



RPR : Jacques Chirac calme les dissensions au sein du mouvement gaulliste.

AOUT

IRAQ-KOÛEÏT : l'armée irakienne envahit le Koweït.



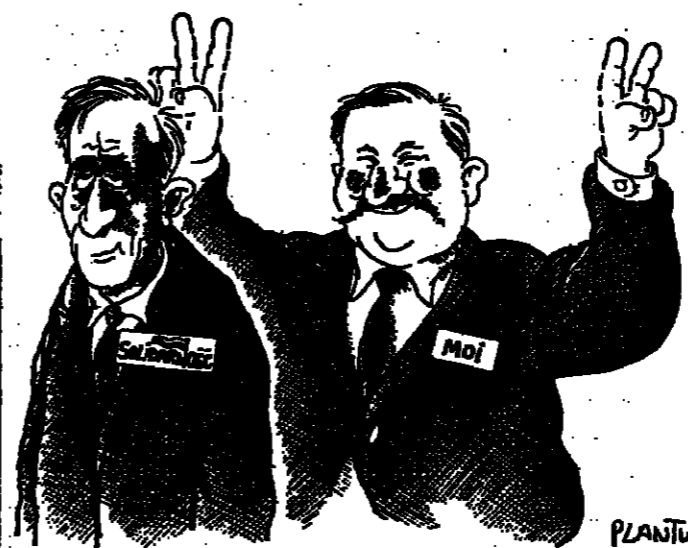
SEPTEMBRE

LIBÉRIA : la population civile est particulièrement touchée par la guerre civile.



NOVEMBRE

DÉTENTE : sommet à Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.



DÉCEMBRE

POLOGNE : Lech Walesa est élu président de la République.

OCTOBRE

LYCÉES : les revendications lycéennes obtiennent l'appui du président de la République.



LA C

ences entre les Dou
d'une initiative



LA CRISE DU GOLFE

La réunion des ministres des affaires étrangères à Luxembourg

Divergences entre les Douze sur l'opportunité d'une initiative européenne

La proposition faite par le président Bush, que M. James Baker rencontre M. Tarek Aziz entre les 7 et 9 janvier à Genève, a quelque peu modifié et dédramatisé les données du débat entre Européens à propos de la crise du Golfe avant la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze vendredi 4 janvier à Luxembourg. Il ne leur en était pas moins difficile de masquer des divergences croissantes à l'approche de l'échéance du 15 janvier.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les divergences entre les Douze portent sur l'opportunité pour les Européens de tenter une démarche auprès des Irakiens, mais aussi - de manière beaucoup plus nette que lors de leur précédent rendez-vous en décembre - sur la nature exacte du message à délivrer.

A l'évidence, certains des Européens parlent désormais un langage différent de celui des Américains et

sont prêts, pour sauver la paix, à promettre davantage à M. Saddam Hussein, dans l'hypothèse où il s'engageait à retirer ses troupes du Koweït. Aussi les États-Unis, qui précédemment affirmaient ne rien avoir à redire à l'éventuelle initiative européenne, se sont employés ces derniers jours à la freiner.

L'immobilisme américain, dans la partie de bras de fer engagée à propos de la date d'une rencontre États-Unis-Irak, donnait des arguments à ceux qui, au sein de la Communauté, plaident pour une initiative autonome des Douze. La relance « de la dernière chance » opérée par M. George Bush renforce au contraire la main de ceux qui, parmi les Douze, estiment que la Communauté, plutôt que de jouer la mouche de coche et de risquer d'affaiblir la coalition occidentale, doit laisser agir les Américains. Ils ont dans le premier camp la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et le Luxembourg. Dans le second, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark.

M. Jacques Poos, le ministre des affaires étrangères du Luxembourg, qui assure la présidence des travaux des Douze, devra-t-il rencontrer M. Tarek Aziz au cours des prochains jours ? Si Bagdad répond favorablement à l'offre américaine (ce qu'on ignore vendredi matin), la Communauté devrait pouvoir confirmer, sans difficulté, l'invitation qu'elle tenait prête en décembre et qui dépendait d'une rencontre préalable entre Américains et Irakiens. Dans l'hypothèse contraire, plusieurs pays membres estiment sans doute qu'un tel refus de dialogue signifie que M. Saddam Hussein écarte une solution pacifique et qu'il n'y a donc pas lieu pour les Européens de tenter une mission de conciliation vouée par avance à l'échec.

Washington et le projet de conférence internationale

A moins que le refus irakien n'apparaisse comme une complète fin de non-recevoir, les Français et les Allemands, appuyés, peut-on penser, par d'autres États membres, ne l'entendent probablement pas de la sorte. Ils devraient faire valoir qu'il n'est pas de leur responsabilité de savoir le respect des résolutions des Nations unies - toutes les initiatives visant à empêcher la guerre sont les bienvenues, que les Européens, dans une affaire aussi grave, n'ont pas à « coller » systématiquement

aux États-Unis. Plusieurs États membres devraient donc souhaiter que M. Poos rencontre, en Europe, son homologue irakien (l'idée d'un voyage à Bagdad semble abandonnée), pour lui tenir un langage assez différent de celui de M. Baker.

An-déjà des précautions de style sur le caractère séparé des deux affaires (le Golfe et la Palestine), ils souhaitent clairement faire savoir à Bagdad qu'en cas de retrait du Koweït, ils se prononceraient avec fermeté en faveur de l'ouverture d'une ou plusieurs conférences internationales sur le Proche-Orient afin, en particulier, de tenter de régler le problème palestinien.

C'est une approche qui déplaît à Washington et, souligne-t-on à Bruxelles, la diplomatie américaine, faisant valoir qu'elle n'avait pas coupé le fil avec Bagdad, s'employait ces derniers temps à décourager les Européens d'intervenir pour leur propre compte.

Cette question sensible peut diviser sérieusement les Douze alors que déboutent les travaux de la conférence intergouvernementale sur l'union politique et faire planer un doute sur la possibilité de mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune.

PHILIPPE LEMAITRE

La « dernière tentative » proposée par M. George Bush

Voici le texte de la déclaration dans laquelle le président George Bush a proposé, jeudi 3 janvier, à l'Irak de tenir en Suisse des entretiens de « la dernière chance » :

« Il y a plus d'un mois, le 30 novembre, j'ai proposé que le ministre irakien des affaires étrangères, Aziz, se rende à Washington pour me rencontrer dans la semaine du 10 décembre, rencontre qui serait suivie peu après par une visite à Bagdad du secrétaire d'État James Baker.

« Je l'ai fait pour faire les derniers pas vers la paix et pour montrer que nous respectons tous les aspects de la résolution 678 du Conseil de sécurité, y compris sa période de grâce laissant à l'Irak une dernière chance de se retirer du Koweït au plus tard le 15 janvier.

« Alors que j'ai proposé quinze dates auxquelles le secrétaire d'État Baker était disposé à se rendre à Bagdad, y compris le jour de Noël, Saddam Hussein s'est montré plus intéressé à manipuler mon offre à son profit qu'à y répondre sérieusement.

« Il n'a pas été trop occupé pour recevoir à la dernière minute tout un éventail de visiteurs, y compris Kurt Waldheim, Willy Brandt, Mohamed Ali, Ted Heath, John Connally et Ramsey Clark, mais il a été trop occupé pour trouver ne serait-ce que quelques heures pour rencontrer le secrétaire d'État des États-Unis.

« Aujourd'hui est le dernier des quinze jours que nous avons proposés, et cet effort est par conséquent terminé.

« Le secrétaire d'État Baker partira le 6 janvier pour avoir plusieurs jours d'étroites consultations avec les partenaires de la coalition, à mesure qu'approche la date du 15 janvier du Conseil de sécurité des Nations unies.

« Bien que n'étant pas disposé à renouveler ma proposition précédente, rejetée par Saddam Hussein, je suis prêt à faire une dernière tentative pour faire les derniers pas vers la paix. J'ai donc offert par l'entremise du chargé d'affaires Joe Wilson à Bagdad de faire se rencontrer le secrétaire d'État Baker avec le ministre irakien des affaires étrangères Aziz en Suisse pendant la période du 7 au 9 janvier, alors qu'il aura ses consultations.

« Cette offre est faite sous réserve des mêmes conditions que ma tentative précédente : pas de négociations, pas de compromis, pas de tentatives pour sauver la face et pas de prime à l'agression.

« Ce qui se passera si l'Irak accepte cette offre est tout simplement, et c'est très important, une chance de résoudre cette crise pacifiquement. » - (Reuter.)

Eviter la guerre

Suite de la première page

M. Baker, en revanche, se montrait, dans le même temps, sans illusion sur les chances de la paix, estimant que le recours à la force, autorisée par les Nations unies à partir du 15 janvier, était probable. « A moins qu'ils (les Irakiens) ne se retirent pacifiquement (du Koweït), la force peut être utilisée après le 15 janvier et, en toute probabilité, elle le sera », a-t-il déclaré en insistant sur le fait que la proposition Bush était « la dernière » que ferait Washington.

Alors, s'il ne s'agit pas de négocier, de quoi sera porteur un secrétaire d'État aussi pessimiste ? D'une lettre du président américain dont la teneur, à en croire la Maison Blanche, sera aussi claire que le texte de sa proposition de jeudi et ne devrait laisser à l'Irak aucune échappatoire. Dans cette lettre, M. Bush doit « exposer ses vues, la position américaine et la fermeté de notre détermination à faire appliquer les résolutions de l'ONU », a précisé le porte-parole de la présidence.



La carotte et le bâton

Et, tout en exprimant l'espoir que M. Saddam Hussein acceptera la proposition américaine, M. Baker a martelé, tout au long de la journée de jeudi, le même message : « Pacifiquement ou par la force, la souveraineté du Koweït sera rétablie. » Dit plus crûment, « S'ils (les Irakiens) observent totalement les résolutions du Conseil de sécurité, ils peuvent compter que nous "utiliserons" pas la force contre eux. Autrement dit, nous avons adopté une politique de la carotte et du bâton, et la carotte est que s'il (Saddam Hussein) se retire totalement et sans condition du Koweït, il n'aura pas de coups de bâton. » Langage peu diplomatique qui n'en contient pas moins un message relativement clair dans la mesure où l'une des évalées exprimées à plusieurs reprises par le régime irakien est qu'il fasse

l'objet d'une attaque, quelle que soit la décision qu'il aura prise à l'issue de la conférence. D'un des demandes répétées de garanties pour échapper à un tel sort.

Dépourvue de toute ambiguïté au moment où Washington prône la plus grande fermeté à ses alliés, la proposition spectaculaire de M. Bush éclipse toutes les initiatives diplomatiques qui ont soulevé des échos ces jours derniers en Europe et au Proche-Orient. (Le Monde du 4 janvier), dénotant quelquefois une impression de désordre ou, tout au moins, d'un manque certain de coordination.

Trop de « cuisiniers » ?

L'offre de jeudi permet à M. Baker de signifier clairement qu'il garde le leadership non seulement militaire mais aussi politique dans la « gestion » de la crise du Golfe (non sans consultations puisque le président américain a prévenu ses alliés, dont M. Mit-

te, de définir une position commune à l'approche du 15 janvier, quatre pays arabes s'essayeraient au même exercice en Libye, où les présidents égyptien, syrien et soudanais ont été les hôtes, jeudi, du colonel Kadhafi. Mais lorsque, au bout de trois heures, les quatre dirigeants se sont séparés, aucune déclaration n'est venue fournir la moindre indication sur le résultat de cet essai - entrepris à l'initiative d'un numéro un libyen. Le colonel Kadhafi ne s'en est pas moins déclaré optimiste sur l'avenir. Interrogé sur les chances de voir se régler pacifiquement la crise du Golfe, il a répondu : « Je crois que je le suis (optimiste), car l'Irak nous a toujours surpris par des décisions inattendues. » Des paroles peut-être rassurantes dans la bouche d'un homme qui passe pour un grand spécialiste des gestes surprenants.

doublement nos efforts ni donner l'impression que nous sommes trop nombreux à agir ou, comme je le dis souvent, trop de cuisiniers dans la cuisine, ce qui créerait une certaine confusion ». Le secrétaire général n'a pas précisé s'il pensait alors au voyage qu'effectue actuellement à Bagdad M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et proche du président français. Ses relations avec M. Mitterrand ayant pu laisser penser que le député des Bouches-du-Rhône était en mission commandée, tant l'intérêt que le Quai d'Orsay ont répété à l'envi, jeudi, qu'il ne s'agissait que d'une initiative personnelle. « Je ne suis porteur d'aucun message du président Mitterrand. Mais je ne pouvais rester assis, à l'approche de l'ultimatum de l'ONU, à lire les journaux sans rien faire pour la paix », a notamment déclaré M. Vauzelle avant qu'il ne rencontre, peu après son arrivée, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz.

Cependant, tandis qu'à Luxembourg les Douze se préparaient à

Les cérémonies de vœux à l'Élysée

M. Mitterrand évoque les « faibles chances » de la paix

A l'occasion des traditionnelles cérémonies des vœux, au palais de l'Élysée, M. François Mitterrand a évoqué, jeudi 3 janvier, la situation dans le Golfe. Il l'a fait à plusieurs reprises, notamment devant le gouvernement, en réponse au général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, et devant le corps diplomatique.

Il a également abordé ce thème, vendredi 4 janvier, devant les membres des bureaux du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social, les représentants de la municipalité de Paris et des autorités religieuses. Vendredi matin, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a notamment exprimé l'espoir d'une « paix dans le retour au droit au Moyen-Orient », tandis que le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a pour sa part souhaité que « dans le Golfe, la paix soit maintenue dans l'honneur ».

En réponse à ces interventions, M. François Mitterrand a souligné qu'après 1989, l'année des « changements », 1990, celle de « l'espérance », 1991 s'annonçait comme une année d'« inquiétude ». Rappelant que, dès l'automne 1989, il avait exprimé des craintes sur la rapidité des changements à l'Est, en observant que « l'écroulement de cet ordre détestable pouvait déboucher sur des désordres imprévisibles », le chef de l'État a insisté sur la nécessité de « retrouver les fondements d'un nouvel ordre international » en restituant un rôle important au droit et en se dotant « des moyens de le faire appliquer ». Face à cet enjeu, a indiqué M. Mitterrand, la France « n'a pas le droit de se tenir à l'écart ». A propos de l'Europe, le président de la République a déclaré qu'il fallait « tout faire pour empêcher de nouveaux états de fait en Europe » et il a rappelé son attachement à une « confédération dans laquelle tous

les Européens doivent pouvoir se retrouver ». Répondant au général Schmitt qui lui présentait les vœux des armées, M. Mitterrand a rappelé l'ensemble des opérations dans lesquelles l'armée française a été engagée en 1990. Il a estimé que « les armées françaises avaient donné de la France une image exemplaire ». Selon lui, l'opération Daguet « a d'ores et déjà montré notre aptitude à un déploiement important et lointain ».

Les propos du chef de l'État, rendus publics par M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, contenaient également un rappel des grandes dates en matière de désarmement et de perspectives pacifiques, comme le traité sur le désarmement conventionnel et la CSCE.

Le président de la République a expliqué que c'est maintenant « que se décide notre défense de l'an 2000 », défense qui « repose aussi sur la dissuasion nucléaire stratégique », ce qui rend nécessaire le maintien de « notre capacité de dissuasion stratégique ». Il a souligné la nécessité d'adapter « notre dispositif » conventionnel en tenant compte de la nouvelle situation en Europe. Le chef de l'État a rappelé pourquoi la réunification de l'Allemagne l'avait amené à décider du principe du retrait de nos forces outre-Rhin. A propos de la condition militaire, il a déclaré : « Il faut s'intéresser aux hommes avant qu'aux équipements. » Quant à la situation au Moyen-Orient, reprenant les thèmes qu'il avait abordés dans ses vœux télévisés aux Français le 31 décembre et son message aux soldats, le président de la République a affirmé : « Nous préférons la paix mais nous devons préparer la guerre, nous préférons la paix mais pas au détriment du respect du droit. Vous aurez à faire preuve de résolution. »

L'ambassadeur de Côte-d'Ivoire qui lui présentait les vœux du corps diplomatique des pays ayant des accords particuliers avec la France, le chef de l'État a indiqué, selon M. Védrine : « Même s'il n'y a pas les mêmes cultures, les mêmes habitudes, les mêmes mentalités, j'encourage cependant l'évolution vers la démocratie (des pays d'Afrique). C'est d'ailleurs ce qui se passe de plus en plus dans tous vos pays. » Le chef de l'État, qui a assuré qu'il poursuivait ses visites « amicales » dans ces pays, a critiqué les mécanismes de spéculation sur les matières premières qui empêchent les pays africains producteurs d'avoir une base stable pour programmer leur développement.

« Remettre le droit à sa place »

Devant le corps diplomatique dont les vœux étaient présentés par le nonce apostolique, le président de la République a estimé que l'espérance de paix « n'est jamais compromise tout à fait tant qu'il y a une volonté, tant qu'il y a des heures, des heures. Aucun ne doit être perdu, a-t-il ajouté, mais en même temps il faut avoir pleine conscience des obligations auxquelles il faut souscrire ».

Après avoir plaidé pour la persévérance « dans la construction de l'Europe du troisième millénaire, et dans celle des rapports Nord-Sud », M. Mitterrand a souligné que « le message des Nations unies (...), c'est tenter de résoudre tout conflit et particulièrement (celui du Golfe) par le dialogue ».

Il a ajouté : « Mais le dialogue n'est possible que par le respect ou le retour au droit (...). Est-ce que les quelques jours qui nous séparent du 15 janvier (...) suffisent ? Cela dépendra de tous les partenaires. Et puisque l'il faut commencer par remettre le droit à sa place, commençons par cela sans essayer de dire ou de faire autre chose que ce qui paraît le plus logique, le plus normal, le plus conforme. Il n'y a pas de désir de vengeance à assouvir, il y a le retour au droit et par là même le respect de la paix et donc de la vie des peuples qui seraient engagés dans une guerre (...). »

« Quand on assume la responsabilité d'une mission confiée par les Nations unies, on doit s'en montrer digne. C'est-à-dire prêt à en encourir aussi les risques mais sans jamais abandonner les chances, peut-être les faibles chances fragiles mais elles sont là, qui permettraient de convaincre que rien ne vaut le droit, la reprise du dialogue, et la discussion sérieuse et honnête sur le respect des intérêts mutuels. C'est pourquoi la France a souhaité, continue de souhaiter que l'ensemble des problèmes des régions troubles soit traité et qu'elle est favorable à une ou plusieurs conférences internationales. »

Le Congrès américain restera en session jusqu'au 29 janvier

Le Congrès, qui effectuait sa rentrée jeudi 3 janvier, restera en session au lieu de se remettre en congé, comme c'est l'usage, jusqu'au discours présidentiel sur l'état de l'Union, fixé cette année au 29 janvier. Et ce, pour pouvoir éventuellement siéger d'urgence sur la crise du Golfe, a annoncé jeudi le chef de file de la majorité démocrate au Sénat, M. George Mitchell.

M. Mitchell, qui s'est adressé aux journalistes à l'issue d'une rencontre de parlementaires de haut rang avec le président George Bush, très tôt à la Maison Blanche, a précisé qu'un débat sur le Golfe aurait certainement lieu au Congrès, « à une date appropriée ».

Il devait ajouter que les parlementaires et le président Bush étaient toujours en désaccord sur le point de savoir à qui incombe la responsabilité d'engager des forces américaines dans le combat, les premiers affirmant que la Constitution donne ce droit au Congrès, qui seul peut déclarer la guerre, tandis que le président considère que c'est son privilège en tant que « chef des armées ».

Querelle en suspens depuis des mois mais que la composition du nouveau Congrès, où les démocrates ont renforcé leurs positions lors des élections de novembre, ne manquera pas de rendre plus délicate encore à trancher. A cet égard, jeudi matin, le président avait exprimé le souhait de voir le Sénat approuver « très vite » un texte de soutien à la résolution de l'ONU et aux efforts américains entrepris pour « forcer les Irakiens à évacuer le Koweït ». Les chefs de file parlementaires lui ont immédiatement répondu qu'ils préféreraient « attendre le retour du secrétaire d'État Baker [de son éventuelle rencontre avec M. Tarek Aziz] pour ouvrir un débat plus large, « limiter les discussions sur un sujet d'une telle amplitude », étant, selon l'expression de M. Mitchell, « bien peu avisé ». - (AFP, Reuter, UPI.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

YVES HELLER

LA CRISE DU GOLFE

En raison des menaces d'actions terroristes

Londres a expulsé soixante-quinze Irakiens dont sept diplomates

La Grande-Bretagne a expulsé, jeudi 3 janvier, soixante-quinze Irakiens, dont sept diplomates, en raison des menaces récemment proférées par M. Saddam Hussein de lancer des actions terroristes dans les pays occidentaux présents dans le Golfe. Les sept diplomates, dont un premier secrétaire et le conseiller de presse, ainsi qu'un garde de sécurité, devaient avoir quitté le Royaume-Uni dès vendredi matin. Les soixante-sept autres, qui sont presque tous des étudiants, ont une semaine pour partir.

LONDRES

de notre correspondant

Le porte-parole du Foreign Office a déclaré qu'il était « prudent de prendre toutes les précautions nécessaires en raison des menaces proférées publiquement par les Irakiens ». Il ne reste plus désormais que quinze diplomates irakiens à Londres. Quant à la mission britannique à Bagdad, elle avait été réduite le 1^{er} janvier de seize à six personnes, dont l'ambassadeur. Cette mesure avait été justifiée officiellement par le petit nombre de ressortissants britanniques encore présents en Irak. On n'exclut pas à Londres que les Irakiens obligent les derniers membres de la mission à quitter Bagdad.

Les sept diplomates expulsés « étaient des gens sur lesquels nous avions des doutes », explique un responsable britannique. La même remarque vaut pour les soixante-huit autres Irakiens. *The Guardian* avait fait état, en novembre, d'une liste établie par le Home Office (ministère de

l'intérieur) comprenant approximativement le même nombre de personnes, dont des étudiants ayant dépassé la trentaine qui effectuaient des recherches pouvant avoir une application militaire dans des secteurs tels que la chimie ou la biologie. Six mille Irakiens, parmi lesquels un millier d'étudiants, vivent au Royaume-Uni.

Entretiens de M. Major avec le roi Hussein

Les Britanniques souhaitent qu'une décision commune à propos des ambassades européennes à Bagdad puisse être adoptée lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté vendredi à Luxembourg. Une solution possible pourrait être de réduire les effectifs de toutes les ambassades de la Communauté et de procéder à de nouvelles expulsions de diplomates irakiens.

Ce type de coopération concrète est jugé préférable ici à l'envoi d'un émissaire européen à Bagdad, qui risquerait de donner un « mauvais signal » aux Irakiens. Londres insiste sur le fait que tout ce qui pourrait apparaître comme une divergence entre Américains et Européens doit être évité à tout prix.

L'annonce de la proposition américaine d'une rencontre à Genève entre M. James Baker et son homologue irakien a eu lieu au moment où le roi Hussein de Jordanie se trouvait au 10 Downing Street pour un entretien avec le premier ministre, M. John Major. Les deux dirigeants ont aussitôt exprimé leur approbation de cette démarche. « Nous sommes tout à fait d'accord avec cette initiative, parce que nous sommes sûrs à 100 % que le message sera très net et très dur », explique un haut responsable.

Le même enthousiasme n'était pas perceptible, c'est le moins qu'on puisse dire, à propos de la mission « personnelle » de M. Vauzelle à Bag-

dad, qui n'a fait l'objet ici d'aucun commentaire officiel.

M. Major commence dimanche un voyage en Arabie saoudite, à Oman et en Égypte. Il rendra visite à cette occasion aux forces britanniques stationnées dans le Golfe. Celles-ci ont été encore renforcées par l'envoi d'un escadron supplémentaire de douze avions de bombardement Tornado équipés de bombes spéciales pour la destruction des pistes d'atterrissage. Les Britanniques déploient désormais soixante-trois avions de combat dans le Golfe et leurs effectifs atteignent trente mille hommes.

DOMINIQUE DHOMBRES

Selon un sondage
54 % des Belges
sont hostiles
au recours à la force

Alors qu'ils étaient 65 %, le 22 août dernier, à estimer que les pays occidentaux devaient chasser les Irakiens du Koweït par la force, 36 % des Belges sont aujourd'hui favorables au recours à la force et 54 % y sont hostiles, selon un sondage publié jeudi 3 janvier par le *Soir*.

L'enquête de l'institut Marketing Unit, réalisée auprès de cinq cents personnes, indique également que 66 % des Belges soutiennent la position du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui a annoncé mercredi que le gouvernement ne participerait pas activement à une guerre.

Par ailleurs, 75 % des Allemands estiment que la RFA doit se tenir à l'écart des conflits internationaux (*le Monde* du 4 janvier), selon un sondage paru vendredi 4 janvier dans la *Süddeutsche Zeitung*.

Suppression ou réduction des vols

Les compagnies aériennes se préparent à une guerre

Le branle-bas de combat en cours dans le Golfe amène les compagnies aériennes à prendre des mesures de précaution, rendues plus urgentes encore par la chute de la demande et l'explosion des primes d'assurance.

C'est ainsi que la compagnie américaine PanAm a décidé de suspendre ses vols vers Israël et l'Arabie saoudite jusqu'au 10 janvier, date à laquelle elle espère obtenir du gouvernement une police d'assurance fédérale moins onéreuse que celle passée avec un assureur londonien qui a multiplié par dix les primes d'assurance des avions se posant en Arabie et par

vingt celles des appareils desservant Israël.

De son côté, British Airways a annoncé une réduction du nombre de ses vols vers l'État hébreu, comme la plupart des transporteurs, notamment KLM, Air France ou Swissair, et les organes de façon à éviter que ses équipages couchent à Tel-Aviv. Malaysia Airlines, elle, a décidé de ne plus desservir la Turquie ni les Émirats arabes unis : New-Delhi remplacera Dubaï comme escale pour ses vols à destination de l'Europe.

La crise du Golfe n'est pas catastrophique pour tout le monde. Iraqi Airways, interdite de liaisons

aériennes avec le reste du monde et limitée, en matière de vols internationaux, à la desserte d'Amman (Jordanie), vient de faire le compte de ce que lui a rapporté le rapatriement des otages étrangers dans leurs pays.

Selon son directeur général, M. Nouredine Safi Hammadi, interrogé par le quotidien *Al-Jumhouriah*, la compagnie nationale irakienne a touché 12 millions de dollars (61 millions de francs) pour les quatre-vingt-dix vols réservés aux otages vers l'Europe, l'Asie et les États-Unis. Bagdad avait exigé que ces vols soient réalisés par sa propre compagnie.

Selon des écologistes britanniques

L'explosion des puits de pétrole koweïtiens pourrait entraîner des modifications climatiques

LONDRES

de notre correspondant

L'explosion des puits de pétrole minés du Koweït pourrait provoquer une modification du climat qui aurait de graves conséquences économiques pour des populations très éloignées du Golfe. Cette affirmation d'un ingénieur chimiste, aussitôt contestée par un autre expert, a dominé le séminaire organisé, mercredi 2 janvier à Londres, par des organisations écologiques et pacifistes britanniques.

Les Irakiens ont déclaré avoir miné une grande partie des puits pétroliers koweïtiens. Il est vraisemblable qu'ils ont disposé les explosifs en surface sur les vannes de sécurité situées à quelque distance des puits, en amont des installations où le gaz est séparé du pétrole. La chaleur provoquée par la combustion de ce gaz serait suffisante pour faire brûler le pétrole lourd lui-même. En raison de la proximité

des puits entre eux, il serait alors très difficile d'éteindre l'incendie. Selon M. John Cox, un ingénieur chimiste travaillant pour une compagnie pétrolière du Golfe, il pourrait s'écouler une année avant qu'on en vienne à bout, et la fumée ainsi émise formerait un nuage qui filerait les rayons du soleil et ferait baisser de 20 degrés la température dans la région.

Ce phénomène risquerait à son tour de perturber le cycle des saisons dans une partie de l'Asie, empêchant la mousson, et compromettant les récoltes. M. Abdullah Toukan, conseiller scientifique du roi Hussein de Jordanie, emploie à ce sujet l'expression d'*hiver nucléaire*.

M. Basil Butler, un des directeurs de British Petroleum, qui fut pendant treize ans l'ingénieur en chef de la Koweït Petroleum Corporation, a estimé qu'il faudrait jusqu'à neuf mois pour éteindre les 300 ou 400 puits en feu, mais il ne croit pas que

l'incendie soit capable de déclencher la catastrophe climatique décrite par M. Cox. Il considère cependant qu'il faudrait, dès à présent, préparer les moyens nécessaires. La méthode classique, utilisée par Red Adair, qui consiste à « souffler » l'incendie par des explosifs placés le plus près possible des puits en feu, serait selon lui difficile à appliquer. Il serait préférable de procéder le plus rapidement possible à de nouveaux forages qui feraient diminuer la pression du pétrole.

Les organisateurs de ce séminaire, qui appartiennent à l'extrême gauche britannique et qui avaient invité l'ambassadeur d'Irak à leurs travaux, ont décidé de créer un comité international de savants chargé de rédiger un rapport sur les conséquences écologiques d'une guerre dans le Golfe. Ce document devrait être prêt avant le 15 janvier.

D. Dh.

POINT DE VUE

Abdiquez !

Adresse au roi Hussein de Jordanie

par Marek Halter

Majesté,

Nous nous sommes vus il y a dix-sept ans, au mois de mars 1973, en Israël, à Tel-Aviv même. C'était peu avant la guerre du Kippour. Vous étiez venu en secret, à l'invitation de M^{me} Golda Meir. A cette occasion et selon votre souhait, vous avez discrètement remonté les Champs-Élysées de la métropole israélienne : le boulevard Dizengoff. Et vous avez promis la signature d'un traité de paix avec Israël. Cette même promesse, vous l'avez faite plus tard à Shimon Pérez, puis à Itzhak Rabin, puis à Moshe Dayan, puis à Chaim Herzog, président de l'État d'Israël, puis à Moshe Arens, enfin à Itzhak Shamir... Jamais vous n'avez tenu parole. Vous ne le pouvez pas, Sire, car vous régnerez depuis 1953 sur un pays qui n'est pas le vôtre, sur un pays qui ne vous appartient pas, et vous le savez.

La Jordanie a plus de trois millions d'habitants. Selon les experts internationaux et en l'absence de données précises, 72 % de la population sont aujourd'hui composés de Palestiniens. Vous-même, vous acceptez le chiffre de 55 %.

Votre famille, elle aussi, est venue d'ailleurs. Durant la première guerre mondiale, votre arrière-grand-père, Hussein Ibn Ali, originaire de Hedjaz, en Arabie, a négocié son soutien à la Grande-Bretagne contre l'Empire ottoman. En échange, le colonel Lawrence lui promet un grand royaume arabe, installé sur l'ensemble du Proche-Orient. Aussi participe-t-il avec ses trois fils, dont votre grand-père Abdallah, à la révolte anti-turque.

Mais, le 16 mai 1916, la France et la Grande-Bretagne se partagent la région : les accords Sykes-Picot. Hussein Ibn Ali n'obtient que le trône de Bagdad. Votre grand-père Abdallah, lui, rencontre à Jérusalem Winston Churchill, alors ministre des colonies : il obtient le territoire à l'est du Jourdain, la Transjordanie, l'ouest du Jourdain ayant été promis aux juifs. C'est-ci se latront bientôt les armes à la main contre l'occupation anglaise.

La Grande-Bretagne est amenée à en débattre aux Nations unies, lesquelles, le 23 novembre 1947,

décident le partage de la Palestine en deux États : israélien et palestinien. Les juifs acceptent la décision de l'ONU et proclament la naissance de l'État d'Israël le 15 mai 1948, reconnaissant ainsi de fait un État palestinien à leurs côtés. Mais les pays arabes, dont la Jordanie, rejettent l'idée de partage et déclenchent une guerre totale contre Israël. A cette occasion, votre grand-père occupe le Cisjordanie, territoire dévolu aux Palestiniens, et l'annexe.

Le 1^{er} décembre 1950, il se fait proclamer à Jéricho souverain de l'unité palestinienne-jordanienne. Et comme vous, Sire, il tente de faire accepter par Israël ce nouveau partage en recevant secrètement et à plusieurs reprises M^{me} Golda Meir. Il est poignardé par un Palestinien le 20 juillet 1951, dans la mosquée Al Aksa. En votre présence, Sire. Est-ce parce qu'il avait négocié avec Israël ou parce qu'il s'était déclaré souverain des Palestiniens ?

Les enseignements de l'Histoire

Votre père, Talal, est proclamé roi le 5 septembre 1951. Pour peu de temps. Atteint d'une maladie mentale incurable, il est destitué. Vous héritez de son trône le 2 mai 1953.

Je rappelle ces événements, Sire, car je crois aux enseignements de l'Histoire. Et celle-ci se fait actuellement sous nos yeux plonge comme jamais ses racines dans le passé.

Depuis votre couronnement, vous tentez non sans courage de résoudre un problème insoluble : les populations que vous êtes censé représenter ne veulent pas de la paix que réclame incessamment – y compris par les armes – votre voisin le plus puissant.

Contre les Palestiniens de Cisjordanie vous employez la méthode forte : massacres, tortures, prison. L'université de Bir-Zeit est fermée, l'école est muséifiée, les industries déplacées dans la région d'Amman.

Votre génie, Sire, c'est par la force des choses d'avoir inventé une stratégie qui vous a permis de

survivre et de régner durant presque trente ans, contre toutes prévisions. Après des dirigeants israéliens, vous avez entrepris l'illusion d'une entente possible, d'un règlement de paix dont vous vous ferez le héros auprès des autres pays arabes. En contrepartie, vous comptez sur Israël et ses services secrets pour vous protéger contre les multiples révoltes, complots et attentats montés contre vous par les Palestiniens. Avril 1957, juillet 1958, mars 1959, août 1960, juillet 1966, avril 1967... chaque fois c'est le Mossad qui vous met en garde.

La guerre provoquée en 1967 par le président égyptien Gamal Abdel Nasser vous entraîne, comme d'habitude, dans le sillage des plus extrémistes. Intégrer, mise en garde des Israéliens par l'intermédiaire du général Odd Bull, chef des observateurs de l'ONU, vous faites bombarder les localités juives de Kfar Ya'Avet et de Nathanya et occuper le mont Scopus, à Jérusalem. Erreur : vous perdez la Cisjordanie en même temps que l'Égypte perd Gaza et le Sinaï, et vous vous retrouvez avec deux cent mille Palestiniens de plus qui fuient le ruage du Jourdain, occupée par l'armée israélienne.

Cet engagement absurde ne vous gagne même pas la sympathie de la population palestinienne. Abou Ayad, que je rencontre au Caire au mois de mai 1970, à Al Ahram, le grand quotidien égyptien, m'annonce qu'il organise un mouvement palestinien-jordanien pour prendre le pouvoir à Amman. La révolte éclate en septembre 1970, le « septembre noir ».

Dans les studios de Kol Israël, la radio israélienne, l'appelle à soutenir les Palestiniens. C'était aussi l'avis de deux personnalités israéliennes et non des moindres : le général Dayan et le général Sharon, alors commandant du front sud. Ariel Sharon juge opportun de soumettre cette proposition au général Aaron Yariv, chef du renseignement militaire.

Vous, Sire, vous appelez aussitôt le docteur Henri Kissinger, au State Department. Celui-ci alerte Golda Meir, alors à New-York, en pleine

conférence avec les dirigeants de la communauté juive américaine. Le premier ministre israélien ordonne au ministre intérieur, Ygal Allon, de mettre l'armée en alerte. Les chars israéliens destinés à porter secours aux Palestiniens entrent déjà à Hrid, lorsque la menace d'une intervention israélienne contre la Syrie leur fait faire demi-tour. Israël ouvre son espace aérien au ravitaillement américain de votre armée. Vous voilà à nouveau sauvés. Vous lancez vos chars contre les camps palestiniens : cinquante mille morts. Devant la cruauté de vos Bédouins, de nombreux Palestiniens se réfugient en Israël. D'autres fuient au Liban.

Mais le 27 septembre 1970, en présence du président Nasser, vous signez au Caire un pacte de réconciliation avec Yasser Arafat.

C'est par miracle que vous échappiez à l'insurrection du « septembre noir ». Vous le savez bien : vous l'avez confié au docteur Herbert, à Londres, chez qui vous rencontrez, huit ans plus tard, Moshe Dayan, alors ministre des affaires étrangères de Menahem Begin.

Selon moi, Israël s'est trompé en n'intervenant pas aux côtés des Palestiniens pour vous reverser. Beaucoup l'ont payé et continueront de le payer de leurs vies.

Peut-être vous demanderez-vous, Sire, pourquoi cette lettre et pourquoi aujourd'hui ?

Un obstacle majeur à la paix

C'est qu'aujourd'hui le monde affronte encore une fois un problème essentiel à sa survie : imposer le respect des règles internationales, d'opposer à l'annexion d'un pays par un autre, dénoncer la prise d'otages par le gouvernement d'un pays reconnu par les nations, protéger les minorités menacées d'anéantissement par leurs propres gouvernements.

Vous avez choisi votre camp, Sire : ce n'est pas celui de la loi. Vous espérez ainsi préserver votre pouvoir, mais celui-ci vous échappe. Déjà, comme en 1970, la plupart des dirigeants palestiniens sont aujourd'hui de nouveau à

Amman. Pour faire face à la pression de la rue palestinienne, vous avez été amené à renchérir sur Yasser Arafat, qui a pris une position favorable à l'Irak.

Vous avez ainsi, pour la première fois depuis votre accession au pouvoir, indisposé sérieusement vos protecteurs, les États-Unis et Israël. Vous risquez d'être parmi les premières victimes de ces grands bouleversements que la crise du Golfe va provoquer dans la région.

Sire, je fais appel à votre sens de l'Histoire et à l'idée du rôle que vous voulez y jouer. Et je vous demande de partir.

Vous ne savez pas le premier roi à abdiquer. Mais il y a deux sortes de monarchies : ceux qui ont quitté le trône devant la révolte de leur peuple ou l'invasion étrangère, ceux qui ont remis leur pouvoir afin de sauver les populations, le droit et les vies humaines.

Oui, je l'affirme, vous êtes, Sire, l'obstacle majeur à la paix israélo-palestinienne. Parce que, tant que les Israéliens s'imagineront pouvoir régler le problème palestinien avec vous, ils ne parleront pas avec les Palestiniens. Et vous, vous n'avez pas le pouvoir de signer la paix avec l'État juif.

Ne vous méprenez pas, je ne souhaite nullement votre mort. Vous n'avez été ni plus violent ni plus cruel avec les Palestiniens que le président syrien avec les chrétiens du Liban ou le président irakien avec les Kurdes. Si je demande votre départ, ce n'est pas tant à cause des morts qu'à cause des vivants.

□ Socialisme et République refuse que les États-Unis « décident » pour la France. — Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, membres du courant du Socialisme et République, ont déclaré, jeudi 3 janvier dans un communiqué : « Nous serions prêts à prendre tous les risques dès lors que le sort du pays serait en jeu. Nous accepterions même la barbarie de la guerre (...) si elle était le seul moyen pour faire surgir un nouvel ordre international, débarrassé de toutes les injustices et ouvrant le chemin — ne fût-ce qu'au Moyen-Orient — à la démocratie, à

D'ailleurs, ne proposiez-vous pas vous-même, Sire, dès le mois de juin 1967, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien de Jordanie, proposition que vous avez officialisée le 15 mars 1972 ? Votre premier ministre, Moshe Dayan, n'avait-il pas préconisé, au mois de juin 1977, l'organisation d'un référendum sur les rapports des Palestiniens avec la Jordanie ? Ne serait-ce donc pas pour vous un moyen démocratique de donner enfin le pouvoir à la majorité de votre population ?

Le président de l'OLP en est d'accord. Yasser Arafat me l'a dit et répété à Tunis : l'avenir réside dans une fédération ou dans un État palestinien-jordanien « avec ou sans le roi Hussein ». En Israël, Ariel Sharon, le ministre de la construction du gouvernement Shamir, m'a répété voici un mois à Paris : « Il est plus facile de négocier des frontières communes avec un État qui existe qu'avec un peuple qui n'en a pas d'État ».

Un État palestinien ou jordanopalestinien en Transjordanie et sur une partie de la Cisjordanie, à côté d'Israël et en paix avec lui, dans le cadre d'un accord économique et politique régional, réalisé grâce à vous, Sire, grâce à votre retrait, cela ne vaut-il pas la peine de réfléchir ?

Les Palestiniens seront d'accord, Israël, je pense, aussi. Les Américains l'espèrent en comprenant très vite tous les avantages. Le monde, à l'Ouest comme à l'Est, ne pourra que se réjouir d'une paix au Proche-Orient obtenue à si bon prix.

Sire, la décision vous appartient.

La paix, au progrès. Nous pensons que ce n'est pas le cas. Socialisme et République continue de penser qu'il est possible d'obtenir l'évacuation du Koweït sans recourir à la guerre et affirme que, depuis le 2 août, le gouvernement américain « a constamment cherché à faire entendre par la communauté internationale une stratégie au bord du gouffre, ne laissant le choix à l'Irak qu'entre la guerre et une capitulation sans condition ». « La France, affirme Socialisme et République, ne saurait se résigner à une logique de guerre ni s'en remettre à l'Amérique du soin de décider pour elle. »

EUROPE

URSS : première réunion du nouveau Conseil de la fédération

Accord entre les Républiques sur le budget 1991

Le président Gorbatchev a annoncé, jeudi 3 janvier, qu'il était parvenu à un accord économique provisoire pour 1991 avec les quinze Républiques membres de l'URSS, permettant d'éviter la crise majeure ouverte fin décembre par le refus de la fédération de Russie de contribuer dans la même proportion que par le passé au budget fédéral.

L'accord a été conclu lors de la première réunion du Conseil de la fédération depuis que le récent Congrès des députés soviétiques l'a doté de pouvoirs renforcés. Composé de représentants des quinze Républiques ainsi que des Républiques autonomes, il prend ses décisions à la majorité des deux tiers. Il s'est réuni au complet, a souligné l'agence Tass, mais la Lituanie n'était présente qu'à titre d'observateur, selon sa représentation à Moscou.

« Nous avons trouvé des principes sur lesquels faire reposer la loi des budgets de l'Union et des Républiques », a déclaré M. Gorbatchev lors d'une intervention télévisée, en précisant qu'un accord sur l'approvisionnement alimentaire a été signé. Ses propos n'ont toutefois pas permis de savoir dans quelle mesure ont pu être résolues les divergences entre le Kremlin et la Russie, notamment, qui détiennent les deux tiers des ressources naturelles soviétiques et qui avait décidé de laisser le pouvoir fédéral au moins de la moitié des revenus nécessaires à l'armée, aux communications et aux programmes énergétiques.

M. Gorbatchev a souligné qu'un élément essentiel de l'accord, première étape vers la conclusion d'un traité de l'Union redéfinissant les relations entre Républiques et pou-

voir central, a été de trouver le moyen d'offrir des compensations aux régions productrices de matières premières (comme la Russie avec son pétrole ou l'Asie centrale avec son coton). Deux jours plus tôt, les prix des matières premières, y compris l'énergie, ont subi des augmentations allant jusqu'à 130 %.

Tension dans les pays baltes

M. Gorbatchev a précisé qu'il enverrait le texte de l'accord aux Républiques aux fins de signature et qu'une commission du Conseil de la fédération doit présenter « dans deux ou trois jours » des propositions pour constituer le nouveau cabinet des ministres soviétiques.

Le chef de l'Etat a eu un entretien de longue durée avec le premier ministre lituanien, M. Ivan Godmanis, auquel il a assuré qu'il n'était « pas informé » des derniers événements survenus à Riga, où les troupes so-

ciales du ministère de l'Intérieur ont occupé, de même qu'à Vilnius en Lituanie, des bâtiments du Parti communiste. M. Gorbatchev a promis de faire mener une enquête d'urgence. Le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir envoyé jeudi un représentant à Riga « pour éclaircir la situation ».

Celle-ci a provoqué des réactions à l'étranger : le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, a déclaré qu'il allait « soulever la question de la poursuite de la contribution communautaire » à l'aide apportée à la CEE lors de leur réunion, vendredi, à Luxembourg, nous indique notre correspondant à Copenhague. Le porte-parole du département d'Etat a pour sa part déclaré jeudi que les Etats-Unis dénoncent ces « actions provocatrices » et « considèrent que le gouvernement soviétique est responsable en dernière analyse des actions de ses unités de sécurité ». (AFP, Reuters.)

Assassinat d'un collaborateur du métropolitain de Moscou

Un proche collaborateur du métropolitain de Moscou Juvenal, M. Hogueum Lazar, a été assassiné à son domicile, a annoncé, mercredi soir 2 janvier, l'agence soviétique non officielle Interfax. Hogueum Lazar était membre de la commission chargée par le patriarche d'enquêter sur l'assassinat du Père Alexandre Men, le théologien progressiste abattu à coups de hache en septembre dernier près de Moscou, précise Interfax. Selon une secrétaire de permanence au siège du patriarchat, le meurtre est

survenu il y a une semaine, et Hogueum Lazar a été enterré il y a trois jours. Cette personne a refusé de fournir des informations supplémentaires.

La police a affirmé que le meurtre était lié à un cambriolage. Toutefois, les proches de la victime, cités par Interfax, assurent qu'aucun indice en ce sens n'a été trouvé. Les meurtriers de l'archiprêtre Alexandre Men n'ont toujours pas été identifiés, quatre mois après son assassinat. (AFP.)

facile pour nous », a déclaré M. Walesa à ses compatriotes le 31 décembre. Raisonnable, il semble avoir renoncé à son rêve de se partager entre Varsovie et Gdansk, « son amour », et, après quelques-unes de ses aventures en avion particulier, il paraît disposé à s'installer à Varsovie.

Lui qui fustigeait, pendant la campagne électorale, les lenteurs du gouvernement précédent, a vite fait d'inverser ses adversaires à le rencontrer au Belvédère : M. Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre sortant, et le professeur Bronislaw Geremek, l'ex-chef du groupe parlementaire Solidarité, sont venus s'entretenir avec lui. M. Walesa veut continuer à travailler avec cette équipe, ce qui n'est pas du goût de tout le monde : le Comité civique, l'un des mouvements qui ont mené la campagne électorale de Lech Walesa, a jugé bon de rappeler dans un communiqué que l'élection s'était prononcée pour le changement. Mais le président ne se sent pas personnellement engagé, selon son propre avis, qu'il a pris vis-à-vis de la Pologne.

SYLVIE KAUFFMANN

M. Bielecki investi dans les fonctions de premier ministre. Par 276 voix contre 58 et 52 abstentions, le Parlement polonais a approuvé, vendredi matin 4 janvier, la nomination de M. Jan Krzysztof Bielecki, trente-neuf ans, au poste de premier ministre. Economiste de formation, M. Bielecki, ancien membre du corps enseignant de l'université de Gdansk est membre de Solidarité de longue date et un très proche collaborateur de M. Walesa, qui assistait à la séance du Parlement dans la loge présidentielle. (AFP.)

gences politiques à l'amiable, sans risquer les paralysies d'un Parlement inadapte, de l'autre, et tant que la date des élections ne sera pas fixée, une telle démarche paraît indéfiniment à certains l'époque du maréchal Pilsudski et le mépris dans lequel le héros de l'indépendance polonaise devenu dictateur tenait la chose parlementaire.

Le choix de M. Jan Krzysztof Bielecki, économiste libéral, entrepreneur dynamique et sans ambivalence politique personnelle, pour le poste de premier ministre s'inscrit parfaitement dans la logique du « gouvernement qui gouverne », tout particulièrement dans la période transitoire pré-électorale. Le président Walesa accorde la priorité à la refonte de l'économie polonaise ; lui-même n'étant pas un expert en la matière, il entend rassembler dans le gouvernement tout ce que le pays compte d'économistes de choc, ardents défenseurs de l'économie de marché, depuis M. Leszek Balcerowicz, le maître à penser de la « théorie de choc », jusqu'au jeune Janusz Lewandowski, président du Congrès libéral-démocrate, et faire en sorte qu'ils puissent travailler sans avoir à se préoccuper du reste. Le reste, il va le confier à ceux qui ont déjà fait leurs preuves dans l'équipe sortante sous réserve qu'ils acceptent, ce qui n'est pas le cas pour tous — ou bien il le superviserait directement.

Ainsi le ministre de la défense sortant, l'amiral Kozłowski, va rester en place pour mener à bien la réforme de l'armée qu'il a commencée. Mais M. Walesa gardera la haute main sur les affaires de défense par l'intermédiaire d'un homme de confiance, M. Jacek Merkel, qu'il a nommé ministre d'Etat auprès de la présidence, chargé des questions de défense et de sécurité nationale. Un autre homme-clé, M. Jaroslaw Kaczynski, dirige la chancellerie présidentielle.

S'il leur arrive de croiser dans les avenues de Varsovie le cortège présidentiel — Volvo noire arborant le drapeau national frappé de l'aigle polonais, suivie d'une escorte de trois ou quatre voitures — les Polonais ne sont pas abrutis d'images sur les minidres faits et gestes du président Walesa. « On entend beaucoup parler de lui, mais on le voit peu », réclame-t-on. Son porte-parole fait preuve d'une grande souplesse avec les journalistes, tout étonnés de la facilité d'accès au palais du Belvédère. L'allocution de Nouvel An a été sobre et brève, « très bien prononcée », font remarquer ceux à qui les fautes de syntaxe du leader de Solidarité échoient aux oreilles. Mais, surtout, la tonalité a changé : plus de promesses, plus d'affirmations à la légère. « En tant que président, je vous dois la vérité. Et la vérité, la voici : ça ne va pas être

Les premiers pas du président Walesa

Suite de la première page

Selon le porte-parole du chef de l'Etat, le conseil, composé d'un représentant de chaque parti politique, sera doté d'un secrétariat, siégeant en permanence, constitué de cinq à sept représentants des partis les plus importants. Dans cette optique, M. Walesa a, ces derniers jours, commencé à recevoir les dirigeants de toutes les formations politiques et sociales polonaises, depuis la droite nationaliste jusqu'aux anciens communistes. Il s'agit pour ce conseil, explique M. Drzyzinski, de « soulager le gouvernement du poids de la politique », de jouer un rôle « stabilisateur » afin de favoriser la paix sociale sans laquelle la poursuite des réformes économiques serait impossible. Bref, résume le porte-parole, « le gouvernement gouverne et la présidence s'occupe de la politique ».

Et le Parlement, dans tout ça ? Il apparaît assez clairement que M. Walesa, par ce projet, cherche à s'appuyer sur un corps plus représentatif que la Diète actuelle qui, issue des élections semi-démocratiques de juin 1989 et dominée par les anciens communistes, n'a finalement plus aucune légitimité. Après les élections législatives (prévues d'ici quelques mois), le conseil politique servirait de plate-forme aux groupes politiques non représentés au Parlement, précise M. Drzyzinski, laissant ainsi entendre que ce conseil n'aurait plus alors qu'un rôle mineur. L'idée est à double tranchant : d'un côté, le conseil peut effectivement faciliter, en cette période cruciale, la gestion du pays en permettant de régler les diver-

ALBANIE

Manifestations pour le report des élections

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, jeudi 3 janvier, dans deux villes du pays — Shkoder et Durrës — pour réclamer le report des élections prévues pour le mois prochain et la libération des prisonniers politiques. Ces défilés ont mobilisé 60 000 personnes à Shkoder et 30 000 à Durrës selon M. Genc Polo, porte-parole du Parti démocratique, organisateur des manifestations. Ce mouvement, né le 12 décembre après la décision du président Ramiz Alia d'instaurer le multipartisme, estime trop proche la date du 10 février proposée par les autorités pour la tenue d'élections législatives et demande davantage de temps pour s'organiser. (Reuters, AFP.)

FINLANDE : le débat sur la neutralité

Helsinki estime que certains de ses accords avec l'Union soviétique sont dépassés

Avec la signature le 12 septembre 1990 à Moscou du « traité portant règlement permanent concernant l'Allemagne », la Finlande a tiré un trait sur une partie de son histoire d'après-guerre. Le 21 septembre, le gouvernement, appuyé par le président Mauno Koivisto, a décidé unilatéralement que la plupart des clauses du traité de Paris du 10 février 1947 (articles 13 à 22 inclus) et l'article premier du pacte d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé le 6 avril 1948 avec l'URSS « avaient perdu leur signification », l'Allemagne réunifiée ayant recouvré sa pleine souveraineté.

STOCKHOLM

de notre correspondante

Au sortir d'une guerre meurtrière contre l'Union soviétique (qui n'a d'ailleurs toujours pas reconnu officiellement avoir déclenché les hostilités), de novembre 1939 à mars 1940, la Finlande avait dû accepter des conditions de paix sévères. Redoutant une reprise du conflit, elle s'était alors tournée vers l'Allemagne nazie et s'était retrouvée inscrite dans la stratégie du « plan Barbarossa » d'offensive à l'Est de Hitler, avec des soldats allemands sur son territoire et une « guerre de continuation » contre l'URSS.

Après la défaite allemande à Stalingrad, Helsinki, commençant à négocier avec Moscou sa sortie de la guerre. Aux termes de l'armistice signé le 19 novembre 1944, la Finlande amputée revint à ses frontières de 1940, et fut obligée, entre autres, de verser dans les six années suivantes 300 millions de dollars-or de dommages de guerre payables en marchandises.

Contrairement à ce qu'avaient espéré les Finlandais, et surtout le président Juho Kusti Paasikivi, le traité de Paris n'allait en rien alléger les obligations fixées par l'armistice de Moscou. Les clauses militaires de la troisième partie du document les alourdissaient même notablement. Les forces armées terrestres étaient limitées à trente-quatre mille quatre cents soldats ; les forces navales à quatre mille cinq cents hommes et une capacité maximale de dix mille tonnes ; les forces aériennes à trois mille hommes et soixante avions de combat. Interdiction était faite également à la Finlande d'acquiescer des armes offensives telles que sous-marins et missiles. En 1964 cependant, les signataires du traité autorisèrent Helsinki à doter son armée de missiles anti-aériens, antichars et de missiles de surface pour la marine. Autre clause : la Finlande n'avait pas le droit de se procurer du matériel de guerre d'origine allemande ni des avions civils allemands ou japonais.

Le gouvernement d'Helsinki estime maintenant que toutes les dispositions du traité de Paris limitant sa souveraineté n'ont plus de raison d'être dans le contexte d'une Allemagne qui a recouvré la sienne et ne correspondent plus à la position de la Finlande comme membre des Nations unies et de la CSCE.

De la même manière, l'article premier du traité signé avec l'URSS en 1948 est tombé en désuétude.

Il stipule que « dans le cas où la Finlande ou l'Union soviétique, à travers le territoire de la Finlande, seraient l'objet d'une agression armée de la part de l'Allemagne ou d'une puissance quelconque alliée de

celle-ci, la Finlande, fidèle à ses devoirs d'Etat indépendant, combattrait pour repousser cette agression ». Le président Koivisto estime que « les développements de ces dernières années, en particulier la détente en Europe, la réunification de l'Allemagne, et la situation créée à travers les accords conclus dans le cadre de cette réunification, montrent que la référence à l'Allemagne comme agresseur possible est obsolète ». Cette constatation faite, il reste, souligne le président, que le traité a conservé sa signification même dans le cadre des changements intervenus. « Cela veut dire que la Finlande ne permet pas que son territoire soit utilisé pour une attaque contre l'URSS. Le traité en tant que tel continue donc de correspondre aux intérêts de la Finlande en matière de sécurité ».

Dans l'esprit du temps

Helsinki n'a pas pour autant l'intention de demander une modification de ces textes. Le gouvernement a simplement informé Moscou qu'il cessait, à compter du 3 octobre, de tenir compte de clauses dépassées. Aucune protestation n'a été élevée. M. Guennadi Guerassimov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a indiqué que « c'était dans l'esprit du temps, l'important étant que le traité de 1948 n'ait pas perdu de sa signification ».

FRANÇOISE NIETO

► Le Monde a publié dans ses éditions du 4 janvier un article sur la neutralité de l'Autriche.

TURQUIE : nouvelles tensions sociales

L'appel à la grève générale a été largement suivi

Ignorant les menaces de licenciement proférées par le ministre de l'Intérieur, M. Abdul Kadir Aksu, plus d'un million et demi de travailleurs turcs ont répondu à l'appel de leurs syndicats et respecté l'arrêt de travail général, décrété pour protester contre la politique économique du gouvernement.

ANKARA

de notre correspondante

10 % seulement des ouvriers turcs sont syndiqués, mais la grève générale, la première dans l'histoire de la Turquie, a considérablement affecté Istanbul, Ankara et les autres villes principales du pays. Les boulangeries municipales sont restées fermées et de nombreux employés ont dû rester chez eux, en raison de l'absence de transports en commun. Les entreprises privées et les magasins étaient cependant ouverts, malgré des effectifs parfois réduits. Grâce aux efforts des directeurs de la compagnie aérienne Turkish Airlines, qui n'ont pas hésité à s'installer devant les comptoirs d'enregistrement ou à participer au chargement des bagages, seuls quelques vols internes ont dû être annulés. Le trafic ferroviaire, en revanche, était normal.

Une décade d'inflation catastrophique — la moyenne, en 1990, était de plus de 50 % — provoquant une baisse du pouvoir d'achat des ouvriers de plus de 40 %, a finalement eu raison de la patience des travailleurs, qui ont l'impression d'être les laissés-pour-compte du « miracle économique ». Frustrés par les restrictions autoritaires imposées aux syndicats par la Constitution

introduite après la période de régime militaire (1980-1983) et l'attitude souvent hostile du gouvernement, les travailleurs exigent des augmentations de salaires et davantage de droits. Les lois actuellement en vigueur interdisent les grèves générales, ainsi que tout autre action syndicale pour des motifs politiques.

La grève des cinquante mille mineurs de la ville de Zonguldak, qui vient d'entrer dans son deuxième mois, a marqué la première étape de l'escalade des tensions sociales. Près de cent-cinquante mille ouvriers de l'industrie métallurgique ont également entamé une grève, paralysant le secteur de l'automobile et il est probable que le mouvement s'étendra dans les semaines à venir.

Soutenue par les partis d'opposition, de droite comme de gauche, la grève générale de jeudi était, avant tout, un avertissement au gouvernement, qui ne contrôle que 20 % de l'électorat. La politique économique du président Ozal et, plus récemment, la façon autocratique avec laquelle il dirige le pays depuis le début de la crise du Golfe, ont causé beaucoup de mécontentement auprès de l'opposition et d'une large partie de la population.

Une centaine de personnes ont été arrêtées au cours de plusieurs incidents entre les manifestants et les forces de l'ordre. Mais c'est vendredi que devait avoir lieu à Ankara l'épreuve de force entre le gouvernement et les syndicats. Les mineurs de Zonguldak ont prévu une marche de protestation en direction de la résidence du président Ozal. Jeudi soir, la police anti-émeutes était déjà en état d'alerte pour empêcher la manifestation illégale d'atteindre le palais présidentiel.

NICOLE POPE

PROCHE-ORIENT

Réouverture d'un consulat israélien à Moscou

Le drapeau israélien flotte depuis le jeudi 3 janvier sur l'ancienne ambassade d'Israël à Moscou, fermée à l'initiative soviétique en 1987 au lendemain de la guerre de six jours, et qui vient d'être officiellement enregistrée comme consulat de l'Etat hébreu. Le nouveau consul général, M. Arieh Levir, arrivé à Moscou en 1983 pour mettre en place une section consulaire sous tutelle néerlandaise, a hissé le drapeau devant une foule émue qui a chanté l'hymne israélien.

L'URSS est déjà représentée en Israël par un consul général, qui a présenté ses lettres de créance le 25 décembre. « Nous avons

conclu avec l'URSS un gentleman agreement aux termes duquel nous nous rencontrerons au niveau diplomatique en cas de nécessité, en dépit du fait que nous ne soyons qu'un consul », a déclaré M. Levir. Mais il s'est montré plus prudent quant au prochain rétablissement des relations diplomatiques, même si Moscou ne pose plus comme préalable l'acceptation par Israël d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

200 000 Juifs soviétiques ont pu se rendre en Israël en 1990 et 400 000 sont attendus cette année. (AFP, Reuters.)

Le Conseil de sécurité critique « les actions des forces israéliennes » dans la bande de Gaza

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 4 janvier, une déclaration critiquant Israël pour la récente vague de violence dans la bande de Gaza où dix Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité israélienne, ces derniers jours.

La déclaration, qui n'est pas une résolution et n'engage pas le Conseil, a reçu le soutien des Etats-Unis. Le texte déplore « en particulier les actions des forces de sécurité israéliennes contre des Palestiniens ». Il réaffirme que la quatrième convention de Genève de 1949 s'applique à tous les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et demande qu'Israël, puissance occupante, respecte scrupuleusement les dispositions de la convention.

Les membres du Conseil réaffirment d'autre part leurs positions, tout récemment énoncées dans la résolution 681 (1990), et appellent l'action menée par le secrétaire général pour assurer l'application de ladite résolution. Ils demandent que tous ceux qui peuvent contribuer à réduire la tension réduisent leurs efforts.

C'est la quatrième fois que le Conseil de sécurité de l'ONU critique Israël depuis le début de la crise du Golfe. (Reuters.)

AFRIQUE

SOMALIE : pas de cessez-le-feu en vue

La France et l'Italie se préparent à évacuer les ressortissants étrangers

Le ministère français de la défense a donné, jeudi soir 3 janvier, son feu vert à l'opération « Bénédict », organisée pour évacuer par la mer les ressortissants étrangers bloqués à Mogadiscio. C'est le chargé d'affaires français en Somalie qui décidera, en fonction des conditions locales, à quel moment cette opération pourra commencer.

NAIROBI

de notre correspondant

La frégate La Motte-Picquet, qui croise déjà au large de la capitale somalienne, et le navire-atelier Jules Verne, qui a appareillé, jeudi, de Djibouti, évacueront tous les ressortissants français et étrangers qui le souhaitent. Une vingtaine de Français se trouvent sur place ainsi

que 350 Italiens, 70 Américains, 30 Allemands et quatre Belges.

L'Italie, l'ancienne puissance coloniale, a prévu aussi d'évacuer les ressortissants étrangers. Mais, dans un communiqué, le ministère italien des affaires étrangères indique que cette évacuation dépend de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu à Mogadiscio. Les six délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) présents sur place, n'ont pu commencer à travailler en raison de la violence des combats, a indiqué, jeudi, à Genève, un porte-parole de l'organisation humanitaire.

Après la CEE, l'Egypte et l'Organisation de l'unité africaine, les Etats-Unis, par la voix du porte-parole du département d'Etat, ont, à leur tour, « appelé toutes les parties et toutes les forces à déposer les armes ». De son côté, le président Syad Barre a réitéré son appel à une trêve et sollicité, auprès de la communauté internationale, une aide alimentaire, des médicaments, du carburant et des tentes.

Les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) viennent d'affirmer, par l'intermédiaire d'un de leurs porte-parole à Rome, que « l'intransigeance de Syad Barre rend nécessaire la poursuite de la bataille pour la liberté et la démocratie ». Faisant état de l'arrivée de renforts évalués, par eux, « à une dizaine de milliers de soldats, dirigés par des officiers et disposant d'armes lourdes », ils ont insisté sur le fait « qu'il fallait battre le fer quand il est chaud ».

Alors que la situation s'est stabilisée depuis trente-six heures à Mogadiscio, dont une « bonne partie » est maintenant contrôlée par les rebelles, l'annonce de l'évacuation des ressortissants étrangers prouve qu'on ne pense plus, ni à Rome, ni à Washington, ni à Paris, à la possibilité d'un règlement pacifique. Tout dépend maintenant de la bonne volonté du gouvernement somalien, qui voit d'un mauvais œil les derniers étrangers quitter le pays. Départ qui peut vouloir dire que, pour les Occidentaux, le dernier régime n'a plus les moyens de redresser la situation.

JEAN HELENE

CORRESPONDANCE

L'aide au Libéria

Après la publication dans le Monde du 4 janvier d'un article intitulé « L'Afrique plus oubliée que jamais », le docteur Johannes Littmann, président d'Aide médicale internationale (AMI), nous a fait parvenir la mise au point suivante.

Il est écrit qu'aucune organisation non gouvernementale (ONG) ne s'aventure dans l'immense zone contrôlée par Charles Taylor. Cela est faux : non seulement l'AMI y travaille, mais, de plus, elle y est arrivée en premier, en mai 1990. Notre équipe chirurgicale travaille à Monrovia, et ne se contente pas d'un travail logistique, comme d'autres ONG. Nos équipes y sont restées, malgré les violences, malgré les bombardements.

C'est vrai que l'AMI est plus discrète que d'autres ONG, et c'est par respect pour ceux qui y ont risqué leur vie, ceux qui sont rentrés marqués à tout jamais, que je ne peux admettre que d'autres ONG fassent un tapage mensonger, digne des Jeux olympiques...

Je profite de l'occasion pour vous signaler que l'AMI a aussi été la première ONG aux côtés des rebelles de la Somalie, qu'elle a été la première à retourner au Sud-Soudan rebelle après les événements de 1987-1988, que nous avons des missions au Tigré et en Erythrée.

Ce qui est vrai est que de plus en plus de financements pour l'hémisphère sud se sont trouvés amputés ou redistribués dans l'effort du rapprochement Ouest-Est. Il est certain qu'une telle attitude ne fera que créer de nouvelles tensions Nord-Sud.

KUWAITI-FRENCH BANK

Sous les auspices des ambassadeurs des Etats membres du « Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe », le Comité de Solidarité Koweïtienne a l'honneur de vous inviter à la réception organisée à l'occasion de l'inauguration de l'exposition photographique intitulée :

« Les violations du Droit de l'homme au Koweït »

qui aura lieu le lundi 7 janvier 1991 à 18 heures, à l'Hôtel Inter-Continental, 3, rue Castiglione, 75001 Paris.

Avec les compliments du Comité de Solidarité Koweïtienne

et de la

Kuwaiti-French Bank

AMÉRIQUES

GUATEMALA : le scrutin du 6 janvier

L'évangéliste Jorge Serrano est favori pour le deuxième tour de l'élection présidentielle

Pour la première fois dans l'histoire du continent latino-américain, un candidat non catholique pourrait remporter une élection présidentielle à l'occasion du scrutin organisé dimanche 6 janvier au Guatemala. Les sondages accordent près de 75 % des intentions de vote à M. Jorge Serrano, le candidat du Mouvement d'action solidaire (MAS, centre-droit), qui a obtenu 24,3 % des suffrages exprimés au premier tour, le 11 novembre, contre 15,7 % à M. Jorge Carpio, de l'Union du centre national (UCN, droite).

GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Tous les candidats s'étaient engagés à ne pas recourir aux thèmes religieux pour discréditer l'adversaire, estimant que cela « risquait de déclencher des forces incontrôlables » et de relancer la guerre civile larvée qui déchire le pays depuis trente ans. Personne n'a finalement tenu sa promesse, ni Serrano l'évangéliste, ni Carpio le catholique, qui, tous deux, en prévision du second tour de l'élection présidentielle du 6 janvier, ont laissé leurs partisans mener une campagne souterraine dénonçant l'intolérance religieuse de l'adversaire.

Une religion venue des Etats-Unis

La hiérarchie catholique est très préoccupée par la progression spectaculaire du Mouvement évangéliste au Guatemala (environ 30 % de la population, soit beaucoup plus que dans les autres pays d'Amérique centrale), mais a évité de prendre position publiquement afin de ne pas provoquer une dérive massive dans ses rangs en cas de victoire de M. Serrano. Avant le premier tour, la Conférence épiscopale s'était bornée à féliciter les électeurs à voter pour « le moins mauvais » des candidats (« celui dont le parti fait preuve d'un

engagement concret en faveur du concept chrétien de l'être humain »). Pour les évêques comme pour la plupart des observateurs, il était alors totalement exclu que M. Serrano accède au deuxième tour.

On comprend aujourd'hui l'embarras de l'Eglise catholique. On la soupçonne bien sûr d'encourager en sous-main les initiatives de certains individus qui diffusent des tracts dénonçant les « projets impérialistes des sectes protestantes ». Les journaux ont même publié un texte accusant les évangélistes de vouloir « arracher le peuple à cinq siècles de catholicisme pour imposer une religion venue des Etats-Unis ».

Les partisans de M. Serrano font preuve de plus de subtilité. Ils évitent d'attaquer l'Eglise catholique (« Je serai le président de tous les Guatémalèques et pas seulement des évangélistes », affirme sans arrêt le candidat du MAS) et misent surtout sur la capacité de mobilisation des Eglises protestantes, qui font dire des prières en faveur de M. Serrano. Curieusement, celui-ci fait l'unanimité à gauche comme à droite, et on a assisté dès le lendemain du premier tour à un véritable défilé dans la maison du candidat du MAS, dont l'appel à la formation d'un gouvernement d'union nationale a été très bien reçu. « C'est la meilleure option pour sauver le Guatemala », affirment on chœur le seul député socialiste, Mario Solorzano, et l'extrême droite.

« Je souhaite la victoire de Jorge Serrano au deuxième tour », dit sans hésitation le président de la République, M. Vinicio Cerezo (démocrate chrétien), qui, faute d'avoir pu imposer le candidat de son parti, arrivé en troisième position le 11 novembre, se prononce « pour le moindre mal ».

« Serrano, ajoute-t-il, ne remettra pas en question les conquêtes sociales des cinq dernières années, en particulier les droits syndicaux et la liberté de presse ». Et surtout, s'exclame le président sortant, « nous n'allons quand même pas favoriser la victoire de Carpio, qui est entouré de gens ayant participé à deux tentatives de coup d'Etat contre mon gouvernement (en 1987 et 1988) et de militaires que nous avons mis à la retraite

pour avoir violé les droits de l'homme ». Accusation confirmée en privé par un dirigeant conservateur qui aurait voulu, dit-il, « convaincre Carpio de cacher ces éléments peu présentables ou de s'en débarrasser ».

« Travail immense en matière de droits de l'homme »

Tous voient dans M. Serrano un « pragmatique » qui devrait être en mesure de mener à bien le processus de réconciliation avec la guérilla. « Ce ne sera pas facile », reconnaît M. Mulet, qui, en tant que membre de la commission nationale de réconciliation, tente de convaincre l'armée d'accepter le dialogue avec les insurgés. « L'armée, dit-il, est persuadée qu'elle peut en finir avec la guérilla en quelques mois, car celle-ci a perdu la plupart de ses appuis internationaux ».

A la différence des organisations internationales et de la presse étrangère, la plupart des adversaires politiques de M. Cerezo reconnaissent que celui-ci, malgré ses défaillances sur le plan économique et ses erreurs politiques, a fait « un travail immense en matière de droits de l'homme ». Ils en veulent pour preuve l'organisation de « véritables élections démocratiques » comme l'ont reconnu à l'unanimité les quelque quatre cents observateurs internationaux.

« On ne peut absolument pas comparer la situation actuelle avec la politique de violation systématique des droits de l'homme menée par les régimes précédents », affirme M. Mulet. Cette analyse n'est pas partagée par une partie de la gauche ni par la guérilla, qui reprochent au président sortant d'avoir « accentué la militarisation du pays en signant un pacte avec l'armée » et son accession au pouvoir en janvier 1986. L'Union révolutionnaire guatémaltèque (URNG), qui regroupe les quatre organisations rebelles du pays, accuse les autorités d'avoir « maquillé les crimes politiques en assassinats de droit commun ». Selon la commission des droits de l'homme du Guatemala, il y aurait eu plus de 2.000 « exécutions clandestines », 502 disparitions et une trentaine de massacres au cours des cinq ans de gouvernement Cerezo.

Bilan très lourd certes, mais sans aucune mesure avec le véritable génocide pratiqué par les régimes militaires antérieurs à l'égard des groupes indiens, qui représentaient plus de 50 % de la population totale du pays et restent les principales victimes de la répression. La mesure d'une quinzaine de personnes, le 2 décembre dernier, dans le village de Santiago Atitlan prouve que l'armée continue d'utiliser les mêmes méthodes que dans le passé. Mais la condamnation de cet acte par les autorités civiles et par le ministre de la défense, le général Leonel Bolanos, montre aussi que le règne de l'impunité pour les militaires tire peut-être à sa fin.

« Le prochain gouvernement héritera d'une armée beaucoup plus moderne d'esprit, soutient le président Cerezo. Les militaires, sauf une petite minorité, acceptent désormais l'autorité du pouvoir civil. En fait, le véritable obstacle à la démocratisation ne vient pas d'eux mais des secteurs économiques puissants - l'oligarchie - qui continuent de se comporter comme avant et refusent par exemple de payer des impôts à l'Etat ».

BERTRAND DE LA GRANGE

■ BRÉSIL : quatre cent quarante-deux enfants et adolescents assassinés dans l'Etat de Rio-de-Janeiro en 1990. - Quatre cent quarante-deux enfants et adolescents pauvres ont été assassinés en 1990, dans l'Etat de Rio-de-Janeiro, dans la plupart des cas par des escadrons de la mort, selon un rapport élaboré par la police militaire de la capitale. C'est la première fois que des statistiques officielles sont publiées sur les assassinats de mineurs au Brésil. - (AFP).

ASIE

CHINE : les suites du contentieux avec Stockholm

Pékin a expulsé une diplomate suédoise

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a expulsé une diplomate suédoise en poste à Pékin, par mesure de rétorsion après que Stockholm ait déclaré trois diplomates chinois persona non grata après les avoir accusés d'avoir participé de trop près aux activités de la dissidence en exil. C'est la première fois que de telles expulsions réciproques se produisent avec Pékin.

Les dissidents chinois qui ont fui à l'étranger lors de la répression militaire de la « printemps de Pékin » en 1989 et se sont regroupés dans les instances de la Fédération pour la démocratie en Chine se sont plaints à de nombreuses reprises de la surveillance exercée par des diplomates de Pékin. Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les droits de l'homme, M. Richard Schifter, s'en était inquiété auprès de ses interlocuteurs chinois en ouvrant avec Pékin le dialogue sur ces questions en décembre dernier. La Chine, pour sa part, dément que ses diplomates se livrent à de telles activités, et retourne l'accusation contre les gouvernements occidentaux.

« Le gouvernement suédois, depuis un certain temps, en violation des normes gouvernant les relations internationales, s'est fait complice d'une poignée de membres du front démocratique se livrant à des activités dirigées contre le gouvernement chinois sur son sol, ce qui constitue une ingérence grave dans les affaires intérieures de la Chine », a indiqué un responsable du ministère chinois des affaires étrangères au chargé d'affaires suédois en lui signifiant l'expulsion sous six jours de M^{me} Brita Kinnemark-Lander, premier secrétaire en poste depuis deux ans et demi à Pékin. Annonçant cette mesure, l'agence Chine nouvelle a accusé la diplomate et son époux d'activités incompatibles avec leur statut, sans plus de précision.

A la mi-décembre, la Chine avait déjà une protestation assez ferme contre la Norvège, dont les élus

hauts dirigeants venaient de recevoir en audiences séparées M^{me} Chai Ling, figure de proue du mouvement contestataire en exil.

M. Roger Fauroux à Taïwan

En revanche, les protestations contre la France incessantes au cours de l'année 1989, se sont faites ces derniers temps beaucoup plus discrètes, même lorsque le dalaï-lama a été reçu à Paris avec des honneurs. Pékin pourrait cependant renouer avec un ton plus ferme à l'occasion de la visite qu'entreprend ce week-end le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, à Taïwan.

M. Fauroux, attendu samedi à Taïpei, est le premier membre du gouvernement d'un pays européen en exercice à se rendre dans le bastion nationaliste avec lequel la France avait rompu en 1964 pour établir une ambassade à Pékin. Il est accompagné de pas moins de seize hauts fonctionnaires et de douze industriels. Au cours de sa visite de six jours, il sera reçu notamment par le premier ministre Hsu Pei-tsun, ont indiqué les responsables de Taïwan. La visite a pour but d'imprimer un nouvel élan à la coopération scientifique et technique avec un des Etats les plus riches de la planète, que Paris avait longtemps ignoré par crainte des représailles de Pékin.

Cette mission a de facto une valeur politique qu'aucun des deux gouvernements chinois n'aurait pu négocier. La France ouvre là, vingt-sept ans après le « cadeau » de de Gaulle à Mao Zedong, une brèche que bien d'autres voudront élargir. Pour le régime communiste, partagé entre le désir de reprendre des relations économiques vitales avec l'Occident et la volonté de freiner tout processus ayant pour effet de relever le statut diplomatique de Taïwan dans le monde, le dossier est de première importance. Déjà, fin 1989, Pékin et Paris n'étaient pas pressés très loin de la détermination durable de leurs relations diplomatiques lorsqu'il avait

été question de vendre des frégates de guerre françaises à Taïpei. La vente fut annulée au dernier moment par Paris.

Ces derniers temps, les protestations de Pékin à l'encontre d'autres pays ayant engagé des relations jugées trop officielles avec Taïpei - y compris l'Union soviétique - n'ont guère eu d'effets. Mais la corrélation d'autant plus sensible pour le continent que sa diplomatie est assujettie aux préoccupations de la vieille génération de la Longue Marche, qui envisage la réunification de la Chine sous le drapeau rouge à cinq étoiles comme une priorité absolue. Pour gérer un dossier si porteur de boue, Paris devra mettre à point une stratégie précise animée d'une volonté politique cohérente.

FRANCIS DERON

■ SRI-LANKA : Colombo accepte avec retard sept jours - Le gouvernement sri-lankais a annoncé, jeudi 3 janvier, que les forces de sécurité allaient suspendre les opérations offensives contre les rebelles tamouls pendant sept jours à compter de vendredi. Il répond ainsi au cessez-le-feu unilatéral appliqué par les Tigres de libération de l'Eelam, principale guérilla tamoule, depuis le 1^{er} janvier (le Monde du 2 janvier).

« Nous espérons que la mesure provisoire de suspension des opérations offensives pour une période de sept jours débouchera sur une nouvelle amélioration du climat de paix », a déclaré, dans un communiqué, le président Ranasinghe Premadasa après avoir rencontré les formations de l'opposition. - (Reuters).

■ CAMBODGE : appel à une manifestation à Paris. - Plusieurs associations anti-communistes de Cambodgiens appellent à une manifestation, samedi 5 janvier à 14 h 30, devant la Maison de la Radio, en faveur de « l'application immédiate et intégrale » du plan de paix de l'ONU.

BERMANIE

Des élus ont formé un « gouvernement de la jungle »

BANGKOK

correspondance

C'est le désespoir qui a poussé un groupe de députés appartenant à la formation victorieuse, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), et le chef du parti pour la démocratie nationale, M. Sein Wein, à signer une zone contrôlée par des minorités ethniques insurgées, à proximité de la frontière thaïlandaise, pour y former un gouvernement, une décision aussitôt dénoncée par la junte militaire.

La mise sur pied de ce « cabinet de la jungle », décidée en octobre dernier, n'a pas reçu l'approbation des responsables de la LND, qui craignent que son existence ne serve de prétexte à une répression encore plus sévère. Les membres de la Ligue qui y participent ont donc été exclus du mouvement. Quant au parti de M. Sein Wein, il a aussitôt été interdit par la junte militaire.

Depuis le scrutin du 27 mai 1990, la plupart des dirigeants de la LND ainsi qu'une cinquantaine d'élus ont été arrêtés. Maung Ko, un des chefs de la Ligue, est mort en prison. M^{me} Ang San Suu Kyi, la plus populaire des dirigeants de l'opposition, est en résidence surveillée depuis dix-huit mois. Les autorités militaires poursuivent une vaste campagne contre les barres, accusés de subversion. Les raids menés par les forces de l'ordre contre les pagodes ont pour objet, selon Radio-Rangoon, de décourager « les éléments clandestins du Parti communiste et les organisations religieuses qui trouvent refuge » dans les monastères.

Les militaires n'ont pas l'intention de faire marche arrière, en dépit de la colère croissante de la population. Le général Saw Maung, chef de la junte, a encore récemment déclaré, à propos des élus de mai, qu'il devait toujours « beaucoup réfléchir avant de passer les rênes du pouvoir à ceux qui allaient précipiter le pays dans le chaos ».

JACQUES BEKAERT

L'énergie
Les in
Les o
Les
Tok
Paris

سكاي كابل

... Le Monde • Samedi 5 janvier 1991 • 7

L'énergie traverse les mers. Les images circulent. Les avions décollent. Les trains roulent. Tokyo appelle Paris. Paris appelle Sydney.

Tout est là.

LES CABLES DE LYON DEVIENNENT ALCATEL CÂBLE.

Nos câbles sont les artères qui font battre le cœur des économies. Ils dispensent l'énergie et transmettent la voix, les données, les images. Sans les câbles spéciaux, les automobiles, les trains, les avions, les fusées, les bateaux resteraient inertes... Leader mondial sur leurs marchés, Les Câbles de Lyon, société-mère d'un groupe international de 19.000 personnes ont réalisé un chiffre d'affaires de 24 mil-

liards de francs en 1989 et maîtrisent les technologies les plus avancées en matière de câbles terrestres et sous-marins, classiques et à fibres optiques dont les applications couvrent l'ensemble des besoins des utilisateurs publics et privés. C'est pour refléter davantage leur avance industrielle, technique et commerciale, que Les Câbles de Lyon prennent la dénomination Alcatel Câble à partir du 1^{er} janvier 1991.

ALCATEL
CÂBLE

Alcatel Câble 30, rue des Chasses 92111 Clichy, France.

POLITIQUE

Les décisions du conseil restreint

L'opposition demande toujours le retrait du projet Joxe sur la Corse

Le conseil restreint de gouvernement réuni, jeudi 3 janvier, à propos de la situation en Corse a réaffirmé, selon les termes de M. Georges Kiejman, qui rendait compte de ses travaux, l'«entière solidarité» du gouvernement avec la politique de M. Pierre Joxe sur l'île, tout en admettant la nécessité de réaffirmer l'autorité de l'Etat en Corse. M. Kiejman a indiqué que le gouvernement souhaite donc une «action publique revigorée», notamment dans le domaine de la justice et de la police.

Dans le cadre du renforcement de l'action judiciaire, la chancellerie procédera à des changements dans les juridictions corse. Des nominations aux postes de procureur général et premier président de la cour d'appel de Bastia devaient intervenir vendredi 4 janvier. Deux nouveaux pro-

curseurs près les tribunaux de Bastia et d'Ajaccio, MM. Pierre-Yves Radiguet et Roland Mahy, prendront officiellement leurs fonctions le 7 janvier, une nomination qui avait cependant été déjà annoncée. Enfin, des instructions seront données au travers des parquets pour que soient requis des mandats d'amener à l'égard des témoins récalcitrants.

Une information a été ouverte par la section antiterroriste du parquet de Paris après les attentats revendiqués jeudi matin par le FLNC «historique». L'enquête a été confiée au juge d'instruction, M. Roger Le Loire. Jeudi soir, M. Mitterrand a reçu les préfets de Corse, dont le nouveau préfet chargé de la police, M. Bernard Bonnet.

Sur le plan politique, à l'exception de M. José Rossi, député de Corse-du-Sud, membre du PR

mais favorable au projet Joxe, les réactions de l'opposition de droite et d'extrême droite restent très négatives. L'opposition demande toujours le retrait du projet de loi présenté par le ministre de l'Intérieur et prévoyant plus d'autonomie pour l'île.

Le gouvernement commence à polémiquer publiquement avec les représentants des clans traditionnels en Corse. Ainsi, M. Pierre Joxe a dénoncé vendredi sur Europe 1 une «épouvantable imposture» de la part de M. François Giacobbi, président MRG du conseil général de Haute-Corse, après que ce dernier eut déclaré sur la même antenne, à propos de l'action de la police : «Lorsque les gens donnent des renseignements, on n'en tient pas compte».

M. Giacobbi a également affirmé qu'il ne faut «pas oublier que les quelques personnes qui vont

changer en Corse avaient reçu des consignes de laxisme».

De son côté, M. Kiejman a dénoncé les «prétendances nombreuses» distribuées par les clans et les situations de «privilege» en expliquant les réactions des forces conservatrices sur l'île comme «le soubresaut désespéré des derniers opposants».

A l'occasion des échanges de vœux à l'Elysée entre le président de la République et les représentants de la municipalité de Paris, vendredi 4 janvier, M. Jacques Chirac, maire de Paris, a exprimé le souhait de «voir réaffirmer l'autorité de l'Etat» en Corse. «L'autorité de l'Etat doit toujours être réaffirmée, et elle l'est», a répondu M. François Mitterrand, en rappelant l'aspect «endémique» des crises et des violences dans l'île.

Le gouvernement veut «affirmer davantage» l'autorité de l'Etat dans l'île

M. Georges Kiejman, ministre délégué chargé de la justice, a rendu compte, jeudi 3 janvier, des travaux du conseil de gouvernement restreint réuni pour «s'efforcer de répondre à la situation tendue qui existe en Corse».

Selon M. Kiejman, le conseil a réaffirmé «l'entière solidarité du gouvernement à l'égard du ministre de l'Intérieur et la volonté de ce gouvernement de mener jusqu'à son terme la procédure parlementaire qui devrait donner à la Corse le statut d'ouverture qu'elle réclame depuis longtemps».

D'autre part, le conseil a jugé nécessaire «d'affirmer davantage encore l'autorité de l'Etat». Le gouvernement souhaite donc une «action publique revigorée», pas seulement dans les domaines de la police et de la justice, mais dans tous les domaines administratifs, par exemple financier.

M. Kiejman a annoncé des «nominations significatives» dans les secteurs de la justice et de la police. Pour la justice, M. Kiejman a encore précisé qu'il est possible que certains chefs de parquet soient choisis dans le cadre d'un réaménagement de l'organisation judiciaire, compte tenu des «besoins spécifiques de la Corse». «Les nominations montreront en tout cas de manière exemplaire

cette volonté d'identifier, de rechercher les coupables et de les voir sanctionner», a ajouté le ministre. Enfin, M. Kiejman a ajouté : «Le statut de la Corse dépend des Corse eux-mêmes et [il] leur appartient, notamment dans le domaine du rétablissement de la sécurité, de montrer leur civisme. Plusieurs membres du gouvernement ont pu regretter (...) que des citoyens corse aient, par exemple, refusé leur concours à l'action de la justice, notamment dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de M. Tirroloni», le président de la chambre régionale d'agriculture récemment assassiné. Le gouvernement est «prêt à faire un effort de fermeté», mais il faut que «les Corse contribuent eux-mêmes à cet effort de fermeté. Leur salut en dépend».

Le ministre a encore précisé à ce propos : «L'organisation judiciaire ne saurait tolérer que des Corse qui ont assisté à l'assassinat de l'un ou l'autre de leurs amis puissent, sous un prétexte quelconque, se refuser à concourir à la manifestation de la vérité. S'il le faut, des instructions seront données, à travers les parquets, pour que soient requis des mandats d'amener à l'égard de témoins récalcitrants».

Quant à l'examen au Parlement

du projet de nouveau statut, la session parlementaire extraordinaire de fin janvier «est particulièrement maintenue en ce qui concerne le statut de la Corse» et «elle ne sera pas déplacée».

A propos de l'action de la police en Corse, le ministre a indiqué : «Je ne crois pas qu'il y ait besoin d'un renforcement quantitatif des forces de l'ordre en Corse. Ce qui est nécessaire c'est de les mobiliser (...). C'est pour cela, notamment, que la justice et la police judiciaire sont amenés à relancer leurs méthodes de coopération dans la recherche des coupables des assassinats inadmissibles qui ont eu lieu au cours des derniers jours ou des dernières semaines».

M. Kiejman a déclaré que les attentats de la nuit de mercredi à jeudi ont été «longuement évoqués» mais sans modifier les décisions prises qui «tiennent moins à un changement de cap (...), notamment dans le domaine politique, où c'est la volonté ancienne qui se voit réaffirmée, qu'à la volonté (...) de remobiliser les énergies par un certain nombre de mesures». M. Kiejman a conclu : «L'on peut parfaitement faire coexister une volonté politique d'ouverture en Corse et la réaffirmation de l'autorité de l'Etat dans sa souveraineté».

La droite renouvelle ses critiques

L'annonce des orientations retenues par le conseil restreint du 3 janvier n'a pas déarmé les critiques de l'opposition de droite. En revanche, les milieux autonomistes ou proches des nationalistes corse se félicitent que le gouvernement n'ait pas renoncé à la politique Joxe.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a dénoncé «la faillite de la politique de M. Pierre Joxe» en Corse, et a demandé «un changement de politique au plus haut niveau», pendant que M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale accusait le gouvernement «d'avoir laissé pourrir la situation». Interrogé au journal télévisé de TF1 à 13 heures, vendredi 4 janvier, M. Charles Pasqua a accusé «le gouvernement et le président de la République d'avoir privilégié les contacts avec les séparatistes et cédé à toutes leurs exigences», et d'avoir «une attitude antidémocratique» en laissant «une minorité tenter d'imposer par la force son point de vue à la majorité».

M. Ladislav Poniatowski, député UDF de l'Eure, a demandé, au nom du PR, l'application à la Corse de «l'état d'urgence». Pour le Front national, M. Bruno Mégret, député général, a jugé que les décisions du conseil restreint ont représenté «un coup d'épée dans l'eau» et a demandé le retrait du projet Joxe.

M. François Alfonsi, secrétaire général de l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste), a déclaré jeudi : «Le gouvernement a émis ce qui aurait été le pire, c'est-à-dire une marche arrière précipitée et tout à fait

injustifiée sur le projet Joxe», même si ce n'est pas la «panacée». Quant à l'autorité de l'Etat en Corse, elle «doit s'exercer notamment à l'égard des renseignements de police». «Il n'y a rien à dire», a ajouté M. Alfonsi, «tant que ça ne devient pas de la répression politique, tant que c'est véritablement de l'action de police».

M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud mais favorable au projet Joxe, a lui aussi affirmé que «le pire aurait été de retirer le projet. M. Rossi juge que plus on milonge la période de transition entre l'ancien et le nouveau statut, plus on favorise les «surcharges». M. Rossi soutient aux orientations du conseil restreint, mais reste «prudent et attend le gouvernement sur des actes». Le bureau exécutif du PS juge qu'il faut poursuivre «un dialogue avec la justice» et souligne que «l'Etat entend faire en sorte que son autorité soit réaffirmée».

Les Verts et l'Union corse, antenne corse du parti de M. Antoine Waechter, mettent en cause «les amalgames et les entreprises de déstabilisation», et l'exploitation «politicienne» des assassinats par «les représentants des clans», responsables du «dérèglement» («L'Etat fait des tentatives avancées du projet Joxe»). Ils souhaitent que l'Etat ne favorise pas «le réflexe simplement sécuritaire au détriment de la solution politique».

Les ministres eux-mêmes commentent à polémiquer publiquement avec les responsables des clans corse traditionnels, et notamment M. François Giacobbi, sénateur et président du conseil général de Haute-Corse. Ven-

credi, sur Europe 1, M. Pierre Joxe a accusé le sénateur d'une «épouvantable imposture» pour avoir affirmé que la police n'utilise pas les renseignements qui lui sont fournis. M. Kiejman, de son côté, a mis en cause «les auteurs de prétendues nombreuses et de nature variée qui sentent bien que quand le statut préconisé par le gouvernement se mettra en place, il leur faudra renoncer à ces situations de clans, de privilèges, qui ont existé jusqu'à maintenant». Le ministre délégué à la justice a ajouté : «C'est (...) le soubresaut désespéré des derniers opposants».

[L'état d'urgence, créé par une loi du 3 avril 1955 modifiée par une loi du 15 avril 1960 prévoit un régime de restriction des libertés. Pris par décret en conseil des ministres, il ne peut, au-delà d'un délai de quinze jours, être prorogé que par une loi. L'état d'urgence a été utilisé pour l'Algérie en 1960, et l'ensemble du territoire national après la tentative de putsch du 21 avril 1961. Il a également été déclaré en Nouvelle-Calédonie le 17 janvier 1985 et prorogé par la loi. Dans les jours qui ont précédé, des centaines d'Européens s'étaient livrés au massacre à Nouméa pour protester contre le massacre d'un jeune calédonien et le 12 janvier 1985, des dizaines de milliers de manifestants, dont Marcel Merle, ont tenté de faire passer le général de Gaulle à la démission.]

Ces précédents montrent que M. Ladislav Poniatowski, dont le père, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, n'avait pas demandé l'état d'urgence après avoir fait intervenir massivement la gendarmerie à Aléria (deux morts) en août 1975 - ne redoute pas la démission.]

M. Kiejman appelle les magistrats à une plus grande «pugnacité»

Le fonctionnement normal de la justice résulte d'une somme de comportements qui ne sont pas toujours observés dans le département de la Corse. Désabusés, certains agents de l'Etat préfèrent parfois en rire. Ils parlent du «code pénal corse», un manuel, qui, à les entendre, ne comporterait «qu'une page».

Les dysfonctionnements résultent d'une part du contexte local. Quelques exemples : mitraillage de la façade du palais de justice de Bastia le 27 novembre, suivi d'un mitraillage identique au palais de justice d'Ajaccio le lendemain ; évocation de six détenus de la prison Sainte-Claire de Bastia, construite au seizième siècle et surmontée de la «tour gruyère» depuis les huit évènements en sept mois de 1984 ; acquiescement par la cour d'assises en 1989 d'un homme contre lequel l'avocat général avait requis vingt ans, et qui revenait tranquillement au greffe récupérer ses fusils, qui avaient été saisis.

En Corse, il est parfois difficile de constituer un jury de cour d'assises ou même d'assurer la sécurité normale d'un procès. Fin septembre, c'est à Paris qu'a eu lieu le procès d'un militant nationaliste accusé de l'assassinat, en 1983 près d'Ajaccio, d'un coiffeur qui avait refusé de payer «l'impôt révolutionnaire». La Cour de cassation avait renvoyé l'affaire devant une juridiction continuée «pour une bonne administration de la justice».

De la même manière, les témoins ne se présentent pas volontiers spontanément ou refusent même de témoigner. Ainsi, deux vice-présidents de la chambre régionale d'agriculture présents lors de l'assassinat de leur propre président, Lucien Tirroloni, ont refusé de déposer, selon le ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman.

Les dysfonctionnements résultent d'autre part d'un certain nombre de défaillances, selon l'expression de M. Michel Charasse, au niveau des services de l'Etat, pour ne pas dire d'un certain laisser-aller ou encore d'une volonté politique plus ou

moins affirmée en son sommet. De l'aveu même de la chancellerie, la plupart des décisions des tribunaux administratifs ne sont pas exécutées, notamment en matière d'urbanisme. On attend toujours la destruction, ordonnée par la justice, de bâtiments construits sans permis, mesure évoquée dès le printemps 1989 par le préfet M. Jean-Gilbert Marzin et prévue avant la fin 1990 par son successeur, M. Alain Bidou (le Monde du 8 décembre).

Au titre des défaillances, on peut encore relever qu'un tribunal de grande instance de Bastia, deux juges d'instruction sur trois sont suspendus. Un substitut est par ailleurs âgé de soixante-sept ans, tout en occupant la son premier poste de magistrat. A Ajaccio, les deux juges d'instruction sont des femmes, ce que le ministre estime - à tort ou à raison - peu satisfaisant, compte tenu des dangers encourus. Globalement, l'île est plutôt bien dotée en effectifs, par comparaison à d'autres régions. Mais, comme dit M. Kiejman, les magistrats, jusqu'à présent, «recherchaient les coupables». Désormais, ils sont priés d'accomplir leur tâche «avec plus d'énergie, avec pugnacité».

La Chancellerie compte procéder à une restructuration de l'appareil judiciaire, passant par le rajustement d'une partie de la hiérarchie de la cour d'appel de Bastia. Jeudi, elle a annoncé avec quelque publicité l'ouverture - nullement inhabituelle - d'une information sur les attentats revendiqués le matin même par le FLNC, à la quatorzième section du parquet de Paris, chargée des affaires de terrorisme. «On donne un statut d'autonomie à la Corse, pas une justice autonome», déclare-t-on au ministère. L'objectif est de «dynamiser les juridictions», rénover l'image de la justice. «Maintenant», a indiqué M. Kiejman sur A2, on va faire les deux, le politique et la répression».

D. R.

Gagnants et perdants

par Jean-Louis Andréani

réussi à obtenir par la voie parlementaire : le retrait d'un projet dont elle conteste, dans sa grande majorité, le fondement même. Elle a échoué. Même si les décisions du conseil restreint n'ont pas déarmé ses critiques. Le troisième round ne devrait avoir lieu qu'à la fin janvier, pour la première lecture du texte au Sénat, et surtout pour la deuxième lecture à l'Assemblée nationale qui promet d'être agitée.

Nationalisme et rigueur morale

Sur place, en Corse, il y a aussi les gagnants et les perdants potentiels. Gagnants, tous ceux qui, depuis des années, demandent, que, enfin, l'Etat s'affirme en Corse et ne laisse plus faire l'impunité, en matière d'urbanisme, de droit social, de fonctionnement de la justice et des administrations diverses. Parmi ceux-là, beaucoup de Corse «de base», beaucoup d'acteurs socio-économiques, d'associations, et aussi... les nationalistes.

En effet, les nationalistes, paradoxalement, ne réclament pas seulement de l'Etat qu'il mène une politique de «décolonisation». Ils lui demandent aussi de faire appliquer ses propres lois, notamment à l'encontre des spéculateurs et promoteurs immobiliers, et des membres des clans traditionnels. Ces derniers, qui sont aussi les plus farouches adversaires des nationalistes, vont donc pouvoir étouffer de rage, une fois de plus.

De fait, le gouvernement a fait un nouveau geste en direction des nationalistes. Non sans habileté, à condition que l'action quotidienne du gouvernement tienne désormais ses promesses. Du conseil restreint. D'une certaine façon, les nationalistes, que beaucoup accusent de vouloir constituer un clan rajouté, tout en réclamant la justice et le respect du droit, sont ainsi pris au piège de leur langage de rigueur morale.

Si l'Etat applique bien les décisions prises jeudi, les nationalistes devraient, d'ailleurs, être dans une situation paradoxale : avec un Etat plus présent, la police et la justice ne s'emploieraient pas seulement à lutter contre la «dérive mafieuse», ce que réclament, parmi d'autres, les nationalistes. Policiers et juges «réactivés» devraient se préoccuper aussi de pourchasser... les nationalistes qui ont toujours recouru à des moyens d'action illégaux.

Révolution culturelle

Les tenants des clans traditionnels sont, eux aussi, pris à leur propre piège. Ce sont eux qui criaient le plus fort pour réclamer des forces de l'ordre moins passives. Mais ils n'ont aucun intérêt à voir débarquer, en même temps, des fonctionnaires de l'Etat plus efficaces dans d'autres domaines. En Corse, tout le monde sait - ceux qui en profitent comme ceux qui en souffrent - que l'absence

d'un Etat fort est, avec le sous-développement économique, le meilleur garant de la pérennité du clientélisme et du pouvoir des clans.

Si l'Etat va au bout de ses engagements, si ce nouveau plan ne se limite pas à un spectaculaire effet d'annonce, une véritable révolution culturelle peut commencer en Corse. C'est d'ailleurs ce que le gouvernement demande aux Corse : il leur propose plus de «fermeté», en échange de plus de «civisme» de leur part, notamment en rompant avec la traditionnelle loi du silence qui dresse souvent une muraille opaque face à l'action de la police.

Le moment psychologique n'est pas mal choisi pour demander aux Corse une telle évolution. Mais ils ont des raisons, historiques ou plus immédiates, d'être méfiants et ont été échaudés à de multiples reprises. Dès 1988, M. Joxe affichait sa volonté de «moraliser la vie publique», dépêchait des missions d'inspection dans les administrations. Tout cela n'a pas empêché le constat de carence dressé jeudi. L'Etat ne devrait-il pas faire le premier pas, en appliquant, enfin, ses lois et ses règlements de la façon la plus équitable et la plus viable par tous, avant de demander aux Corse de faire leur propre part du chemin ?

Car l'Etat se montre décidément incorrigible : cela fait plus de deux ans que, souvent en vain, M. Joxe demande à ses collègues du gouvernement de s'engager, dans leur domaine, pour la réussite de sa politique - qui est, théoriquement, celle de tout le gouvernement. Il aura fallu qu'il y ait le feu à la maison pour que l'on se décide, dans l'urgence, à s'agiter un peu.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - TEL. 45-48-80-28

POLITIQUE

Les cérémonies des vœux à l'Élysée

M. Mitterrand insiste sur le respect des lois et l'indépendance de la justice

Les traditionnelles cérémonies des vœux à l'Élysée ont commencé jeudi matin 3 janvier avec ceux de la Garde républicaine, puis ceux du gouvernement. Elles se sont poursuivies l'après-midi avec le Conseil constitutionnel, les corps constitués, les armées et le corps diplomatique. Le président de la République a reçu vendredi matin successivement les bureaux des Assemblées (Assemblée nationale, Sénat et Conseil économique et social), la municipalité de Paris et les autorités religieuses.

Aux membres du Conseil constitutionnel M. François Mitterrand a assuré que leur institution exerce dans la République « une des plus hautes fonctions » et qu'elle « n'a cessé de gagner en autorité ». M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, qui rapportait cet échange de vœux, a ajouté que le chef de l'État avait indiqué que le Conseil constitutionnel est aujourd'hui « une institution reconnue par tous » et dont « les avis sont écoutés ».

Répondant aux vœux des corps constitués présents par M. Marcoux Long, vice-président du Conseil d'État, M. Mitterrand a souligné le rôle de la France, qu'elle réussira à assumer, a-t-il expliqué, « si dans sa diversité elle sait rester elle-même, tirer de ses institutions et de ses lois la cohésion nécessaire ». « Cette cohésion commence par le respect des institutions », a-t-il affirmé avant d'observer que, sur ce point même, « s'il arrive qu'on perde du temps », il y a

des efforts « croissants ». Pour le chef de l'État, « la cohésion de la République est d'abord la soumission à ses lois ». Il a ajouté : « Nos institutions forment un ensemble complexe qui va se diversifiant (...). Seule la loi peut préserver la cohérence et la cohésion de la République. Il nous faut la respecter, veiller à son application, en assurer le suivi ».

Le président de la République a ensuite traité de l'indépendance de la justice, « un des principes fondamentaux de la République ». « Garantir l'indépendance du juge, c'est le mettre à l'abri de toute influence, à l'écarter de tout obstacle qui serait de nature à le détourner de l'application des lois de la République », a-t-il observé avant d'indiquer : « La justice indépendante c'est celle qui ne reconnaît d'autre maître, d'autre guide que la volonté de la souveraineté nationale ». A ses yeux, « le juge qui ferait un tri entre les lois de la République selon qu'elles lui paraissent bonnes ou mauvaises commettrait un crime contre les principes reconnus dès les premières journées de la Révolution française ».

M. Mitterrand a également cité l'exemple des collectivités décentralisées. Avant d'affirmer son attachement aux lois de décentralisation, qui ont « le plus bouleversé les usages et les traditions et les rapports entre les hommes » dans la mesure où, à ses yeux, « la démocratie locale est un élément nécessaire de la démocratie politique », il a expliqué que la décentralisation « est gâtée par certains maux, comme l'enracinement des fétichismes locaux, le développement du clientélisme qui peuvent la dénaturer ». Selon lui, la suppression des tutelles « n'affranchit pas les collectivités territoriales de leur soumission à la loi commune. Au contraire, puis-je dire, les tutelles ont été supprimées afin de permettre l'application pure et simple

de la loi ». Il a recommandé aux représentants de l'État de saisir les instances juridictionnelles compétentes « de tout acte, de tout agissement d'une autorité locale qui leur paraîtrait irrégulier ou illégal ».

Autre thème qui avait été traité le matin même au conseil des ministres par M. Mitterrand : le suivi de l'application des lois. Rappelant que « la référence à la loi demeure la référence de base », il a reconnu que ces « mutations débouchent vers d'autres conceptions, sur d'autres types d'organisation juridique » mais que cela « ne dispense personne d'obéir aux lois de la République ». Après avoir relevé que la « cohésion n'est pas l'uniformité » mais au contraire « la condition pour que le débat politique se développe librement, pour que se manifestent la diversité et même l'antagonisme des opinions », il a insisté pour que « la déontologie de la fonction publique prenne en compte l'ensemble des exigences qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses missions ». Il a alors rappelé l'insistance qu'il mettait depuis dix ans à ce que soit publié un décret fixant « les limites à la pratique du pantouflage ». Il s'est félicité de ce qu'« on y arrive enfin ».

M. Mitterrand a également abordé la localisation des fonctions électives en notant que, « pour la première fois depuis la naissance de la République », on est parvenu à la loi à fixer des critères, des règles qui doivent permettre d'éviter le dévoiement permanent ». Il a recommandé que nul ne puisse « détenir une parcelle de la puissance publique s'il ne s'agit d'une réelle rigueur, s'il ne s'agit d'un certain nombre de calculs ».

Devant les membres des bureaux des Assemblées, vendredi matin, le renforcement du rôle du Parlement a

été évoqué par MM. Alain Poirer et Laurent Fabius. M. Fabius a transmis au président de la République une série de propositions de réformes élaborées avec les présidents de tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale, relatives au calendrier et au rythme des sessions parlementaires, au fonctionnement des commissions et à l'absentéisme.

M. Mitterrand a estimé que ces propositions étaient « pour la plupart, réalistes » et qu'elles devraient permettre « un mieux-être de l'Assemblée ». Mais il a également mis en garde les représentants du Parlement contre les tentations de réforme constitutionnelle, en estimant qu'il ne fallait pas donner aux citoyens le « tournis institutionnel ». « La pratique constitutionnelle vaut bien la lettre », a observé M. Mitterrand. « Proposez, j'écouterai », a-t-il conclu, tout en rappelant, à l'intention du Sénat, que lorsque le projet de réforme de la session du Conseil constitutionnel avait été soumis au Parlement, il n'avait pas trouvé « du côté du Sénat le concours le plus diligent ».

■ Sondages contradictoires. — Selon un sondage Louis Harris réalisé pour l'Express, 27 au 29 décembre auprès de mille cinq personnes, 51 % des Français approuvent l'action de M. Mitterrand au lieu de 54 % le mois précédent. Si le chef de l'État perd trois points, M. Rocard en gagne deux (43 % au lieu de 41 %). En revanche, M. Mitterrand gagne deux points au baromètre SOFRES-Figaro Magazine réalisé du 19 au 22 décembre auprès de mille personnes : 55 % des Français lui font confiance. M. Rocard gagne un point, avec 49 %.

PHILIPPE BOUCHER

JOURNAL D'UN AMATEUR

CETTE phrase, passée inaperçue dans le cours d'une allocution aussi officielle que coutumière, n'est-elle pas, cependant, la plus importante, la plus lourde d'avertissements ? « Je suis frappé », disait M. François Mitterrand à la veille du Nouvel An, du décalage qui existe entre la réalité de notre situation et l'idée que s'en font nombre de Français. Comme il serait loisible, pour tant de Français, de retourner la proposition, de se l'approprier pour déplorer, à leur tour, le décalage qui atteint la société et la manière dont elle est gouvernée !

Le pays demeure assurément une grande puissance, en termes juridiques du moins ; mais lequel de ses habitants n'est pas inquiet du lendemain ? Même si ce n'est que justice, le plus vaillant des jeunes loups n'a-t-il pas lui aussi de temps à autre la peur au ventre de perdre ce pour quoi il vendrait père et mère ?

Le pays joue son rôle dans la tourmente orientale, en escompte un surcroît d'influence ; quel en est le poids et l'effet sur l'opinion tout juste convenue à applaudir des manœuvres largement incompréhensibles ?

Dociles, les télévisions, privées autant que publiques, multiplient reportages, scoops et commentaires, même si ce n'y a rien à dire, en sorte moins à montrer. Les journaux, consentants, suivent le mouvement. Une France de nouveau cocardeuse amuse le tapis pour éviter de parler d'autre chose et rêve d'une guerre qu'elle gagnerait sans la faire. Chacun se voit héros sans quitter ses pantoufles.

Le pays s'étouffe de réformes, de révisions et d'innovations ; cela change-t-il un iota à une vie collective qui s'offre le luxe, le luxe des pauvres, de choisir entre l'indifférence et l'irritation, entre la lassitude et le découragement ?

Le pays doit se trouver une querelle digne de lui avec cette malheureuse et calamiteuse mise à jour de l'orthographe, mirifique invention rocardo-druonienne. Il en est d'elle comme de la loi d'amnistie sur les fausses factures. On en attendait une simplification (un étouffement...), il en est sorti la tempête. Maintenant qu'elle est approuvée, personne ne se souvient de l'avoir votée, et surtout pas ceux qui l'ont lancée. Puisse-t-elle tomber aux oubliettes, lût-ce grâce à ses accoucheurs !

A France, nous assure-t-on, tirera du théâtre irakien un supplément de considération. N'est-ce pas l'inverse qui en arrive d'abord, succession de brimades et de vexations pour tout ce qui a la mauvaise idée de n'être pas musulman ? Jusqu'à la gifle subie par le chanteur Eddy Mitchell, devenu malgré lui l'enjeu de la plus haute politique, alors qu'on le verrait plus volontiers en bon homme, apportant surtout sa bonne volonté. Jusqu'au déshonorant camouflage des insignes de la Croix-Rouge partout. Le schéma en est inchangé ; sa mise en œuvre ne suit plus. Est-ce la faute d'un gouvernement usé jusqu'à la corde ? En jurerait-on ?

La présence de ministres à la tête des Français paraît ne plus répondre qu'à un rituel.

Décalage

intacts. Le plaisant remerciement qui consiste à humilier ses alliés ! C'est du Molière pas drôle : « S'il me plaît à moi d'être battu ».

Encore que sur ce terrain de la morale et de la bonhomie, tout va mal partout et pas seulement dans les sables. La liberté s'étiole au nom de la liberté. La conscience s'efface devant la foi. Sous quelque nom qu'il ait choisi de porter devant les hommes, Dieu exige ses droits. A en croire du moins ceux qui prétendent parler en son nom. Le départ dévot retrouve de la vigueur, pour reprendre une expression que l'on retrouve, mais avec quel risque qu'elle soit actuelle, dans la biographie que vient de consacrer Pierre Goubert à Mazarin.

Jean-Paul II a pris le pouvoir en Pologne, et l'on peut imaginer, à la lumière des précédentes, ce que sera sa prochaine encyclique. La rélier, comme on l'entend déjà, à *Humanae vitae*, c'est faire confiance à l'ambiguïté.

Léon XIII, son auteur, il y a juste cent ans, était peut-être « social », mais c'est aussi lui qui condamnait le socialisme. Sans doute se sentirait-il mieux compris aujourd'hui... En Israël, qui n'avait pas besoin de ça, l'intégrisme en papillotes a pris pied dans le gouvernement et, en Algérie, le Front islamique du salut corrompt bien avant le sien tout rond et d'une seule bouchée, lors des prochaines élections législatives. Ces habiles fanatiques réussissent même à faire croire que l'arabisation de leur pays est décidée sur leur initiative. Comme si le problème n'était pas plus ancien.

Même si la langue française a lieu de s'en affliger, même si cette décision est un geste de la dernière chance et que c'est dire alors combien le pari est aventureux, quel pays consentirait longtemps qu'une partie de ses ressortissants soit incapable de parler la langue nationale et se trouve plus à l'aise avec celle de l'ancien occupant, aussi dénaturée qu'elle devienne ?

Dans de telles conditions, l'Algérie n'a rien fait de plus qu'imiter François I^{er} prescrivant, en 1539, par l'ordonnance de Villers-Cotterêts, que, désormais, le français remplacera en toute occasion le latin. A cette différence près, qui n'est pas mince, que, de nos jours, le français est encore une langue vivante, populaire, et que c'est aussi s'empêcher que de la proscrire. L'Union indienne n'a-t-elle pas gardé l'anglais ? En serait-elle amoindrie ? A cause de cela ? Arrêtons-là la parenthèse, même si elle décrit, aussi, un décalage.

DÉCALAGE, en France ? Que oui ! A commencer par ce qui touche à l'équilibre institutionnel qui vacille de partout. Le schéma en est inchangé ; sa mise en œuvre ne suit plus. Est-ce la faute d'un gouvernement usé jusqu'à la corde ? En jurerait-on ?

La présence de ministres à la tête des Français paraît ne plus répondre qu'à un rituel.

Qui croit encore que cette présence ait une utilité ? Interrogerait-on les intéressés qu'il s'en trouverait plus d'un pour confesser, au moins secrètement, son hésitation.

Ces dignitaires continuent pourtant, et chaque jour davantage, de mener une vie qui n'a rien de commun avec le reste de leurs concitoyens. Quand ces derniers craignent pour l'avenir, les ministres s'écrouillent de sourires télévisés, de facéties diverses, étranges à leurs fonctions supposées, mais qui, toutes, ont pour but de les maintenir où ils sont, de les faire passer pour sympathiques, compétents, généreux, dévoués et surtout, surtout, proches des gens. Qui accorde encore à ces mémorables qui n'ont pour objet, au profit de l'acrobatie, que de retomber sur ses pieds lors de la prochaine combinaison ministérielle ?

C'est être jouleuiste (et pourquoi pas léniniste pendant qu'on y est ?) que de tenir ces propos ? Non pas. Ils ne viennent pas moins du milieu politique qu'on ne soupçonnerait jamais d'être masochiste. C'est au contraire souhaiter que casse de se creuser un fossé bien sûr infranchissable entre gouvernants et gouvernés, les uns et les autres un jour contraints de recourir au truchement d'un interprète pour se comprendre. Cet interprète, le moment venu, sera-t-il baptisé homme politique ?

C'EST un décalage, mortel, que regrette le président de la République, qui peut agir, qui le doit, sinon lui ? Le chantier n'est pas mince. C'est celui de la France entière, avant parce que c'est le mode, regardant le « 20 heures » parce que c'est un réflexe et qu'il y a, auparavant, des rieurs pour faire passer le jour, recue de promesses qui n'aboutissent pas, épuisées de prophéties qui n'arrivent jamais, vivant de doute plus que d'État et demeurant en démocratie parce que c'est l'habitude, perdant l'idée qu'elle est une nation, c'est-à-dire une harmonie. La Corse, la désespérante Corse, pour qui rien n'est jamais assez fait, aussi vaniteuse que stérile, ce « peuple » l'annonce à coup de fusils.

Dans un pays qui donne trop l'impression, parce qu'il ne cesse d'être plus dur et de se montrer plus impitoyable, de ne s'accorder de droits qu'aux plus forts ; parce qu'il ne répugnerait pas à suivre ses pires tentations, qu'elles se nomment Japon ou États-Unis d'Amérique ; où triomphent la ruse, l'argent et l'apparence qui sont des réalités d'autant plus intolérables qu'elles contraignent, comme pour les narguer, les principes affichés d'égalité et de solidarité ; où l'opposition ne cristallise que parce qu'il faut bien qu'elle tienne sa place alors que rien ne lui déplaît au fond ; où il n'y a donc, tout bien pesé, que bonnet blanc et blanc bonnet ; il flotte dans ce pays-là des bouffées d'avant 1789, quand la France ne connaissait ni issue ni soupape et qu'elle n'a plongé dans la violence, les historiens la savent bien, que parce qu'elle était le seul langage qui lui restait.

(1) Les paquebots de la capitale affichent un tarif de faveur pour les résidents. Un premier effet de la réforme ?

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, jeudi 3 janvier à l'hôtel Marigny, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits :

Attributions du ministre d'État, ministre de la ville

Le ministre d'État, ministre de la ville est chargé de préparer et de mettre en œuvre la politique de la ville, en animant et coordonnant l'action du gouvernement dans ce domaine.

Il a autorité sur la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain et sur le délégué à la rénovation des banlieues ; il dispose des directions d'administration centrale, relevant des différents ministères qui contribuent à la politique de la ville.

Bilan des décrets d'application des lois

Pour l'ensemble des lois adoptées entre le début de la législature et la fin de la session de printemps 1990, les textes nécessaires ont été pris dans des délais satisfaisants. En effet, aux quelque trois cent quarante renvois à des décrets contenus dans les cent quatre-vingt-dix-neuf lois votées depuis la session de printemps 1988 ont répondu deux cent soixante-neuf décrets aujourd'hui publiés. Soixante-dix pour cent au moins des mesures réglementaires nécessaires pour faire entrer ces lois en vigueur sont donc intervenues.

On a pu observer de remarquables exemples de rapidité pour l'adoption des décrets d'application de certaines lois. Il en va ainsi de la loi du 1^{er} décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion, de la loi du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation, de la loi du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant

du groupement industriel des armements terrestres et de la loi du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.

Cependant, en moyenne, les délais de préparation des décrets d'application sont encore trop longs. C'est pourquoi le premier ministre, par une circulaire adressée aux ministres le 1^{er} juin dernier, a décidé de subordonner l'adoption d'un projet de loi par le conseil des ministres à la présentation des dispositions essentielles qui figurent dans ses décrets d'application et à celle du calendrier prévisionnel de préparation de ces décrets. Ce calendrier prévisionnel ne pourra comporter d'échéance supérieure à six mois à compter de la date de promulgation de la loi.

Les effets de cette nouvelle procédure devraient pouvoir être observés à la fin du premier semestre de 1991.

Suites données aux rapports publics de la Cour des comptes

L'examen des suites données aux rapports des années 1989 et 1990 révèle que les observations formulées par la Cour des comptes ont reçu des réponses satisfaisantes dans 60 % des cas.

Afin que les travaux de la Cour des comptes concourent plus rapidement et plus efficacement à la gestion des deniers publics, un comité interministériel sera réuni systématiquement dans les trois mois suivant la publication du rapport public.

La Cour des comptes pourra publier des rapports particuliers portant sur des sujets importants sans attendre le rapport public annuel.

Bilan des négociations collectives de branche sur les salaires

(Le Monde du 21 décembre.)

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni jeudi 3 janvier, a décidé le mouvement préfectoral suivant :

INDRE-ET-LOIRE : M. François Leblond, préfet du Vaucluse, est nommé préfet d'Indre-et-Loire en remplacement de M. Pierre Cayron.

[Né le 4 mai 1939 à Paris, M. François Leblond, ancien élève de l'ENA, commence sa carrière comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur (1966). Chargé de mission au cabinet de M. Raymond Marcellin (1969) qu'il accompagne ensuite au ministère de l'Agriculture (1974-1975), il entre en 1976 au cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances et le suit au ministère de l'Équipement. Sous-préfet de Mougins en 1978, il devient directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris en juin 1982, puis en avril 1985 préfet délégué à la police pour les deux départements de Corse. Préfet du Lot en janvier 1987, il était préfet du Vaucluse depuis janvier 1989.]

TARN : M. Jean Thiéblemont, M. Jean Thiéblemont, préfet, adjoint pour la sécurité auprès des préfets des deux départements de Corse, est nommé préfet du Tarn, en remplacement de M. Gérard Lefebvre, nommé préfet hors cadre.

[Né le 12 août 1930 à Paris, ancien gardien de la paix et commissaire de police, M. Jean Thiéblemont est entré

à l'ENA par le concours interne. En 1963, il est nommé administrateur civil au ministère des transports où il s'occupe notamment de l'aviation civile. Préfet du Lot (1982), il devient délégué à la qualité de la vie (1983). Placé hors cadre en septembre 1986, il est nommé préfet délégué pour la police auprès des préfets des deux départements de la Corse en décembre 1988, puis préfet adjoint pour la sécurité auprès des mêmes préfets en septembre 1989.]

VAUCLUSE : M. Jean Daubigny, M. Jean Daubigny, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé préfet du Vaucluse en remplacement de M. François Leblond.

[Né le 18 mai 1948 à Troyes, ancien élève de l'ENA, M. Jean Daubigny a commencé sa carrière à la Cour des comptes. Conseiller référendaire en 1980, il devient la même année sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la région Corse. En novembre 1980, il est nommé sous-préfet de Châtelleraud puis en septembre 1983 chef de cabinet du préfet de police de Paris auprès duquel il sera, en 1986, directeur adjoint de cabinet. Depuis 1988, M. Daubigny était conseiller technique au cabinet du président de la République.]

Le calendrier électoral 1992-1998

Le Conseil constitutionnel ayant rejeté le recours déposé par les parlementaires de l'opposition contre le texte de loi reportant d'un an les élections cantonales prévues en 1991 pour les élections coïncider, en 1992, avec les régionales, le calendrier électoral s'établirait comme suit, sauf accident pour l'élection présidentielle ou dissolution de l'Assemblée nationale :

— 1992 : élections cantonales (visant à renouveler la moitié des sièges pourvus en 1985 dans chaque département) et régionales (les précédentes avaient été organisées le 16 mars 1988, date à laquelle avaient eu lieu les élections législatives).

— 1993 : élections législatives (les précédentes avaient été organisées en 1988).

— 1994 : élections européennes (les précédentes

avaient été organisées en 1989) et cantonales (pour les conseillers généraux renouvelables élus en 1988).

— 1995 : élection présidentielle (M. François Mitterrand a été réélu en mai 1988) et élections municipales (les précédentes avaient été organisées en 1989).

— 1998 : élections législatives, régionales (pour le renouvellement des conseils généraux élus en 1992) et cantonales (l'ensemble des conseillers généraux seront soumis à renouvellement, aussi bien ceux qui auront été élus en 1992 et dont le mandat sera allié au terme de ces six ans et ceux qui le seront en 1994 avec un mandat de quatre ans).

Les élections sénatoriales, qui se déroulent au suffrage universel indirect, sont prévues en 1992, 1995 et 1998.

L'utopie de

Lettres à de jeun

سید احمدی

CULTURE

THÉÂTRE

L'utopie de la liberté

Des émigrants, deux femmes, un homme à la recherche de leur liberté : « L'Ourse blanche » de Daniel Besnehard

Au début du siècle les États-Unis étaient encore un Nouveau Monde, où l'on partait chercher sa liberté, un destin mirifique. On y allait en bateau, le voyage durait des jours et des jours pendant lesquels on pouvait espérer s'arracher à son passé, à son histoire, arriver tout neuf à Ellis Island, « repartir de zéro ». Un rêve. On ne s'arrache pas à soi-même.

Sur un navire, se rencontrent donc les personnages de « L'Ourse blanche », pièce de Daniel Besnehard créée à Angers dans la mise en scène de Claude Yersin, et reprise au Théâtre Paris-Villette. Ils sont trois : une riche comtesse polonaise - Florence Giorgietti - son jeune major-domme et amant - Laurent Grevill - qu'elle amène loin du qu'en dira-t-on et pense épouser. Et puis l'autre, l'intruse - Fabienne Monteiro-Braz - juive de Prague, jeune elle aussi, et pauvre. Enceinte, totale marginale, elle fuit les pogroms. Elle fuit sans savoir si les services d'im-

migration ne vont pas la refouler, mais n'a plus rien à perdre donc tous les espoirs lui sont permis. Elle est prête à vivre de toutes ses forces, vent séduire, va séduire Laurent Grevill. Tout serait possible, rien n'est possible.

Machines transparentes

Daniel Besnehard procède par flashs, saisi des instants d'avant et d'après l'action, ces instants où les choses se désirent avant même de se décider, où bonheur et souffrance bouillonnent avant même de s'exprimer. Les attitudes révèlent ce que les personnages ne savent pas encore, ce qu'ils n'ont pas, ne veulent pas dire. On « voit » en quelque sorte le mensonge se fabriquer - mensonge social, hypocrisie, ou simplement pudeur, timidité, tabou.

C'est dire ce que le spectacle exige des comédiens à qui la mise en scène laisse une profonde liberté. Domage pourtant que Claude Yersin ait cru devoir séparer les flashs par des noirs pendant lesquels on change quelques accessoires. C'est inutile, ça coupe le rythme et le suspense. Un suspense qui ne doit rien au romanesque - l'intrigue n'amène pas vraiment de surprises - mais tient aux réactions des personnages, à ce que l'on pressent de leur peine, de leurs ambitions, de leur tactique pour se protéger ou au contraire attaquer de front. Ils deviennent comme des machines transparentes à travers lesquelles on suit les battements du cœur, les vibrations des nerfs.

On aurait pu souhaiter une jeune femme plus éclatante, plus adhérente sur un volcan que Fabienne Monteiro-Braz, qui joue la sensibilité et l'innocence plus que l'exacerbation de l'angoisse. Mais le couple Giorgietti-Grevill prend une étonnante dimension tragique : on les voit soudés l'un à l'autre, dépendant l'un de l'autre, vivant mal leur entente, cherchant le « malaise amoureux », dernier rempart d'autonomie contre cet esclavage réciproque sur lequel est bâtie leur relation. C'est à la fois malsain et pur, comme la passion haineuse qui peut unir des parents proches. Ils se poursuivent au bord d'un gouffre, sachant au fond d'eux-mêmes que le premier qui tombera entraînera l'autre.

COLETTE GODARD

► Paris-Villette, du mardi au samedi, à 21 heures. Dimanche, à 16 h 30. Jusqu'au 9 février. Tél. : 42-02-02-88.

Lettres à de jeunes comédiens

« Le Gai Savoir de l'acteur », de Dario Fo, en cent leçons tonitruantes

Comment adapter le masque au travail du corps, qu'est-ce qu'une improvisation, comment « masquer » un texte ; bref, comment attirer l'attention du public au théâtre ? C'est sur ce sujet ambitieux que Dario Fo, metteur en scène italien, s'est entretenu pendant six jours à Rome devant de jeunes comédiens. Ce « séminaire » est aujourd'hui transcrit intelligemment dans *Le Gai Savoir de l'acteur* (1), un manuel-spectacle, un anti-cours magistral savant et tonitruant qui a pris vie sur les planches, au Théâtre de l'Argentina.

Les trois cents pages illustrent à merveille la façon dont Dario Fo, joignant le geste à la parole, a lui-même indiqué comment captiver un auditoire. Dessins, mimes, caval-

cadés, anecdotes, facéties, il excelle dans cet art et, ravi, ne se prive pas de signaler les applaudissements qui ont ponctué ses numéros. « Je suis un menteur de profession, écrit-il. J'ai réussi à prendre au piège du « ce qui n'est pas vrai, je n'y crois pas » des dizaines de commentateurs pendant sur leurs gardes, des professionnels du doute ».

Dario Fo sait parler de tout, avec la sincérité d'un humoriste travaillé : il part de la Grèce, file en Chine, retourne en Inde, enjambe quelques siècles, s'interroge sur l'existence de la comédie.

Et résume Diderot qui rationalise la profession de comédien, ignorant l'émotion, les états d'âme. Lui rêve de conquérir la salle, de collaborer avec elle. « Mais il arrive que le public soit une horreur, passif, ahuri, réactionnaire, prévenu... Il faut alors le former en lui proposant des spectacles courageux qui éveillent son intérêt et provoquent des débats, l'envie de discuter, d'entreprendre ». Et l'on sait alors, dans ces envolées, pourquoi son théâtre se veut si complet, hâte avec le cirque, jongle avec l'improvisation tout en étant réglé au millimètre près. Selon lui, les comédiens d'aujourd'hui sont les enfants des troupes qui sillonnaient les routes au seizième siècle.

« Ces improvisateurs, on nous les présente comme un ramassis de vagabonds sans foi ni loi, ignorant tout du métier, des histoires, des ballades qui vivent au jour le jour d'escroqueries et de scélératesses. (...) Les comédiens possédaient un bagage incroyable de

situations, dialogues, gags, comptines, couplets, qu'ils savaient par cœur et dont ils se servaient au bon moment avec un grand à-propos, donnant ainsi l'impression d'improviser. C'était un trésor accumulé, fixé par la pratique d'une infinité de représentations ».

Dario Fo caresse un rêve, encore un hommage au gai savoir de l'acteur : « M'inspirer un jour à la télévision, m'asseoir à la place du speaker et donner les nouvelles en grommelant pendant toute l'émission. Je parie que personne ne s'en apercevrait ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) *Le Gai Savoir de l'acteur*, de Dario Fo. Éditions de l'Arche, 318 pages, 120 F.

CINÉMA

Le pot-pourri du Mississippi

L'Américain Denzel Washington et l'Indienne Mira Nair tournent dans le « Deep South »

GREENWOOD

de notre envoyé spécial

Une station-service à cinq kilomètres de Greenwood, dans le Mississippi. Devant une camionnette garée près d'un panneau d'affichage, un couple s'affronte. Il est en bleu de travail, elle est en blanc, il est noir, elle est indienne. Avec Denzel Washington, le Black américain, oscar 1990, et Mira Nair (Salaam Bombay, Caméra d'or à Cannes en 1988) réalise son deuxième long métrage, *Mississippi Masala*. Le Masala étant un « pot-pourri d'épices de différentes couleurs », explique-t-elle, et le film une « histoire d'amour interracial ».

L'intrigue tourne autour d'une famille indienne expulsée d'Ouganda en 1972 par Idi Amin Dada, et qui se retrouve à Greenwood, parent pauvre d'un riche Indien propriétaire d'un motel. « L'implantation, puis le déracinement culturel est un thème qui me touche directement », dit Mira Nair (née en Inde et diplômée de Harvard). « De même que la hiérarchie des couleurs à l'intérieur de chacune de nos communautés. En Inde, par exemple, il vaut mieux avoir le teint clair. Et c'est pareil chez les Noirs ».

Pour 5 millions de dollars

En lisant des ouvrages sur l'expulsion des Asiatiques d'Ouganda (ils y étaient venus au début du siècle pour construire le chemin de fer), Mira Nair découvre une minorité « coincée entre le colon blanc et la population noire indigène, constituée par des Indiens figés dans une « indianité » archaïque - même en Inde, ils sont plus à la page ». Elle découvre aussi que, dans le Sud des États-Unis, une colonie d'indiens s'est spécialisée dans l'exploitation des motels.

Greenwood est coupée en deux par la voie ferrée. Du « mauvais »

côté, l'urbanisme est plus dense, plus délabré, mais la vie plus vibrante. Du « bon » côté, les maisons sont plus grandes et les pelouses manucuvrées, mais désertes. On évite le mot de « ghetto », on jure « cordiale » l'entente entre les races, mais, malgré leur célébrité, ni Denzel Washington ni Mira Nair n'auront trouvé de villa à louer pour la durée du tournage...

Les Indiens installés dans le Sud sont en majorité des Gujratis, peuplade de commerçants voués à la petite entreprise familiale. Leur spécialisation dans l'industrie du motel a des raisons météorologiques - il fait toujours beau dans la Sun Belt - et économiques : la région est assez pauvre pour qu'on puisse acheter son affaire plus vite qu'ailleurs ; on peut surtout l'exploiter en famille, sans main-d'œuvre extérieure.

Le plateau est un véritable « masala », même parmi les Indiens. Sarita Choudhury - l'héroïne - et Roshan Seth (son père) sont originaires du Bangladesh, Sharmila Tagore (sa mère) est bengali, d'autres viennent du Pendjab ou... d'un motel de la région (la moitié de la communauté indienne du Mississippi participe au film). Sharmila Tagore est la petite-nièce de l'écrivain Rabindranath Tagore. Vedette de plus de cent films, la jolie mariée de la *Trilogie d'Apur*, la déesse du *Dewi de Sankar* Ray, avait pratiquement quitté l'écran depuis dix ans.

Coproduit par Cinecom (États-Unis) et Channel Four, *Mississippi Masala* annonce un budget de 5 millions de dollars. C'est peu pour un film à dix-sept personnages, dont une star, et un tournage en décors naturels sur deux continents - il vient de s'achever à Kampala. Dès le 2 janvier, Mira Nair s'est enfoncée dans une cabine de montage. Le film devrait être prêt courant avril.

HENRI BÉHAR

ARTS

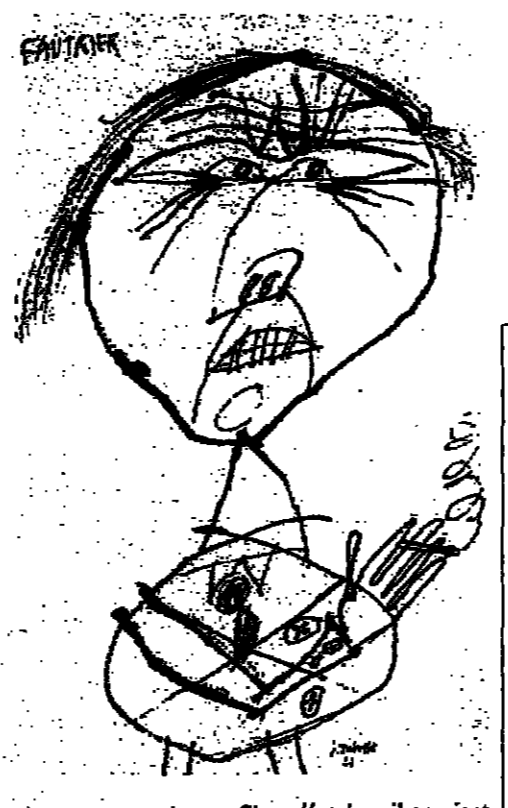
Sur les traces de Dubuffet

Suite de la première page

Les Marionnettes de la ville et de la campagne illustrent le début de cette entreprise hors des conventions culturelles. Côté ville, Dubuffet, qui aime le dépaysement des lieux communs, plonge dans le métro. Il peint ses figurants anonymes, pas gais, sous des couleurs virulentes qu'ils véhiculent, dont la teinte préoccupe évidemment le peintre bien plus que la retenue affichée des personnages. A l'image pourtant de ce que devait être le Paris de tous les jours en 1943 : plein de promiscuité suspecte. Côté campagne, il peint des vaches rouges et frustes, de l'herbe bien verte, des cyclistes mal assurés et des croisés de chemins : des « élites » déjà, par la suite diversément revisités au fil des humeurs philosophiques et des déplacements géographiques du peintre.

nues, grandioses, ancestrales, célébrées par Dubuffet, peintre-philosophe, dans des assemblages et dans un poème, où l'humour du chasseur

d'étoiles et menus cailloux de la charnière (de *Textura*). Voir comment, avec *Coucou Bazar* et son délire continu d'écriture déstabilisatrice recouvrant indifféremment toute chose, le peintre met fin à la croissance cancérogène et confondante du long cycle de *L'Hourloupe*, bien préparé dès 1952 par des dessins de paysages cloisonnés, mais enclenché au début des années 60 dans un état de crise d'urbanité (Paris Circus). Voir enfin comment, après 1974, de *Mondalités* en *Théâtres de mémoires* et de *Psycho-*



Fautrier : trait à l'encre de Jean Dubuffet, juillet-août 1947.

Vertige cosmique

Quelques messages griffonnés sur fond de papier journal, du genre « Dubuffet est un sale con, un folleux, un enculé » - des pense-bêtes qui ne méritent pas d'être relevés - quelques passants au pied du mur, plus ou moins incorporés dans la pierre, préparent le visiteur au circuit des tableaux en hautes pâtes, à base de terre, de graviers, de goudron et autres ingrédients extra-picturaux, battus, triturés, étalés en couches épaisses complètes de graffiti, historiettes, puis vidées de toute trace de vie, et jouant indifféremment le rôle de mur, de sol, et de sous-sol, quand elles ne prennent pas la tournure de *Corps de dames* sauvagement arpentés. Une bonne quinzaine de dessins à la plume (1950) de ces créatures parentes de la terre-mère, à mi-chemin du vampire et de la coccinelle, où la violence s'exerce comme un rituel, forment un des ensembles les plus rares et les plus surprenants de l'exposition. Avec les sculptures : celles de 1954, *Petites Statues de la vie précaire*, en éponge ou mâchefix, dont chacune a reçu un nom, du *Commandeur au Reître*, en passant par *Foutriquet* et *Pleurichon* ; et celles plus graves, plus primitives, de la période des *Matérialogues* (1959-1960), issues des *Barbes* che-

de têtes n'exclut pas nécessairement le côté sacré de la représentation. Après maintes digressions et parenthèses l'amenant de l'observation la plus stricte de la réalité à la contemplation, Dubuffet éprouve toujours le besoin de revenir en terrain ferme et palpable. Chaque fois d'ailleurs pour s'en écarter un peu plus, jusqu'à atteindre, d'expérimentations diverses en considérations sur la nature et la texture du monde, des contrées désertes et sans points de repère. Ici la peinture n'est plus que vertige cosmique ou mirage de la pensée détachée de tout, libérée du poids des mots et des images. Voir comment au fil des années 50 cette peinture décollée des tranches de bois jusqu'à mêler poussières

sites en Sites aléatoires, il en vient aux *Mires* et aux *Non-lieux*, les derniers travaux, des exercices au bord du vide, du noir, où plus que jamais philosophe, Dubuffet met en doute « la pertinence des vues humaines ». Pour accéder aux salles consacrées à l'Hourloupe et aux autres « périodes » dûment arrêtées par l'artiste toujours poussé par un sérieux besoin d'y voir clair doublé d'un désir persistant de ne pas laisser à la critique le soin d'étiqûeter et de saucissonner sa production, il faut faire marche arrière, après avoir buté sur le néant d'une *Surraction du sol* (1960). La coupure tombe à pic, puisque c'est parvenu à ce point de non-retour en matière de physique que Dubuffet décide de partir

d'un nouveau pied. Ou plutôt de regarder le monde autrement. L'exposition, qui tourne un peu court, réserve cependant d'excellentes surprises : un bel ensemble autour des *Inconsistances* (1964), le vaste puzzle de pièces hachurées du Musée de Canberra, et du *Mur bleu* en relief de polyester de chez Renault ; un autre autour du *Cours des choses* (Musée national d'art moderne, Paris), la plus grande pièce de la série des *Mires* (8 mètres de galles bâtives en rouge et bleu), faite de trente-deux feuilles de papier marouflées, d'où a été chassée toute trace de corps ou de scènes identifiables. Une vue d'optique. Enfin, présenté à part, un choix de *Non-lieux*, ultimes et dramatiques, témoignage de l'énergie créatrice qui habita le peintre jusqu'au dernier jour.

GENEVIEVE BREERETTE

► Kunsthalle Schirn Frankfurt, Am Römerberg, D-6000 Frankfurt, 1. - Tél. : (069) 239882-0. Jusqu'au 3 mars.

« L'Oreille » libérée

Un film tchèque de Karel Kachina

Un couple de bourgeois revient, ayant bien bu, d'une soirée officielle et mondaine. Ni l'homme ni la femme ne trouvent les clefs de leur maison.

Cela pourrait être le commencement d'un Vaudeville, si cet homme Ludvik (Radoslav Brzobohaty) n'était un homme politique tchèque, si son épouse (Jirina Bohdalova) n'était professeuse, et si l'histoire ne se passait à Prague dans les années 50. Très vite, on se sent pris dans un suspense qui risque de tourner mal. On a peur avec ce couple qui finit par s'apercevoir que les portes de la maison sont ouvertes, qu'une voiture, tous feux éteints, stationne non loin de là. Justement, à la réception, le ministre

dont dépend Ludvik ne s'est pas montré. Pourquoi ? Serait-il arrêté ? Et si Ludvik, à présent, était lui aussi menacé ?

Tourné en 1969 en noir et blanc, et dans un style très « nouvelle vague tchèque », le film de Karel Kachina, *L'Oreille*, est resté vingt ans sous le boiseau. On l'a vu au dernier Festival de Cannes, en compétition. Une belle revanche, car si certaines œuvres enfin « libérées » peuvent paraître décalées, celle-ci, avec son ton de tragédie comédie amère entre Hitchcock et Kafka, dépasse son époque pour parler des menaces qui pèsent sur tout individu quand il n'est informé sur rien.

JACQUES SICLIER

EN BREF

► Maria Corral à la tête du Centre Reina Sofia de Madrid. - Le Centre Reina Sofia de Madrid, qui se veut l'équivalent du Centre Pompidou de Paris, vient de changer de tête au moment où se tiennent une série d'expositions qui préfigurent le futur musée d'art moderne de la capitale espagnole. Tomas Llorens est en effet remplacé par Maria Corral, responsable des arts plastiques à la Caixa de pensions, caisses d'épargne qui vient de fusionner avec son homologue la Caja de Barcelona. Ces instituts financiers qui jouent un rôle considérable dans le domaine du mécénat et de l'action culturelle devraient placer à la direction de ce secteur, désormais unique, Luis Montal, ancien fonctionnaire de l'UNESCO.

► Opéra de Paris : forfait du chef d'orchestre Gabriele Ferro. - Le chef d'orchestre italien Gabriele Ferro a décidé de ne pas diriger les dernières représentations des *Noëx de Figaro* de Mozart à l'Opéra-Bastille. Les représentations de cette production sont cependant maintenues, les 5, 8, 11, 16, 14 et 18 janvier. Le jeune Britannique Jonathan Darlington, assistant de Gabriele Ferro lors des répétitions, sera au pupitre. L'Opéra de Paris n'a pas précisé les raisons du forfait du chef italien dont la direction musicale a été mal accueillie par une partie de la critique et sifflée certains soirs par le public.

► Achternbusch à Marseille. - Le théâtre de Luchini à Marseille, présente du 8 au 19 janvier - du mardi au samedi à 20 h 30 sauf le jeudi à 19 heures, et le dimanche à 16 heures - dans une mise en scène d'Ivan Romceuf, *Killa* de Herbert Achternbusch, le plus virulent des auteurs bavarois, grand maître de la dérision familiale et de l'humour au vitriol. Tél. : 91-91-52-22.

► L'Austrie à Paris. - Bauer, Canetti, Horvath, Nestroy, Schnitzler... L'institut culturel autrichien organise à l'Espace Cardin, du 7 au 12 janvier, à 18 h 30 et 21 heures, des lectures-spectacles, en français, d'auteurs autrichiens mal connus, ou de pièces inédites. Tél. : 47-05-27-10.

MUSIQUE DU MONDE



SAM. 12 JANV. 18H
HOURIA AÏCHI
une grande voix d'Algérie
chants arabo-berbères
de l'Aurès
avec Saïd Nissia flûte gasbica
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e



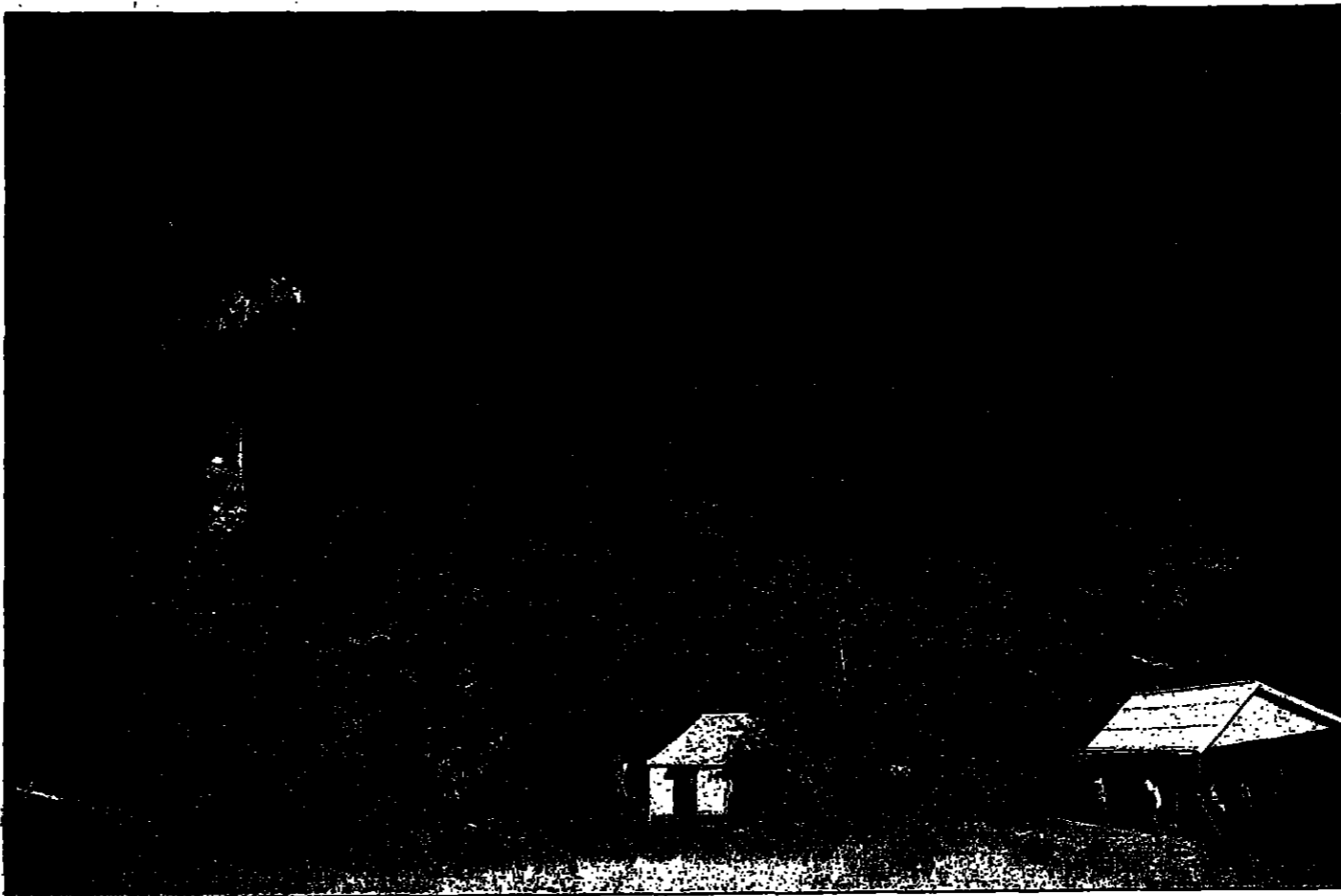
8 JAN - 10 FEV
CASIMIR ET CAROLINE
de O. von Horvath
chef de troupe
Jean-Louis Hourdin
"Comédie populaire
avec musique"
49 80 18 88

سوانس

Le Monde

S A N S • V I S A

RUSSE MAZINTOP



« L'île intense », affirme le slogan qui, de métropole, lance le voyageur vers la Réunion. Intense en effet, surtout quand on choisit de s'en aller patrouiller sur ses hautes terres et de partir à la rencontre d'une population qui se souvient du passé de révoltés de certains des siens. IncurSION et excursion à Mafate, l'un des trois cirques de l'île, et dialogue avec ceux qui y vivent.

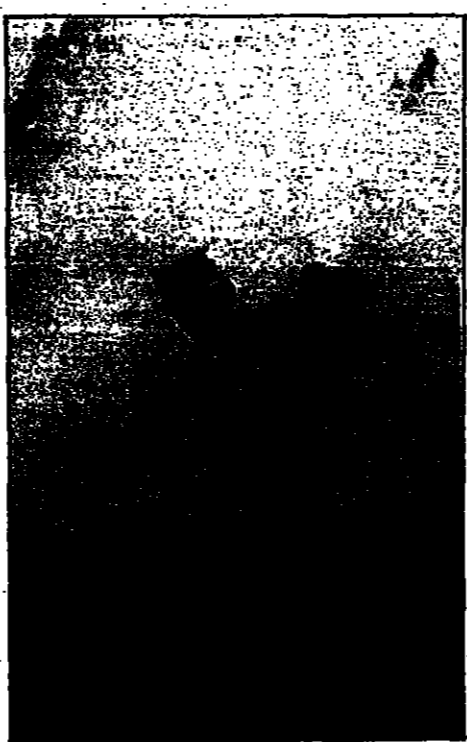
enfouis au fond des ravines. Si leur accès est partie de plaisir pour le Mafatais, il est éprouvant pour le marcheur, voire dangereux, tel l'Ilet à Cordes où deux familles isolées se partagent une minuscule bande suspendue à la crête des Orangers. Selon une légende, les premiers habitants ne pouvaient y accéder qu'en s'en-cordant...
A raison de soixante rotations par week-end, le ballet des hélicoptères est une intrusion assourdissante dans le quotidien des Mafatais. « Parfois, on se croirait dans l'Apocalypse. Now », reconnaît le pilote. L'ennemi, l'hélicoptère ? Surtout pas, même si l'institutrice de l'Ilet à Bourses demande aux pilotes de ne pas

La Réunion sur ses hautes terres

Où est la Réunion, la vraie ? Dans ce marché nimbé de blanc, on trouve, à gauche, les poissons, à droite, les photos. A gauche : goyaves, mangues et tchis ; à droite : les images des photographes Ronis, Salgado et Le Querrec. A l'entrée, un griot du Sénégal attire la ménagerie en chantant son histoire sans fin, entre mythe et sorcellerie. Les Cafres (Noirs) dansent, sous le regard des portraits de Miles Davis et de Dexter Gordon. Les Cafres dansent, les Malabars (Indiens, Tamouls) sourient, les petits Blancs des Hauts applaudissent, les Zambes (indo-musulmans) commentent et les Zorilles (Français de métropole) observent le tout, un œil sur les photos, un œil sur le griot.

vateur breton, cher à Le Querrec, se joue de l'artichaut qui plane au-dessus de sa tête avant de retomber dans la hotte. Les photos swinguent, et, à l'heure du crépuscule et de l'été naissant, tous se préparent à passer une nuit d'ivresse, une nuit au « rhum charrette », le plus brut. Une nuit à 23 francs la bouteille.

C'est justement avec du « rhum charrette » que le coiffeur du Port désinfecte son rasoir avant de rafraîchir le client. Le sujet a inspiré Philippe Dupuich, un jeune photographe installé à la Réunion depuis seize mois, et qui travaille pour Anatom-Dom, l'agence de communication numéro un, dont les affiches ont donné un coup de fouet à la création locale. Philippe Dupuich exposait également, au fond du marché, près des bananes et des lentilles : un portrait de gamins à Pièce-Jeanne, dans les Hauts de Saint-Louis, rassemble Blancs, blonds et Noirs ; tous Réunionnais, à la façon « United Colours of Benetton ». Un tango au restaurant chinois de La Possession. Un « gramoun » (grand-père) de La Rivière-des-Galets. Un étalage de vêtements après des pluies torrentielles à Sainte-Suzanne. Et puis une photo mystérieuse : quatre personnages sagement rangés en file indienne, endimanchés, descendant d'une montagne, le second portant sous le bras une grande peinture représentant Jésus. Sortie de la messe, à l'Ilet-à-Malheur, indique la légende.



Ci-dessus, ravitaillement par hélicoptère d'un Ilet. Au fond, les remparts de Mafate. Ci-contre, distillation du géranium, une des principales activités du cirque, à Aurère et à La Nouvelle.

Plus difficile est de trouver le « manché » (chaise à porteurs), que les voyageurs du début du siècle – peintres, botanistes, historiens, aventuriers – décrivaient en des récits aussi savoureux qu'exaltés. Ainsi le peintre Louis Ozous, en octobre 1922 : « Les porteurs trottaient ou couraient, vous secouant les viscères posés ou adipeux ; on est entièrement occupé à se tenir l'abdomen. Ils sifflent, ont chaud, changent fréquemment d'épaule les barres des fauteuils, vont avec effort ; je suis leurs attitudes, les bosselures et la détente des mollets, le roulement des hanches, les nuques tendues de cordes ; en vérité, cette nature est splendide ; mais l'homme est encore plus beau ; tous se taisent maintenant ; sur le lointain murmure de l'eau se détachent seuls le martelage du sol par les talons et le halètement des poitrines. »

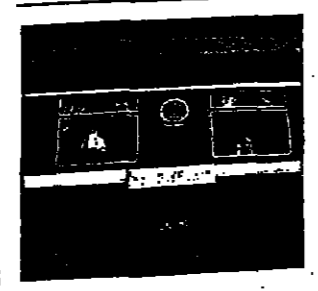
Les rares « manchés » que l'on trouve à Mafate sont des chaises de fortune, quatre morceaux de bois et une toile usée, dont se servent les Mafatais pour porter une aïeule fatiguée ou malade. Ce jour-là, en montant sur le bateau d'Aurère, la chaise n'a pas suffi tant la pente est rude et dangereuse. C'est sur leur dos que les invités à la messe de communion, ainsi que ses deux fils (Clovis et Charlemagne), ont tour à tour porté la grand-mère et rejoint le lieu de fête.

Le pilote d'hélicoptère est un porteur des temps modernes qui prend un malin plaisir à vous faire plonger dans les 9 500 hectares du cirque en rasant les confins. Près de 2 000 mètres au-dessus des remparts qui délimitent le cirque. Seulement 200 mètres au fond de La Rivière-des-Galets et des ravines qui découpent au scalpel pics, pitons et chaînons. Ici, la Roche-Ecrite, le piton Cabris ; au centre, le piton des Calumets, la crête d'Aurère ; au fond, le piton Maïdo (la « terre brûlée »). Un décor hallucinant, à la fois riche d'une végétation tropicale et ruiné par des cyclones aux noms fleuris : Jenny (1962), Hyacinthe (1980).

aterrir près de l'école pendant la classe, tant les enfants, qui se ruent aux fenêtres, sont fascinés par son arrivée. Il faut dire que les services rendus sont immenses : ravitaillement des trois coopératives, évacuation des malades et des blessés, tournée des gendarmes, visites des médecins, transport de matériaux de construction et circuits de touristes. « L'hélicoptère fait tellement partie de l'environnement que si on demande aux gamins, dont certains n'ont jamais vu la mer, de dessiner quelque chose, ils vous tracent tous un hélico... », explique Philippe Dupuich, qui en est à son dixième séjour dans le cirque.

Le pilote, dont on se demande encore comment il a pu poser son Ecureuil sur la minuscule parcelle de Grand-Place Cayenne, un hameau suspendu au-dessus de la ravine, est un Réunionnais qui se joue des obstacles naturels tel le Mafatais sautant d'Ilet en Ilet. Le pilote donc, fantôme autour d'un « hélico-spectacle » dans les 35 kilomètres de la Rivière-des-Galets, cette gorge vertigineuse qu'empruntaient les premiers voyageurs pour accéder à Mafate et qui coupe le cirque en deux pour se jeter dans la mer : « Bientôt, je descendrai la rivière à fond, en basculant l'hélico entre les parois, la Walkyrie plein tube dans le casque... »

AU SOMMAIRE

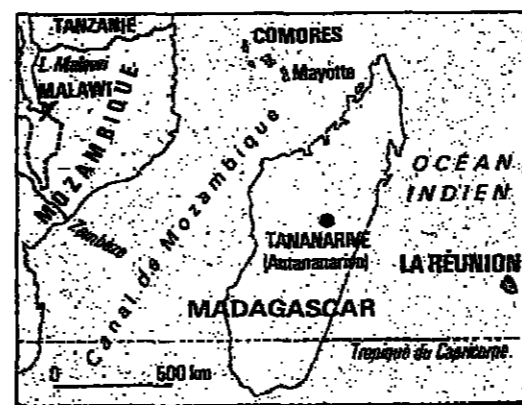


Le Transsibérien, sur 7800 kilomètres, entre Pékin et Moscou, le convoi de tous les trafics p. 18

Paris, par babord et tribord, vu de la dunette d'un bateau-mouche p. 14

Carême, architecte-pâtissier, maître d'œuvre des tables du dix-huitième siècle et prince du petit-four p. 17

Escaliers (p. 14) • Jeux (p. 16) • Table (p. 14) • Table (p. 17)



Le plus beau des trois cirques est le mauvais garçon de la Réunion. Beau et ténébreux. Beau et rebelle. Mafate devait avoir le profil. Mafate, que l'on peut traduire par « celui qui tue », était un chef malgache qui régnait sur ses troupes de hors-la-loi. Au dix-huitième siècle, au temps où la Réunion s'appelait l'île Bourbon, les colons recrutèrent en masse des esclaves à Madagascar pour la récolte du café. Le marronnage était fréquent parmi les esclaves, qui représentaient près de 80 % de la population, même si les peines étaient sévères : une oreille coupée à la première tentative ; un pied à la seconde ; la mort à la troisième. Les Noirs s'en allaient « marrons » dans les épaisses forêts des Hauts, y installèrent des villages et se donnèrent des chefs et des rois.

Michel Guerrin
Lire la suite page 15

Doop
loi éternelle
de la danse
africaine

Lutèce à tribord !



VOLCE

A le voir tous les jours, à s'embourber dans les embouteillages de ses ponts, les Parisiens en oublieraient presque leur cher cours d'eau. Il leur arrive de se rassurer de savoir la Seine dans son lit, de se réjouir de l'espace qu'elle dégage, pour la beauté des couchers de soleil. Mais, les années et les schémas directeurs passant, le fleuve est un peu perçu comme les rapports officiels le taisent, par égard pour cette vieille dame de belle noblesse : un embarras, un embarras de circulation, le seul obstacle naturel, avec quelques collines, d'une ville qui brasse ses affaires dans sa perpendiculaire nord-sud.

Chaque réforme urbaine bute sur sa courbe. Incontournable. Des technocrates, voici plus de trente ans, avaient songé à la recouvrir, comme un vulgaire égout d'eaux usées, pour libérer des mètres carrés constructibles et faciliter le passage des voitures. Comme il y avait tout de même une limite à l'indécence, on ne lui prit que quelques mètres de largeur, et encore, pas sur la totalité de son cours. On inventa la voie sur berge.

Est-ce cela qui isole un peu la rivière ? Qui dresse un écran entre ses eaux grises et la Ville Lumière ? Plutôt une habitude perdue ? Celle d'aller à la Seine, au ras de sa surface, dix mètres sous le niveau de la capitale ? Plus bas survit une autre logique, un peu de catancombes, minoritaires et orgueilleuses. Plus vraiment le petit monde des marins de Georges Simenon. Ni celle des polars : par peur des effets de la pollution, on se jette moins des ponts, pour en finir. Et, puis, on sait nager, même chez les voyous. Les bateaux-

mouches constituent la dernière aristocratie du fleuve, plutôt une bourgeoisie aisée et cultivée, qui voue, au-delà des intérêts de son commerce, un culte aux berges, à leur histoire.

Les Parisiens désespèrent leurs capitaines. La balade en bateau vers le Zouave du Pont, la Conciergerie ou Notre-Dame à l'oblique n'est plus souvent pour les indigènes qu'un souvenir d'enfance, la corvée pour le cousin d'Amérique, assurée en lot, avec la tour Eiffel. La clientèle est provinciale, et bien sûr étrangère. Dans une époque où les japonais vous font un tour du monde en dix jours, l'embarquement est le moyen le plus rapide pour photographier une ville qui eut la bonne idée d'aligner ses monuments sur les berges, son Académie, les caprices monumentaux des Médicis ou de Napoléon, les Tuileries ou la Concorde. Il y a aussi les astucieux, les voyageurs persuadés qu'une cité ne s'apprécie qu'avec du recul, les méditateurs, qui commencent l'inspection par les pieds. Les amoureux, qui dînent aux chandelles, aux beaux jours, sur le pont supérieur en réitérant leurs serments de Venise.

Malgré le mouvement continu de ses barcasses à toit de plexiglas ou de ses paquebots ventrus, la Seine du tourisme vivote. Les armateurs ne se plaignent pas, mais leurs comptes restent loin des trafics d'autoroute. Le fleuve

possède vingt-six bateaux pour la plaisance d'excursion. Ils étaient plus de cent en 1900, quand la rivière débitait son million de passagers l'année. L'usage se perdit après les expositions universelles, la première guerre mondiale, les progrès techniques de la terre ferme, puis fut relancé dans les années 30, conforté, en 1948, par la création de la Compagnie des bateaux parisiens.

On donna même à la Seine son yacht « de croisière royale ». Royale, parce que Sa Majesté la Reine d'Angleterre y leva l'ancre en 1957, lors d'une visite officielle. Trois ans plus tôt, Le Bretagne, le prestigieux raflot, ses cuivres et ses douze tables de marqueterie, avait été lancé, avec M^{me} René Coty pour marraine. On lui fit même jouer les péniches jusqu'au Havre : la présidente était fille d'armateur.

Les dîners de chez Maxim's descendirent quelques marches jusqu'aux quais. Mais l'inconvénient de ce mode de déambulation est qu'il permet difficilement de faire deux choses à la fois. On doit choisir entre la fête et l'attendrissement.

La Seine a bien protégé les secrets de la ville, qu'elle déroule l'un après l'autre, rive gauche d'abord, rive droite au retour, ou l'inverse. L'arche d'un pont, les traces de crue, les arbres plantés par Haussmann, quelques rats. On y voit tout d'en bas, et c'est troublant, cette soudaine nécessité de modestie. On s'y isole, mieux qu'à terre, des battements de la capitale. Et c'est un autre problème : les capitaines de cette flottille assurent qu'aujourd'hui on ne se déplace plus en groupe qu'aux fins de séminaires. Des sociétés tiennent concile sur ces bateaux voyagers de pierres bimillénaires. La berge distrait les salariés du fond. Alors, on baisse les rideaux. Absurde, mais les PDG, paraît-il, y trouvent le double avantage de l'efficacité et d'une délicate attention. Les paquebots de la Seine embarquent donc des cargaisons de champagne et de petits fours, louent, avec les bouées, la panoplie complète de vidéo-conférence.

Hier, les plus beaux de ces bateaux étaient Paris en aval, bien au-delà de Javel et du pavillon de Breteuil. Les croisières

mettaient même le cap sur Compiègne. Les passagers contemporains sont plus pressés. La ville a le mérite, à leurs yeux, de ramasser son décor sur quelques milles nautiques. A la limite, on rappellerait volontiers que Lutèce tenait dans l'île de la Cité. Vers l'estuaire, l'inconnu commence au Trocadéro. Demi-tour. En amont, le ministère des finances, le palais omnisports de Bercy, la future Bibliothèque de France, voisinent déjà avec les entrepôts. La banlieue ne vaut pas un léger mal de mer.

L'ÉPOQUE impose même de rudes polémiques, sur les quais. Ainsi, la douloureuse question de l'éclairage nocturne. Paris passe pour une capitale illuminée avec finesse, à la manière d'un spectacle en demi-teinte. Insuffisant, pour les photos ! Alors un capitaine eut l'idée d'embarquer aussi ses projecteurs, et, depuis, au fil des surenchères, ce sont de véritables batteries flottantes qui arrosent les rives d'un jour artificiel, blanc d'inquisition. Le record : trois cent quatre-vingt-deux sources lumineuses sur le bateau le plus détesté des piétons. Celui-là est connu de tous les exhibitionnistes de la capitale. L'été, des gosses attendent le passage de ce gros vers luisant et s'amuse à présenter leurs fesses aux passagers. Un jour, quelqu'un aura sûrement l'idée d'organiser un « porno-show » sur la berge. Ou de couvrir les quais de publicités fluo.

Philippe Boggio

ESCALES

Indonésie
« extrême »

C'est tous les ans la même chose : les voyageurs se donnent un mal fou pour trouver - ou donner l'impression de trouver - de nouvelles destinations sur un globe où, il faut bien le reconnaître, les terres vierges se font rares. Implanté depuis plus de quinze ans en Asie et, depuis 1983, en Australie, l'Irian Jaya, partie indonésienne de la Nouvelle-Guinée, en pays Papou, à la rencontre des ethnies Pukhe, Akima et Suruba, à travers jungles et marais inextricables. A pied et en canot. Plus confortable, une croisière dans le détroit de la Sonde, entre Java et Sumatra (7 jours au départ de Jakarta, 11 145 F en pension complète + 10 935 F pour l'accès de Paris et une nuit au Mandarin Oriental), à bord du *MT Island Explorer*, un luxueux yacht de 40 m doté de 18 cabines et de 6 suites. Au menu, la réserve d'Ujung-Kulon, à l'extrême ouest de Java, une balade en pirogue dans la mangrove, les eaux transparentes de l'océan Indien et le volcan Krakatoa. Enfin, pour voyageurs avertis, un circuit de 10 jours au départ de Bali à travers les petites îles de la Sonde, Flores, Sumbawa, Komodo (fief des varans géants) et Lombok. Un voyage de 16 jours, de Paris, à partir de 21 385 F par personne (base deux personnes), en pension complète sauf à Bali. Ou, dans la même région, un cabotage à bord de l'*Island Explorer* (17 jours de Paris, 28 273 F) avec, pour la première fois, Lembata et l'ouest de Timor.

Trésors
sous-marins

Lors de sa première sortie en mer, le 10 août 1628, le *Vasa*, le plus beau vaisseau de guerre jamais construit en Suède, sombra sous les yeux des milliers de spectateurs massés à cette occasion le long des quais du port de Stockholm. Rendu trois siècles et demi plus tard, dans un état de conservation presque parfait, il trône aujourd'hui dans le nouveau musée qui lui est consacré. L'ensemble vaut le voyage mais, en attendant, on peut aller visiter, au Centre culturel suédois à Paris (11, rue Payenne, 75003 Paris), ce que ses organisateurs n'hésitent pas à qualifier de « plus belle exposition itinérante de l'histoire des mers (et des guerres scandinaves) ». En vedette, le *Kronan*, vaisseau royal construit entre 1665 et 1672 au chantier naval de Skerfesholmen à Stockholm, avait, lui aussi, fière allure avec ses 60 mètres de long, ses 2 140 tonnes, son grand mât de 50 mètres et ses 128 canons. En juin 1676, poursuivi par de belliqueux navires hollandais et danois, il décida de virer de bord afin de livrer combat. Décision fatale : un vent latéral violent s'engouffra dans ses voiles et l'eau pénétra par les sabords du pont inférieur restés entrouverts. Une seconde rafale l'inclina encore davantage et l'eau envahit la cale. Combien de malchance, le feu se déclara dans la soute à munitions et le navire sombra, sans combattre, entraînant avec lui ses 842 hommes d'équipage dont seuls 42 en échappèrent. Trois siècles plus tard, le 9 août 1980, après trente ans de recherches, lui avait été retrouvé, par Anders Franzen, celui-là même qui avait découvert le *Vasa*. L'épave gît par 26 mètres, au large de l'île d'Öland. Seuls 40 à 50 de ses 128 canons ont été remontés à la surface, quelques années après le naufrage. En mai 1981, une première campagne de recherches, entreprise par la musée de Kalmar, a permis de récupérer 18 canons supplémentaires, la cloche de bord, un compas et des sculptures en bois. En tout, 20 000 objets dont une partie est aujourd'hui exposée à Paris. Du mardi au dimanche, de 12h à 18h, jusqu'au 17 février.

Pistes d'hiver

La neige n'étant plus un problème, reste celui de choisir sa neige. Tel est l'objet d'« Alpes neige », un guide de l'hiver 90/91 publié par le *Dauphiné libéré* (en kiosque, 38 francs) qui, en 250 pages, donne toutes les informations pratiques (adresses, stages, numéros de téléphone, droits du skieur et assurances, bonnes tables) pour bien préparer un séjour à la montagne. Ce guide contient également un mode d'emploi et une carte des Jeux olympiques d'Albertville (comment assister aux

principales nouveautés des 35 stations de ce massif trop souvent oubliées avec, cette année, une volonté de diversifier encore davantage les activités offertes, la montagne d'hiver ne devant plus être réservée uniquement aux skieurs. Une politique appliquée depuis un certain temps déjà outre-Atlantique, ainsi qu'en témoigne le nouveau guide des activités hivernales 90/91 publié par la Division du tourisme de l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris, Minitel 3614 CANADA et



PRESSE SPORTS

épreuves ?), traite de l'actualité du ski, des nouveautés en matière d'équipements et de matériel et propose un certain nombre de randonnées en raquettes, en ski alpin et en ski de fond. Pas moins de cent sites sont ainsi passés à la loupe et un tableau géant de 24 pages permet de comparer, grâce à 34 informations-clés (altitudes, remontées, hébergements, loisirs, prix moyens pratiqués, etc.), 243 stations classées par département et par massif. Moins volumineux, mais tout aussi utile, le Guide hiver-printemps 90/91, diffusé par la Maison des Pyrénées (15, rue Saint-Augustin, 75002 Paris, tél. : (1) 42-61-58-18) et qui présente les

Grand air

On a parfois de drôles d'envies. Découvrir l'Arctique, de l'Alaska à la Sibirie, rejoindre le pôle Nord géographique, skier sur la banquise, faire du kayak en Islande ou en Russie, voir des éléphants en Afrique, des lions de mer aux Malouines, des tortues et des papillons au Mexique, des ours polaires, des baleines grises en Californie ou sur le Saint-Laurent, des orques à Vancouver ou des rhinocéros au Népal. On, encore, aborder l'Afrique par la mer, remonter ses fleuves ou explorer les îles Tortue et Banane, au large de la Sierra-Leone. Autant de fantasmes que Voyages Nature (15, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, tél. : 40-46-05-14) s'est donné les moyens de satisfaire en conjuguant les compétences de trois spécialistes (Grand Nord/Grand Large, VN Observation, Terres Marines), qui privilégient, dans 108 destinations, la découverte sportive, à pied, en kayak ou à ski. En randonnées accessibles à tous ou en expéditions réalisées en autonomie totale. En famille ou entre adolescents. Pour tous les goûts et pour toutes les bourses. Le Pôle, par exemple, s'est 78 200 F ! Les raids en ski en terre de Baffin, au nord-ouest du Canada, de 17 600 F à 22 400 F. En traineau, c'est 25 600 F en Alaska et... 2 480 F dans le Vercors. En kayak, les Maldives ou le lac Baïkal, c'est 14 500 francs mais on peut payer pour beaucoup moins en Grèce, en Turquie, en Suède ou en Irlande. La Sierra-Leone en catamaran, c'est 15 000 F, et la Patagonie en voilier, de 18 000 F à 25 000 F. Les baleines, cela va de 12 000 F à 15 600 F, les ours blancs, de 13 600 F à 22 800 F, les gorilles du Rwanda et du Zaïre, c'est 17 400 F et les rhinocéros du Népal, 16 800 F. L'embarras du choix !

Sélection établie par
Patrick Francis
et Danielle Tramad

TELEX

Création d'une ligne directe entre Saint-Quay nouveau port (Côtes-d'Armor) et Jersey. A partir d'avril 1991, la compagnie Émeraude Lines effectuera un A/R par jour (deux en haute saison) en 1 h 40 avec des catamarans de 30 mètres pouvant transporter 200 personnes.

Semaine de neuf jours, avec Kuoni, à la Martinique (jusqu'au 31 mars) et à l'île Maurice (jusqu'au 30 avril), dans deux hôtels de la chaîne Sofitel. **Bénéficiaires :** les titulaires de la carte Sofitel-Privileges. **Renseignements :** 42-65-29-09 et 42-82-04-02.

Air Havas diffuse son cahier prix hiver-printemps 1990-1991 dans les cinq agences Havas Voyages. A Paris, 26, avenue de l'Opéra, 1^{er}, tél. : 42-61-80-56, et 4, rue Monge, 5^e, tél. : 43-25-00-61. Même démarche de Nouveau Monde dont l'indicateur de vols à tarifs réduits est disponible dans les agences Nouveau Monde (8, rue Mabilon, Paris, 6^e, tél. : 43-29-40-40 notamment).

L'Australie chez l'habitant, en famille ou à la ferme : Bed and Breakfast Australia, Homestay and Farmstays s'en occupe, à travers tout le pays. Pour recevoir le livret (en anglais), écrire à Clare Webster, Bed and Breakfast Australia, P. O. Box 408, Gordon, NSW 2072, Australie, fax : (02)-498-6438.

Air Asia sélectionne en permanence, parmi les compagnies régulières se rendant en Asie, les meilleurs vols aux meilleurs prix. Son guide pratique automne-hiver 1990-1991 est disponible gratuitement dans les agences de voyages et à Air Asia (1, rue Dante, 75005 Paris, tél. : 43-29-96-96).

Restos et Châteaux viennent de publier leur guide 1991 : 37 pays, 377 hôtels et restaurants. La crème de la crème. Offert au siège de la chaîne (9, avenue Marceau, 75116 Paris, tél. : 47-23-41-42) et dans chaque établissement.

Réunion
ses hautes

PES

Gu

La Réunion sur ses hautes terres

Suite de la page 13

La plupart de ces guerriers, dont les exploits ont été entretenus par de solides légendes, ont donné leur nom à des montagnes, îlets, lieux-dits et rivières. Mafate, bien sûr, a laissé son nom au cirque tout entier. Cimendef, « celui qui ne peut être esclave », et sa femme Marianne laissent leur nom à la crête et au grand sommet qui la surplombe. Orange, un des plus valeureux chefs marrons, a créé l'îlet des Orangers, une forteresse naturelle protégée par la ravine Grand'Mère et qui connaît des batailles épiques entre marrons et colons. Même chose pour l'îlet à Malheur, le bien nommé, qui tient son nom d'affrontements particulièrement sanglants entre un détachement militaire et une quarantaine de révoltés. Les chasseurs d'esclaves, instigateurs d'expéditions punitives, ont également laissé leur marque dans l'histoire, comme François Musard, qui tua Mafate en 1751, et Bronchard qui a donné son nom à une montagne.

Mafate, « qui fuit », signifie aussi « qui pue ». L'expression fait référence à une source sulfureuse qui coulait au pied du piton Bronchard. Cette eau à 31°C, qui avait des vertus curatives reconnues mais un odeur d'œuf pourri, a donné son nom au village thermal qui fut construit autour de la source en 1870. Dans ses *Considérations sur le climat et la salubrité de la Réunion*, A. Delteil écrivait : « Cette station thermale est située dans un des sites les plus sauvages et les plus désolés de la colonie. Elle forme comme un immense embonnoir au fond du lit tourmenté d'un torrent; elle est entourée, de tous côtés, de remparts à pic, et de hautes pics qui ferment l'air à tout horizon et menacent à chaque instant les quelques maisons du lieu de formidables éboulements. On ne voit que rochers jetés pêle-mêle les uns au-dessus des autres dans un désordre qui représente assez bien l'image du chaos. Le soleil n'éclaire qu'à regret, et quelques heures à peine, se trouvant au fond d'une rivière mugissante. En outre, la route qui conduit à la source est longue, périlleuse et pénible. Il faut avoir bien envie de recouvrer la santé pour aller habiter, pendant plusieurs mois, un lieu si triste à tous les points de vue ».

Ce lieu si triste, que d'ailleurs on décrit comme « grandiose », a disparu en 1913, englouti par la montée des eaux suite à un formidable

éboulement. Mafate « qui fuit », ou Mafate « qui pue », se rebellait une fois de plus contre ces colons qui n'entendaient rien à la beauté sauvage du site.

Aujourd'hui, il n'y a plus trace de la source, les « hors-la-loi » ont disparu, mais les mots ont toujours leur force, tel le Taïbit, un col qui relie le cirque à Cilaos, et qui désigne en malgache les excréments du lapin. Au début du siècle, Louis Ozoua a qualifié justement Mafate de « pays de terreur, vallée de charmes ». La terreur n'a plus cours. Mais il y a, dans les regards et les longs silences des Mafatais, le furtif qui marque les mondes à part.

Josie Fivria est une infirmière qui parcourt depuis seize mois, le pas rythmé par la ronde des hélicoptères, les multiples sentiers du cirque pour soigner ses malades : 30 kilomètres à pied par semaine sur un terrain abrupt. Son secteur d'intervention couvre six îlets et comprend trois cent vingt personnes. Elle est basée à Grand'Place Cayenne, le niveau le plus bas des trois « étages » bien distincts de l'îlet - avec Grand'Place Boutique (où se trouve une épicerie et une des sept écoles du cirque) et Grand'Place les Hauts. Vingt-sept familles habitent cet îlet qui fut, pendant longtemps, le cœur de Mafate, en raison de la source sulfureuse, toute proche, et qui possède la cloche la plus ancienne de la Réunion (1745). « Ici, il faut mieux connaître les prénoms que les noms, car les noms, ce sont tous les mêmes ! Libelle, Boyer, Louise... », affirme cette jeune Caïre de vingt-huit ans, qui vous reçoit avec son T-shirt imprimé « Destroy », et qui est, de par sa fonction, « la personne la plus populaire du cirque ». Il n'y a encore pas si longtemps, les mariés de Grand'Place se réfugiaient un instant dans la « caverne de la mariée », au pied de la falaise, pour quitter leurs habits de cérémonie, en passer de plus légers, et descendre à pied les 15 kilomètres de la Rivière-des-Galets pour rejoindre la mairie de la Possession. Même chose au retour...

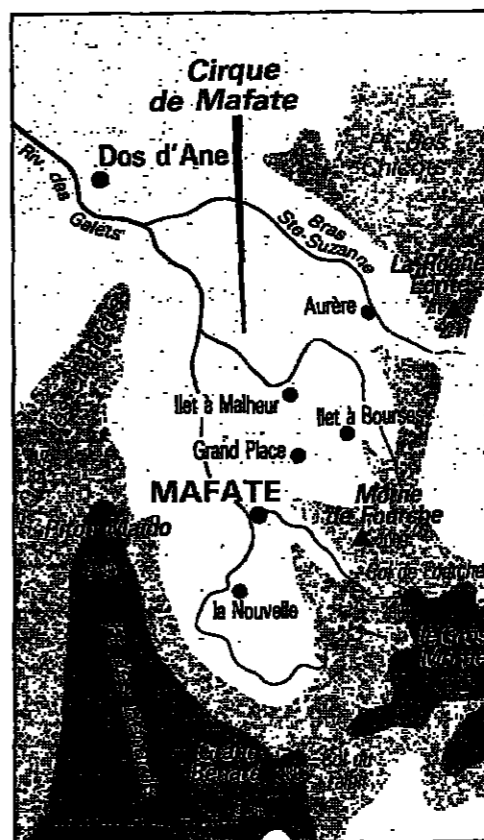
Josie Fivria n'est pas Mafataise mais elle marche comme les Mafatais. Comme les trois prêtres qui sillonnent également le cirque pour porter la bonne parole (dont un ancien du Vietnam haut en couleurs). Comme les deux frères qui montent le courrier à dos d'homme. Comme ces « coureurs » qui acheminent de gros colis jusque dans les villes. Comme ces jeunes

qui descendent de plus en plus souvent à la ville, et que l'on entend venir de loin, sur un chemin perdu, portant sur l'épaule une sonde, digne des rappeurs new-yorkais, déversant dans le cirque une musique de plomb. Ils friment, mais ils vont vite. « Un bon marcheur parcourt 35 kilomètres par jour en savates avec des dénivelés effrayants et des passages très dangereux », explique Philippe Dupuch, et quand je mets six heures, eux mettent trois heures et demie. » Josie marche de jour, mais aussi de nuit. « Quand il y a urgence, il m'arrive de partir à 5 heures avec ma lampe de poche. » Tous les week-ends, elle rentre chez elle, et retrouve son mari à la Saline après 16 kilomètres de « promenade ». « Le règlement, spécifique à Mafate, oblige les infirmières à habiter seules dans le cirque. Vous savez, tout est différent ici. »

Tout est différent à Mafate au point que Josie Fivria, quand elle a accepté son poste, avait « l'impression de changer de pays ». Et pourtant, son secteur est le plus « ouvert » sur les villes du littoral. « Je connais toutes les familles, les petits trucs, tous les secrets de chacun. Je suis confidente-secrétaire. Je peux leur parler de tout. Dans le secteur de Roche Plate, c'est impossible. » Si elle « fait partie de la famille mafataise », Josie dit qu'il ne faut pas rester plus de trois ans dans le cirque car « il n'est pas sain d'être trop proche des gens. Et pourtant, j'aimerais rester ». L'îlet à Malheur lui cause pourtant quelques soucis : « C'est mon secteur catastrophe ! Il faut dire qu'ils ont un jour passé avec un nom pareil et depuis qu'un évêque a maudit le hameau. Récemment, il y a même eu un crime, avec des histoires de meurtres. Et les gens croient à la sorcellerie... » Ici, Dieu est à la fois gardien des hommes, de la forêt ou de la source. Et parfois sor-

cier. A Malheur, on s'arrange avec Dieu et on invoque beaucoup le redouté saint Expédit, qui a le pouvoir d'« expédier » en enfer votre prochain. C'est ainsi qu'il y a quelques mois des habitants ont mis le feu à quelques cases dans ce hameau où les vengeances personnelles sont courantes. Si les prêtres qui parcourent le site ont fort à faire pour contrecarrer l'influence de saint Expédit, le corps médical doit rivaliser avec « le moine » qui sévit autour de l'îlet et avec lequel l'infirmière joue au chat et à la souris depuis quelque temps. « C'est à celui qui passera le premier dans les cases et les hameaux. Je leur donne des médicaments, mais ils n'acceptent que le sorcier ! », dit-elle, un peu désabusée, des habitants de Malheur. La lutte d'influence entre l'infirmière et « le moine » peut faire sourire, mais après un tour plus dramatique depuis qu'une femme a dû se faire amputer d'une jambe pour avoir fait plus confiance aux tisanes qu'aux antibiotiques...

« Ici, c'est la ville. » La plus belle des courses est une marche de cinq heures, au départ de Grand'Place Cayenne avec le passage du cap Noir, la découverte mythique du lieu-dit « Mafate les Eaux », une fraîche baignade dans les bassins de la Rivière-des-Galets, une escalade vertigineuse le long du piton des Calumets, la traversée d'un bois de mimosa et de cryptoméries, et l'arrivée sur les champs de maïs entourant les premières cases de l'îlet. « La ville », comme s'exclame un randonneur chevronné, c'est la Nouvelle (1400 mètres), le plus important des îlets de Mafate avec ses vingt-quatre familles et cent trente habitants. Le plus facile d'accès par le col de Fourche, donc le plus visité, notamment par les touristes qui se font « larguer » par hélicoptère, l'instant d'un repas,



Communion à l'îlet à Malheur en août 1990. « Ils ont un lourd passé avec un nom pareil et depuis qu'un évêque a maudit le hameau. Récemment, il y a même eu un crime, avec des histoires de meurtres. Et les gens croient à la sorcellerie... »

modeste et hors de prix dans une des trois « épiceries » ou tables d'hôtes, histoire de dire, tel un colon des temps modernes : « J'ai connu Mafate ».

Ici, ce n'est pas la ville, mais ce n'est plus vraiment Mafate. C'est un « nouveau Mafate », comme disent les habitants, qui se dessine dans l'ensemble du cirque, depuis que l'électricité (par le biais de panneaux solaires) et les blocs sanitaires ont fait leur apparition, il y a deux ans, dans la plupart des îlets. Coût de cette petite révolution : 100 000 francs par case. Et grâce au relais installé sur le Maïdo, la télévision a fait une entrée en masse dans les cases créoles du cirque, même si les utilisateurs ont dû acheter leur récepteur. L'ONF (Office national des forêts) a joué un rôle déterminant dans cette évolution puisqu'il gère l'ensemble du cirque pour le compte du département. Cent cinquante Mafatais travaillent, par exemple, pour le compte de l'ONF à débroussailler les sentiers et à entretenir les îlets.

Look de rocker anglais avec ses cheveux longs derrière et courts devant, son « cuir-jean » et ses lunettes Vuarnet, Jean-Bernard Hans est, depuis près de quatre ans, l'agent de l'ONF sur la zone de la Nouvelle-Maria. Ce Toulousain de trente et un ans, qui a fait ses classes en Ariège et qui pensait découvrir « des cocotiers » à la Réunion, a vécu le changement de Mafate : « La télévision a bouleversé les habitudes, les gens s'en servaient comme d'une radio alors que la batterie ne dure que quatre heures. »

Après la télévision, la route ! demandent les Mafatais, « 90 % d'entre eux y sont favorables », assure Jean-Bernard Hans mais qui précise que « seuls les riverains et les services publics pourront l'emprunter », afin de préserver la tranquillité du site. Il n'empêche, cette fameuse route dont on parle de plus en plus, et qui devrait prochainement relier le cirque de Salazie à la Nouvelle, effacerait la spécificité de Mafate. Une bonne chose ? « Evidemment ! clame-t-il, ceux qui veulent que le cirque reste fermé sont

ceux qui aiment voir leur bon sauvage, le dimanche, mais qui n'accepteraient jamais de vivre comme eux. De quel droit peut-on laisser hors civilisation un cirque de l'île ? »

Cette ouverture va bien dans le sens de la campagne publicitaire nationale qui vend au touriste métropolitain « l'île intense », dont Mafate est la parfaite illustration. Cent mille personnes parcourent déjà le cirque chaque année, un chiffre en augmentation. Mais l'accueil est loin d'être à la hauteur du cadre, les Mafatais, comme le reconnaît Jean-Bernard Hans, « n'ayant pas envie d'être dérangés ». Beaucoup pensent que seule la Nouvelle, « sera sacrifiée aux touristes », ce qui est déjà un peu le cas. Car pour la plupart des îlets, comme celui des Lataniens, les risques « d'invasion » sont minimes tant leur accès est pénible. C'est ainsi que plus de deux siècles après la mort du roi malgache, les Mafatais comptent sur leur cadre naturel pour garder la paix.

On quitte Mafate par la Nouvelle en laissant derrière soi un massif de roses blanches. On avance entre les branches tortueuses de l'épaisse forêt des tamarins. On monte vers le col, alors que la lumière tombe peu à peu, en traversant une végétation exubérante, entre fougères et fuchsias. Au col, une brume fraîche envahit l'horizon dans un silence parfait. On souhaiterait quitter Mafate avec une image dont on se souviendrait. Longtemps. Dans la brume, apparaît une silhouette, une jeune femme noire, des paquets sous un bras, un bébé dans l'autre. Elle rentre à la Nouvelle, ses courses faites. Il lui reste trois heures de marche, dont une bonne partie dans une nuit d'encre. Cette apparition, beaucoup de photographes appellent cela un cadeau.

De notre envoyé spécial
Michel Guerrin

Guide

Voyage
• Située à 9 000 km de Paris, la Réunion est desservie par plusieurs compagnies aériennes dont Air Outre-Mer (tél. : 46-71-95-33) qui propose de trois à six vols par semaine à partir de 6 500 francs et un vol direct très apprécié à l'aller en 10 h 40. Deux possibilités d'escala à Nice et à Toulouse à partir d'avril 1991. Le décalage horaire est de trois heures en hiver et deux heures en été (en plus).

Hélicoptère
La découverte de la Réunion en hélicoptère est un classique, pour la beauté et la variété de l'île : les trois cirques, cascades, le volcan du piton de la Fournaise, le piton des Neiges (3 069 m). La compagnie Hélicoptère propose une excursion de cinquante minutes sur l'ensemble de l'île pour 1 090 francs par personne, un circuit des trois cirques (trente-cinq minutes) pour 680 francs et des possibilités de déposer à Mafate (Hélicoptère de l'Éperon, 97460, Saint-Gilles-les-Hauts. Tél. : (262) 55-55-55).

Randonnée
Il faut éviter de se rendre à Mafate à la période cyclonique

(début janvier à fin mars) où les orages fréquents dévastent le cirque et rendent les sentiers dangereux. L'hiver (mi juin-mi septembre) est très agréable avec des températures de 20°C ; mais attention aux nuits qui tombent dès 18 heures et qui sont très fraîches dans la partie haute (la Nouvelle, Roche Plate). En toutes saisons, mieux vaut se lever avec le soleil (la lumière est superbe) pour éviter les chaleurs étouffantes de la mi-journée ainsi que la « farinée », une petite pluie fine fréquente l'après-midi.

Le cirque de Mafate possède plus d'une centaine de kilomètres de sentiers, tous correctement balisés et entretenus par l'ONF. Pendant la période des fortes pluies, les chemins peuvent être endommagés voire coupés par des éboulements, et les ravines infranchissables. Mieux vaut se renseigner au syndicat d'initiative de Saint-Denis (21-75-84).

Les itinéraires peuvent être vertigineux ou à très forte déclivité. Il faut se méfier de certains trajets courts. Celui qui mène de l'îlet à Cordes au chemin départemental N° 2 fait à peine 2 km mais demande deux heures de marche. Cet itinéraire, dit de la

Roche Plate ou du « Facteur », est un raccourci sportif - car acrobatique avec un passage dans un éboulement presque vertical emprunté surtout par les Mafatais et par... le facteur.

Hébergement
Il existe des gîtes ruraux dans plusieurs îlets : Aurère, la Nouvelle, Roche Plate, Grand'Place, Cayenne et Bourses. La réservation est obligatoire au syndicat d'initiative de Saint-Denis (21-75-84) ou de Saint-Pierre (25-02-36). Pour ceux qui n'ont pas réservé, quelques habitants proposent de petites cases pour passer la nuit. Possibilité de camping près des gîtes, mais attention aux « dropping zones », les aires d'atterrissage des hélicoptères, planes mais dangereuses !

Le ravitaillement se fait dans les trois coopératives (Aurère, la Nouvelle, Roche Plate) et dans les épiceries (Aurère, la Nouvelle et Grand'Place Boutique). Possibilité de tables d'hôtes dans les gîtes mais aussi, dans les principaux îlets, chez des particuliers.

Lire
Cirque de Mafate, réalisé par l'Office national des forêts de la Réunion (20-10-59) : un docu-

ment indispensable pour ses adresses et la description de vingt-six itinéraires de randonnée (166 p., 50 francs).

Dans un autre genre, deux enseignants réunionnais viennent de terminer *Vivre à Mafate... Chroniques mafataises*. Ce livre luxueux, comprenant 200 photos couleurs, est en souscription sous quatre formules qui vont de 600 francs à 2 600 francs. Renseignements auprès de la Nouvelle Imprimerie dionysienne (25, rue de Kerveguez, 97490, Sainte-Clotilde) ou chez M. Jean Philippe. (27-04-45).

Primé dans le cadre des premières Rencontres photographiques de la ville du Port (« In Port Expos 90 »), Philippe Dupuch vient de publier, à l'occasion de la seconde édition de ce festival (27 novembre-2 décembre 1990), un portfolio de 18 photos noir et blanc - dont certaines prises à Mafate - intitulé *Regard et rencontres à la Réunion*.

Se renseigner
Comité du tourisme de la Réunion : à Saint-Denis, (262) 21-00-41. A Paris : 90, rue de la Boétie, 75008. Tél. : (1) 40-75-02-79. ■

Bridge

n° 1416

LES JUNIORS
FRANÇAIS

En 1988 les meilleurs juniors français n'avaient pas encore été frappés par la limite d'âge de vingt-cinq ans et ils avaient brillamment gagné le championnat d'Europe junior de Plovdiv en Bulgarie.

♠ 863
♥ A 942
♦ 86
♣ 1086

Ann. : S. don. E.-O. vuln.

Sud Ouest Nord Est
Milton Edinson Quentin Thorval
1 ♠ passe 1 ♠ 4 ♠
contre passe 5 ♠ passe

Ouest (Hrannur Erlingsson) a entamé le 5 de Pique (singleton), Est (Thorvaldson) a pris avec le Roi de Pique, et il a continué avec le 10 de Pique coupé par le 7 de Trèfle sur lequel l'Ouest a défendu le 2 de Carreau. Comment Frank Milton, en Sud, a-t-il gagné CINQ TRÈFLES contre toute défense ?

RÉPONSE

Il fallait évidemment que le Roi de Cœur soit en Ouest et, pour ne pas perdre le 10 de Cœur, il était nécessaire que celui-ci soit sec ou second en Est ou bien que le Valet de Carreau ne soit pas quatrième (afin de pouvoir défendre deux Cœurs du mort sur la Dame de Carreau et le 10 de Carreau affranchi). Mais c'était peu probable car Ouest, qui n'avait qu'un Pique, avait certainement le Valet de Carreau cinquième à l'origine et probablement trois ou quatre Cœurs par R. 10. Cependant, si Ouest était gardé dans les couleurs rouges, il devenait possible de le serrer à condition d'avoir dix levées sûres en coupant deux Piques (mort inversé), c'est-à-dire en faisant au total deux coupes à Pique, deux Cœurs, trois Carreaux et trois Trèfles du mort. Ainsi, après avoir coupé le 10 de Pique et fait tomber l'As d'atout, Milton a pris la contre-attaque à Carreau d'Est avec l'As de Carreau, puis il est monté au mort à l'As pour couper une dernière fois le Pique, et il a joué la Dame de Cœur couverte par le Roi et l'As de Cœur, et enfin tous les atouts du mort :

♥ 9408 ♠ 10
♠ 8010
Sur le 10 de Trèfle et la défausse du 8 de Cœur, Ouest a été serré...

DÉFENSE
A LONGUE PORTÉE

Le jeu de la défense est un art qui nécessite d'imaginer le déroulement du coup à plusieurs levées de distance. La donne suivante est typique. Elle a été jouée au cours du match Finlande-Pologne du championnat d'Europe de Plovdiv. Mettez-vous en Ouest à la place du junior polonais Jassen, qui ne voyait que son jeu et celui du mort (Nord).

♠ RV8
♥ 94
♦ R1085
♣ 7632

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Sud Nord Est Sud
Jassen Salomaa Klemacki Ujala
3 ♠ contre passe 3 ♠
passe 4 ♠ passe

Ouest a attaqué l'As de Cœur, puis le Roi de Cœur (sur lequel est tombée la Dame de Cœur seconde de Sud), comment Jassen a-t-il ensuite joué pour faire chuter QUATRE PIQUES ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

L'ouverture conventionnelle de « 1 Trèfle » promettait simplement un minimum de 17 points sans indication de couleur ou de distribution. Le contre de « 3 Cœurs » montrait 7 à 10 points, et « 3 Piques » annonçait une couleur d'au moins quatre cartes.

COURRIER
DES LECTEURS

« Le Code des tournois doit-il s'appliquer à la partie libre, notamment pour les 100 points supplémentaires à partir de la quatrième levée contre non vulnérable ? » demande Roger Hassan.

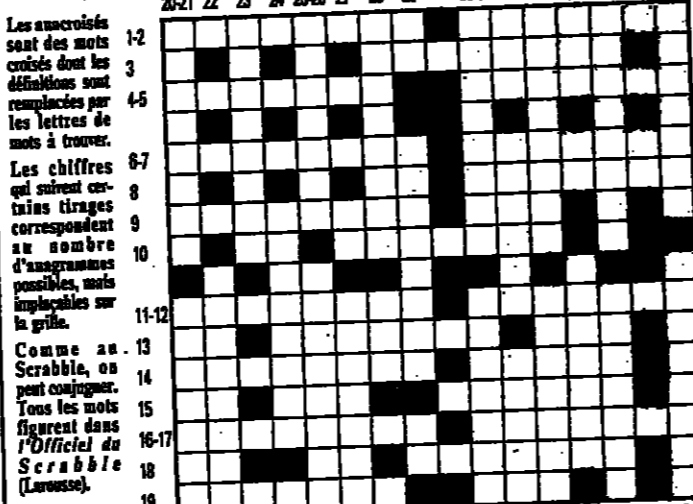
Le Code des tournois, dont la dernière édition date de 1987, n'a rien à voir avec le Code de « Rubber Bridge » qui a été promulgué en 1980. Celui-ci sera peut-être légèrement modifié en 1995, mais il est peu vraisemblable que le barème des levées de chute soit changé.

Philippe Brugnon



Anacrosés

n° 647



HORIZONTALEMENT

1. ADEIORS (+ 3). - 2. AFFOIR (+ 1). - 3. DEHIOZ.
4. AAEINRU. - 5. AEILOS.
6. AACGNOS. - 7. ABINSU (+ 1).
8. EEEILRS (+ 2). - 9. EMOS.
10. EEEILRS (+ 3).
11. AEILQUV. - 12. EIRRTU.
13. CEINNS (+ 1). - 14. BEIOORT.
15. AEOPRS (+ 4). - 16. BEIINS.
17. CEINRS. - 18. AELIST (+ 2).
19. EEFIR.

VERTICALEMENT

20. AAEGLMM. - 21. ABEERS (+ 2).
22. AIOQSTU (+ 1).
23. EORSSTU. - 24. CEILOSS.
25. EONPRS. - 26. ABEIRTV.
27. AEILNN. - 28. ADEINRU.
29. AAEINSUX. - 30. AEIOR.
31. AAEERS (+ 3).
32. DEENRT (+ 3).
33. BEILRS.
34. EENNS (+ 1).
35. CIOEST.
36. AEEILNT. - 37. EENST.
38. AEEIPSS (+ 2).
39. EEEKRTU.

SOLUTION DU N° 646

1. GRIVOISE. - 2. PEDALES (DESALPE PELADES).
3. EUDISTE (DUITEES ETUDIES SEDUITE).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1418

Championnat du monde junior, Santiago, 1990.

Blancs : Hochar.

Noirs : Chirov.

Défense Nimzo-indienne.

1. e4 c5 2. d4 cxd4 3. e5 f6 4. e6 d5 5. f4 e6 6. f5 d6 7. f6 e7 8. f7 d7 9. f8 d8 10. f9 d9 11. f10 d10 12. f11 d11 13. f12 d12 14. f13 d13 15. f14 d14 16. f15 d15 17. f16 d16 18. f17 d17 19. f18 d18 20. f19 d19 21. f20 d20 22. f21 d21 23. f22 d22 24. f23 d23 25. f24 d24 26. f25 d25 27. f26 d26 28. f27 d27 29. f28 d28 30. f29 d29 31. f30 d30 32. f31 d31 33. f32 d32 34. f33 d33 35. f34 d34 36. f35 d35 37. f36 d36 38. f37 d37 39. f38 d38 40. f39 d39 41. f40 d40 42. f41 d41 43. f42 d42 44. f43 d43 45. f44 d44 46. f45 d45 47. f46 d46 48. f47 d47 49. f48 d48 50. f49 d49 51. f50 d50 52. f51 d51 53. f52 d52 54. f53 d53 55. f54 d54 56. f55 d55 57. f56 d56 58. f57 d57 59. f58 d58 60. f59 d59 61. f60 d60 62. f61 d61 63. f62 d62 64. f63 d63 65. f64 d64 66. f65 d65 67. f66 d66 68. f67 d67 69. f68 d68 70. f69 d69 71. f70 d70 72. f71 d71 73. f72 d72 74. f73 d73 75. f74 d74 76. f75 d75 77. f76 d76 78. f77 d77 79. f78 d78 80. f79 d79 81. f80 d80 82. f81 d81 83. f82 d82 84. f83 d83 85. f84 d84 86. f85 d85 87. f86 d86 88. f87 d87 89. f88 d88 90. f89 d89 91. f90 d90 92. f91 d91 93. f92 d92 94. f93 d93 95. f94 d94 96. f95 d95 97. f96 d96 98. f97 d97 99. f98 d98 100. f99 d99 101. f100 d100 102. f101 d101 103. f102 d102 104. f103 d103 105. f104 d104 106. f105 d105 107. f106 d106 108. f107 d107 109. f108 d108 110. f109 d109 111. f110 d110 112. f111 d111 113. f112 d112 114. f113 d113 115. f114 d114 116. f115 d115 117. f116 d116 118. f117 d117 119. f118 d118 120. f119 d119 121. f120 d120 122. f121 d121 123. f122 d122 124. f123 d123 125. f124 d124 126. f125 d125 127. f126 d126 128. f127 d127 129. f128 d128 130. f129 d129 131. f130 d130 132. f131 d131 133. f132 d132 134. f133 d133 135. f134 d134 136. f135 d135 137. f136 d136 138. f137 d137 139. f138 d138 140. f139 d139 141. f140 d140 142. f141 d141 143. f142 d142 144. f143 d143 145. f144 d144 146. f145 d145 147. f146 d146 148. f147 d147 149. f148 d148 150. f149 d149 151. f150 d150 152. f151 d151 153. f152 d152 154. f153 d153 155. f154 d154 156. f155 d155 157. f156 d156 158. f157 d157 159. f158 d158 160. f159 d159 161. f160 d160 162. f161 d161 163. f162 d162 164. f163 d163 165. f164 d164 166. f165 d165 167. f166 d166 168. f167 d167 169. f168 d168 170. f169 d169 171. f170 d170 172. f171 d171 173. f172 d172 174. f173 d173 175. f174 d174 176. f175 d175 177. f176 d176 178. f177 d177 179. f178 d178 180. f179 d179 181. f180 d180 182. f181 d181 183. f182 d182 184. f183 d183 185. f184 d184 186. f185 d185 187. f186 d186 188. f187 d187 189. f188 d188 190. f189 d189 191. f190 d190 192. f191 d191 193. f192 d192 194. f193 d193 195. f194 d194 196. f195 d195 197. f196 d196 198. f197 d197 199. f198 d198 200. f199 d199 201. f200 d200 202. f201 d201 203. f202 d202 204. f203 d203 205. f204 d204 206. f205 d205 207. f206 d206 208. f207 d207 209. f208 d208 210. f209 d209 211. f210 d210 212. f211 d211 213. f212 d212 214. f213 d213 215. f214 d214 216. f215 d215 217. f216 d216 218. f217 d217 219. f218 d218 220. f219 d219 221. f220 d220 222. f221 d221 223. f222 d222 224. f223 d223 225. f224 d224 226. f225 d225 227. f226 d226 228. f227 d227 229. f228 d228 230. f229 d229 231. f230 d230 232. f231 d231 233. f232 d232 234. f233 d233 235. f234 d234 236. f235 d235 237. f236 d236 238. f237 d237 239. f238 d238 240. f239 d239 241. f240 d240 242. f241 d241 243. f242 d242 244. f243 d243 245. f244 d244 246. f245 d245 247. f246 d246 248. f247 d247 249. f248 d248 250. f249 d249 251. f250 d250 252. f251 d251 253. f252 d252 254. f253 d253 255. f254 d254 256. f255 d255 257. f256 d256 258. f257 d257 259. f258 d258 260. f259 d259 261. f260 d260 262. f261 d261 263. f262 d262 264. f263 d263 265. f264 d264 266. f265 d265 267. f266 d266 268. f267 d267 269. f268 d268 270. f269 d269 271. f270 d270 272. f271 d271 273. f272 d272 274. f273 d273 275. f274 d274 276. f275 d275 277. f276 d276 278. f277 d277 279. f278 d278 280. f279 d279 281. f280 d280 282. f281 d281 283. f282 d282 284. f283 d283 285. f284 d284 286. f285 d285 287. f286 d286 288. f287 d287 289. f288 d288 290. f289 d289 291. f290 d290 292. f291 d291 293. f292 d292 294. f293 d293 295. f294 d294 296. f295 d295 297. f296 d296 298. f297 d297 299. f298 d298 300. f299 d299 301. f300 d300 302. f301 d301 303. f302 d302 304. f303 d303 305. f304 d304 306. f305 d305 307. f306 d306 308. f307 d307 309. f308 d308 310. f309 d309 311. f310 d310 312. f311 d311 313. f312 d312 314. f313 d313 315. f314 d314 316. f315 d315 317. f316 d316 318. f317 d317 319. f318 d318 320. f319 d319 321. f320 d320 322. f321 d321 323. f322 d322 324. f323 d323 325. f324 d324 326. f325 d325 327. f326 d326 328. f327 d327 329. f328 d328 330. f329 d329 331. f330 d330 332. f331 d331 333. f332 d332 334. f333 d333 335. f334 d334 336. f335 d335 337. f336 d336 338. f337 d337 339. f338 d338 340. f339 d339 341. f340 d340 342. f341 d341 343. f342 d342 344. f343 d343 345. f344 d344 346. f345 d345 347. f346 d346 348. f347 d347 349. f348 d348 350. f349 d349 351. f350 d350 352. f351 d351 353. f352 d352 354. f353 d353 355. f354 d354 356. f355 d355 357. f356 d356 358. f357 d357 359. f358 d358 360. f359 d359 361. f360 d360 362. f361 d361 363. f362 d362 364. f363 d363 365. f364 d364 366. f365 d365 367. f366 d366 368. f367 d367 369. f368 d368 370. f369 d369 371. f370 d370 372. f371 d371 373. f372 d372 374. f373 d373 375. f374 d374 376. f375 d375 377. f376 d376 378. f377 d377 379. f378 d378 380. f379 d379 381. f380 d380 382. f381 d381 383. f382 d382 384. f383 d383 385. f384 d384 386. f385 d385 387. f386 d386 388. f387 d387 389. f388 d388 390. f389 d389 391. f390 d390 392. f391 d391 393. f392 d392 394. f393 d393 395. f394 d394 396. f395 d395 397. f396 d396 398. f397 d397 399. f398 d398 400. f399 d399 401. f400 d400 402. f401 d401 403. f402 d402 404. f403 d403 405. f404 d404 406. f405 d405 407. f406 d406 408. f407 d407 409. f408 d408 410. f409 d409 411. f410 d410 412. f411 d411 413. f412 d412 414. f413 d413 415. f414 d414 416. f415 d415 417. f416 d416 418. f417 d417 419. f418 d418 420. f419 d419 421. f420 d420 422. f421 d421 423. f422 d422 424. f423 d423 425. f424 d424 426. f425 d425 427. f426 d426 428. f427 d427 429. f428 d428 430. f429 d429 431. f430 d430 432. f431 d431 433. f432 d432 434. f433 d433 435. f434 d434 436. f435 d435 437. f436 d436 438. f437 d437 439. f438 d438 440. f439 d439 441. f440 d440 442. f441 d441 443. f442 d442 444. f443 d443 445. f444 d444 446. f445 d445 447. f446 d446 448. f447 d447 449. f448 d448 450. f449 d449 451. f450 d450 452. f451 d451 453. f452 d452 454. f453 d453 455. f454 d454 456. f455 d455 457. f456 d456 458. f457 d457 459. f458 d458 460. f459 d459 461. f460 d460 462. f461 d461 463. f462 d462 464. f463 d463 465. f464 d464 466. f465 d465 467. f466 d466 468. f467 d467 469. f468 d468 470. f469 d469 471. f470 d470 472. f471 d471 473. f472 d472 474. f473 d473 475. f474 d474 476. f475 d475 477. f476 d476 478. f477 d477 479. f478 d478 480. f479 d479 481. f480 d480 482. f481 d481 483. f482 d482 484. f483 d483 485. f484 d484 486. f485 d485 487. f486 d486 488. f487 d487 489. f488 d488 490. f489 d489 491. f490 d490 492. f491 d491 493. f492 d492 494. f493 d493 495. f494 d494 496. f495 d495 497. f496 d496 498. f497 d497 499. f498 d498 500. f499 d499 501. f500 d500 502. f501 d501 503. f502 d502 504. f503 d503 505. f504 d504 506. f505 d505 507. f506 d506 508. f507 d507 509. f508 d508 510. f509 d509 511. f510 d510 512. f511 d511 513. f512 d512 514. f513 d513 515. f514 d514 516. f515 d515 517. f516 d516 518. f517 d517 519. f518 d518 520. f519 d519 521. f520 d520 522. f521 d521 523. f522 d522 524. f523 d523 525. f524 d524 526. f525 d525 527. f526 d526 528. f527 d527 529. f528 d528 530. f529 d529 531. f530 d530 532. f531 d531 533. f532 d532 534. f533 d533 535. f534 d534 536. f535 d535 537. f536 d536 538. f537 d537 539. f538 d538 540. f539 d539 541. f540 d540 542. f541 d541 543. f542 d542 544. f543 d543 545. f544 d544 546. f545 d545 547. f546 d546 548. f547 d547 549. f548 d548 550. f549 d549 551. f550 d550 552. f551 d551 553. f552 d552 554. f553 d553 555. f554 d554 556. f555 d555 557. f556 d556 558. f557 d557 559. f558 d558 560. f559 d559 561. f560 d560 562. f561 d561 563. f562 d562 564. f563 d563 565. f564 d564 566. f565 d565 567. f566 d566 568. f567 d567 569. f568 d568 570. f569 d569 571. f570 d570 572. f571 d571 573. f572 d572 574. f573 d573 575. f574 d574 576. f575 d575 577. f576 d576 578. f577 d577 579. f578 d578 580. f579 d579 581. f580 d580 582. f581 d581 583. f582 d582 584. f583 d583 585. f584 d584 586. f585 d585 587. f586 d586 588. f587 d587 589. f588 d588 590. f589 d589 591. f590 d590 592. f591 d591 593. f592 d592 594. f593 d593 595. f594 d594 596. f595 d595 597. f596 d596 598. f597 d597 599. f598 d598 600. f599 d599 601. f600 d600 602. f601 d601 603. f602 d602 604. f603 d603 605. f604 d604 606. f605 d605 607. f606 d606 608. f607 d607 609. f608 d608 610. f609 d609 611. f610 d610 612. f611 d611 613. f612 d612 614. f613 d613 615. f614 d614 616. f615 d615 617. f616 d616 618. f617 d617 619. f618 d618 620. f619 d619 621. f620 d620 622. f621 d621 623. f622 d622 624. f623 d623 625. f624 d624 626. f625 d625 627. f626 d626 628. f627 d627 629. f628 d628 630. f629 d629 631. f630 d630 632. f631 d631 633. f632 d632 634. f633 d633 635. f634 d634 636. f635 d635 637. f636 d636 638. f637 d637 639. f638 d638 640. f639 d639 641. f640 d640 642. f641 d641 643. f642 d642 644. f643 d643 645. f644 d644 646. f645 d645 647. f646 d646 648. f647 d647 649. f648 d648 650. f649 d649 651. f650 d650 652. f651 d651 653. f652 d652 654. f653 d653 655. f654 d654 656. f655 d655 657. f656 d656 658. f657 d657 659. f658 d658 660. f659 d659 661. f660 d660 662. f661 d661 663. f662 d662 664. f663 d663 665. f664 d664 666. f665 d665 667. f666 d666 668. f667 d667 669. f668 d668 670. f669 d669 671. f670 d670 672. f671 d671 673. f672 d672 674. f673 d673 675. f674 d674 676. f675 d675 677. f676 d676 678. f677 d677 679. f678 d678 680. f679 d679 681. f680 d680 682. f681 d681 683. f682 d682 684. f683 d683 685. f684 d684 686. f685 d685 687. f686 d686 688. f687 d687 689. f688 d688 690. f689 d689 691. f690 d690 692. f691 d691 693. f692 d692 694. f693 d693 695. f694 d694 696. f695 d695 697. f696 d696 698. f697 d697 699. f698 d698 700. f699 d699 701. f700 d700 702. f701 d701 703. f702 d702 704. f703 d703 705. f704 d704 706. f705 d705 707. f706 d706 708. f707 d707 709. f708 d708 710. f709 d709 711. f710 d710 712. f711 d711 713. f712 d712 714. f713 d713 715. f714 d714 716. f715 d715 717. f716 d716 718. f717 d717 719. f718 d718 720. f719 d719 721. f720 d720 722. f721 d721 723. f722 d722 724. f723 d723 725. f724 d724 726. f725 d725 727. f726 d726 728. f727 d727 729. f728 d728 730. f729 d729 731. f730 d730 732. f731 d731 733. f732 d732 734. f733 d733 735. f734 d734 736. f735 d735 737. f736 d736 738. f737 d737 739. f738 d738 740. f73

TABLE

Les choucroutes

La choucroute nous vient... d'Allemagne ? Que non pas ! Mais de Chine où trois siècles avant Jésus-Christ l'on faisait macérer dans de l'alcool de riz des feuilles de chou fermentées, enrichies de porc fumé. Puis les Tartares, les Huns (venus chez les autres !) amenèrent les feuilles fermentées de chou en Hongrie d'où elles passèrent en Allemagne pour y gagner leur nom d'herbe aigre : sauerkraut. D'où choucroute.

La choucroute ? Un légume merveilleux, roboratif et sain. Et pourquoi pas ?

...Bien macérée.

Avec des grains de poivre rond.

Pour maintenir la poitrine altérée.

Elle est un solide éperon...

comme rimait Monselet, qui lui donnait le moos pour compère.

Le moos étant un verre de bière et la bière est le biberon de la choucroute encore que celle-ci ait

trouvé, en Alsace, avec le vin du

pays, un exaltant de qualité : blanc ou mieux à mon goût, un pinot rouge bien frais de chez Léon Beyer par exemple.

C'est du reste Léon Beyer, vigneron d'Eguisheim (car la choucroute s'est fait naturaliser française en Alsace) qui m'expliquait que si le chou à choucroute est dit « quintal » il y a plusieurs crues à choucroute à différencier par les points suivants :

a) Sa culture, la variété, le lieu de production, la nature du terrain, le mode de culture et le moment de la récolte.

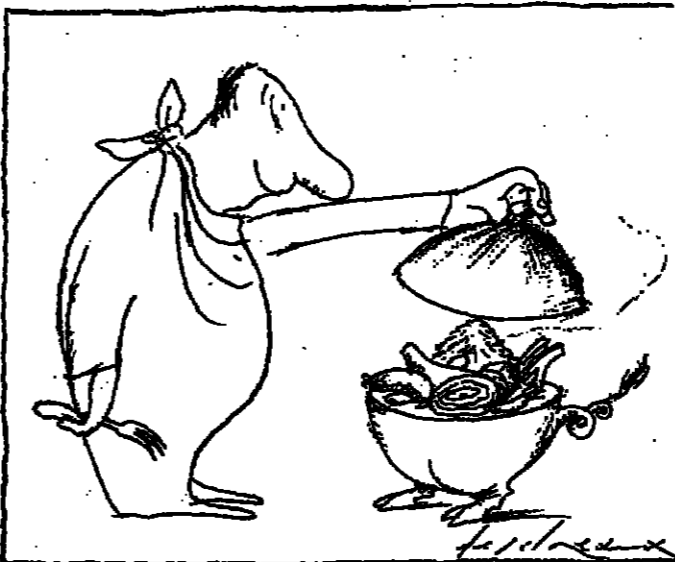
b) Sa fabrication : artisanale (par le paysan et pour son usage personnel, elle est bien meilleure !) ou industrielle (elle peut présenter d'appréciables différences de qualité selon la méthode et les produits employés).

c) Sa cuisson et sa préparation enfin : à ce stade, la différence est plus grande encore.

Et Beyer m'a précisé : « Chez moi, on la cuit entre soixante et quatre-vingt-dix minutes en y ajoutant un ou deux verres de blanc bien sec du pays. Elle doit être craquante, ne jamais être recuite et est meilleure nouvelle, c'est-à-dire en début de saison avant de jaunir et d'attraper un goût trop prononcé. »

Voilà qui concrétise mon humble avis : une bonne choucroute doit être blonde verte, craquante et sans un atome de graisse. C'est pourquoi elle est rarement bonne dans les brasseries où elle traîne à réchauffer sur un coin du fourneau.

Pour le reste, l'accompagnement est un choix : palette, jambon cuit, lard maigre, cervelas, saucisses variées, voire boudin noir. Les pommes de terre sont-elles indispensables ? Les adresses



en Alsace sont évidemment nombreuses. A Strasbourg on ira à la Maison Kammerzell (place de la Cathédrale) ne serait-ce que pour la tradition, mais on notera aussi l'Alsace à Table (rue des Francs-Bourgeois). On aimera la choucroute de l'Ami Schütz, près de La Petite France tandis qu'à Ammerschwihr il faut découvrir l'Arbre Vert (rue des Cigognes) et

le Caveau d'Eguisheim, au cœur du vignoble.

Mais à Paris ? J'indiquerais seulement la Taverne (24, boulevard des Italiens, tél. : 47-70-16-64) et son orchestre noctambule et la chère Andrée Baumann, la reine du folklore gourmand (64, avenue des Termes, tél. : 45-74-16-66) avec sa choucroute paysanne, sa chou-

croute des Halles (queue, oreille et pied de cochon panés), sa choucroute au jambonneau, au pot-au-feu, au confit de canard. Et notes que de 9 heures du matin à 1 heure du matin on peut l'emporter, ce qui est bien pratique pour un repas improvisé.

Cela vient de m'arriver l'autre semaine et j'ai ainsi soupé d'un plateau d'huitres et d'une « paysanne » signée Andrée Baumann, arrosée d'un Gewurtztraminer « cuvée des Cordiers » 1989 de chez Ernest Bronner à Riquewihr de ma cave. Un vrai plaisir gourmand. Comment ne pas le dédier à la charmante Andrée ?

La Reynière

P.S. La choucroute de poissons est à la mode. Pourquoi pas ? Elle figure à la carte Baumann mais on me permettra d'aller chez Gisèle Berger (la Bonne Table, 119, boulevard Jean-Jaures à Clichy, tél. : 47-37-38-79).

Petits fours

Le 6 juillet de l'année 1929, lors d'un souper privé de M^{me} de Rothschild au château de Boulogne, lady Morgan put voir les fastes d'une réception ordonnée par Antonin Carême. La table, selon les principes du temps, est ornée - outre le linge, les fleurs et la porcelaine fine - de multiples pièces composées. L'une d'elles est une « corne d'abondance » en sucre filé, d'où s'échappe une variété infinie de « petits fours ». Pourquoi ce nom ? Parce que ces petites pièces, à la différence des « grosses pièces » du repas - rôtis, gibiers et poissons - sont « saignées à grand four », sont cuites à la suite, à feu doux et à une température propice à la cuisson des pâtes délicates et des gâteaux minuscules, à « petit four ».

On les nomme aussi mignardises, petites beautés, et leur nomenclature dans le *Cuisinier moderne* de Gustave Garlin, natif de Tonnellerie, atteint vers 1880 le chiffre de plusieurs centaines. A côté de la corne d'abondance - évocation mythologique dont le dix-neuvième siècle, jusqu'à Escoffier, restera friand - figure un croquebouche, assemblage de petits apprêts alternés, en couches artistiquement variées. Ils sont constitués principalement de fonds de génioise, de biscuit moelleux ou de nougatine décorés de crème ou de meringue, ornés de fleurs d'orange et couronnés d'un plumet d'or. L'Empire a tant aimé le galon et l'ornement, remarque Balzac, que la tradition se maintient, ô paradoxe, sous la Restauration.

Suivra, sur une porcelaine de Meissen, une pyramide de choux et d'éclairs agencés « à l'ancienne », petits éclairs longs dits carolines et pets-de-nonnettes. La table est déjà munificente. Un pâté de sanglier voisine avec une coupe à trois étages de nougatine, garnie de tartelettes aux fruits rares, de petits savarins à l'orange et de macarons fourrés à la pistache. Il y a même un « temple de l'amour » avec une fontaine en sucre bleu.

Antonin Carême est, à l'évidence, le meilleur pâtissier du temps, et par ses compositions puisées au Cabinet des antiques, il sait agencer - tel l'architecte - la table et l'espace de la fête. L'illusion d'abondance et de variété infinie, qui nous plonge au cœur des contes de fées de l'enfance racontés par M^{me} d'Aulnoy, est donnée par ces milliers de petites pièces, si habilement apprêtées. L'architecture ne serait-elle, selon Carême, qu'une « branche méconnue de la pâtisserie » ? Les petits fours avaient trouvés, jour-là, leurs lettres de noblesse : Le peuple participe aussi de ces bacchanales, même s'il n'est pas admis à l'innocence empyrée, où brillent à cette époque les feux de la haute cuisine.

La vanille et le chocolat sont - tout au long du dix-neuvième siècle - les traces de ce luxe que conservera longtemps la mémoire populaire. Elle ignore, selon Balzac toujours, « le luxe de la salle à manger et ses dîners parfumés à la truffe », mais les petits et les humbles travaillent dans l'ombre au triomphe de la table. Ils en conservent la mémoire, même s'ils se nourrissent chez le « regrattier ».

De nos jours, les petits fours sont également saillés : croustades aux champignons ou au caviar, diamants, allumettes ou « arlettes », gougères au persil ou aux échalotes ; la variété est multiple pour le plaisir des yeux. Le travail, n'en doutons pas, est considérable et les prix élevés : à Paris les petits fours sont la plus onéreuse des pâtisseries, de 200 F à 350 F le kilo. Chez Gaston Lenôtre, à Plaisir, c'est une tâche confiée aux Meilleurs Ouvriers de France. L'un d'eux, Christian Ignace, rappelle que, « si les petits fours sont les mois, le cuisinier en est le poète ». A lui d'ordonner la composition de la fête. Cet art est maintenu vivant chez Vigneau-Demarest (105-107, rue de Sèvres, 75006 Paris, tél. : 42-22-23-23), maison centenaire qui trans-

cende la banalité du métier de traiteur par des créations rustiques : petits crabs farcis, mini-rouleaux de printemps, sushis assortis, samoussa de bœuf, feuilletés d'escargots, dim sum, poulet à la citronnelle, pains-surprises et canapés.

Belle est classer les treize desserts de Noël de Provence parmi les petits fours ? Rien n'est moins sûr. A défaut de l'avis autorisé de Louis Slaud, libraire et gastronome avignonnais, la litane des desserts du peuple de Mistral n'est plus réservée aujourd'hui au berger des Alpes ou à la princesse des Baux. A Paris, la tradition est maintenue à la Marée (1, rue Daru, 75008 Paris) : ce sont les desserts du jour. Ils sont servis en abondance chez Pile ou Face (52 bis, rue N.D.-des-Victoires, 75002 Paris) et à l'Arpège (84, rue de Varenne, 75007 Paris), l'une des grandes tables parisiennes du moment. Chez Robert Abraham à Saint-Malo (4, chaussée du Sillon), on les appelle les « douceurs de la maison », qui en compte bien d'autres.

Vous composerez le buffet le plus insolite avec les *tsabaki mochi*, pâtes à la cannelle entre deux feuilles de camélia, et les farines de riz et d'agar-agar de Toraya (10, rue Saint-Florentin 75001 Paris), fournisseur de la famille impériale du Japon depuis le huitième siècle ! Charles Martel ignorait à cette époque que son patronyme, à l'enseigne de Charly de Bab-el-Oued, servirait au commerce du couscous. Les admirables bouchées « orientales » de Noura (27, av. Marceau, 75016 Paris) s'imposent dans tout buffet méditerranéen. Les petits fours « classiques » viennent de chez Mulot (76, rue de Seine, 75006 Paris) et de chez Ladurée (16, rue Royale, 75008 Paris). Ils se dégustent, selon les conseils de M. Bailly des Caves du Marais (62-64, rue François-Miron, 75004 Paris) avec un rivesaltes de vingt ans d'âge de chez Sarda Mallet.

Jean-Claude Ribaut

Semaine gourmande

La Carafe

Moules marinière, boudin normand en l'air, fromage, un quart de vin. Ou encore : œufs durs mayonnaise, brochette d'agneau, crème caramel, un quart de vin pour 105 F. Et tout cela bien servi et bon ! De quoi faire honte aux usines à bouffe et autres assiettes de surgelés.

C'est ici, dans un décor bon enfant, avec les glaces « parlantes » (entrées du moment et suggestions du jour au blanc d'Espagne), un pot-au-feu quotidien (servi dans une casserole de cuivre : trois viandes et os à moelle) à 88 F, un Lille, apéritif obsolete et savoureux, des vins de pays en carafe (à partir de 39 F) permettant midi et soir des additions entre 150 F et 200 F dans une salle chaude de cordialité, où l'on vous servira jusqu'à 23 heures. Yan Collin, le patron, ayant l'œil à tout (le lundi, son fils, qui se perfectionne en cuisine chez Lasserre, est présent ici !). Une des bonnes petites adresses d'un Paris éternel.

► La Carafe, 198, bd Malesherbes, 17^e. Tél. : 46-22-93-98. Fermé samedi midi et dimanche. Carte bleue. Chiens acceptés.

Le Périgord à Asnières

Ce très agréable restaurant (parking privé) des quais d'Asnières, récemment restauré, mérite le petit détour. En cuisine, Marcel Gougeon, Breton bretonnant, ajoutant aux parfums de l'enseignement (foie gras, confits, aiguillettes de magret, fricassée d'escargots) les huîtres en chaud-froid océane, les saint-jacques en saumon au sauternes, l'escalope de saumon à l'oseille, etc.

Une symphonie de desserts autour du pruneau nous ramène au Périgord, entre autres bons desserts. Une honnête carte des vins (la cave de la semaine), un service féminin agréable sous la houlette des patrons, M^{me} et M. Pierre Fréville. Compter 350/400 F.

► Le Périgord, 3/5, quai Aulagnier à Asnières (92500). Tél. : 47-90-19-86. Fermé samedi et dimanche. C.B.-A.E. Chiens acceptés.

Miettes

Chapons. Parlant du chapon (de Bresse et de Loué), j'ai omis de citer les chapons de Saint-Sever, relancés il y a une quinzaine d'années par les Fermiers landais. Ainsi que ceux de Jansé (en Ille-et-Vilaine).

20^e anniversaire. On le fêtera dès aujourd'hui, au 6 de la rue Mabillon. Ce sera en effet les vingt ans de Chez Guy, le restaurant breton (lauréat du Prix Maro-Polo-Casanova) : vingt ans de bonne fécunda sur un air de samba chez la jolie Cléa de Oliveira !

Soirées et Musique. Au Coin de rue (88, rue Lepic - tél. : 42-58-50-72), France Reynac perpétue en son restaurant « musical et gastronomique » le souvenir d'un Montmartre d'hier. Bonne cuisine chaque soir du chef Hervé Thomazo. Tandis que, dans la cave du Soudade (34, rue des Bourdonnais - tél. : 42-36-03-55), on pourra désormais, soit après dîner, soit après le théâtre, souper ou se contenter d'un verre des incomparables vignettes d'O Porto de la maison (des millésimes 1900 à aujourd'hui) en écoutant du fado, pour les fins de semaine.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 93-39-03-12
Fax 93-39-12-42

A deux pas du Palais des Congrès. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
30 CHAMBRES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-37-62-55 - Tél. 47-64-10
Téléphone 93-16-17-99

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-39-39-80
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, clim. Téléphones direct, minibar.

Paris

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
Hôtel HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire Sunnegga. Chambres avec balcon - cuisine - bar - bain - w.c. - radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée gratuite dans une piscine couverte. Prix spéciaux en janvier à partir de 75 FS (env. FF 315) en demi-pension.
Téléphone : 1941/28/67-03, Annelle R. Perren, fax 1941/28/67 50 14.

TOURISME

SKI DE FOND
Haut Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme fraise-compteur du XVIII^e, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec a. de bus, w.c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. max. tables d'hôte. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pâtisseries, pâtisseries, pain à glace, confiture. VTT. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 300 F à 2 750 F pers/semaine. Renseignements et réservations (16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

| CHAMPS-ÉLYSÉES | GODELIUS | PORTES D'ORLÉANS ALEXIS |
|--|--|---|
| RELAIS BELLMAN, 37, r. François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. | ENTOTTO 42-48-31-7. 14, r. L.-M. Nollet, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes. | ESPACE ST-GOTHARD, 45-38-52-58 6, rue d'Alsie (14 ^e). F. dim. soir. Spéc. poissons. Fruits de mer. Viandes d'un chef du Périgord. |
| 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE, 1 ^{er} étage FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ | REUILLY DIDEROT SAPNA 16, r. de Charanton, 13 ^e F. midi 43-46-73-33 Musique, danse indienne. Cuisine raffinée. | SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6 ^e) Fdim 43-25-77-66 Alex aux fourneaux. |

APPRENDRE L'ALLEMAND EN AUTOCOURS
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS VALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 semaines du 8 juillet au 21 septembre
Cours pour débutants et avancés.
Laboratoire de langues.
Excursions, soirées.
Age minimum 16 ans.
Droits d'inscription et de cours pour 4 sem. : AS 3 400 (env. FF 1 650).
Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 sem. : AS 8 800 (env. FF 4 200).
Programme détaillé : Wiener Internationale Hochschulestrasse 4-1010 Wien Universität.

GASTRONOMIE

Les nombreuses personnalités qui fréquentent assiduellement le quartier de Saint-Germain-des-Prés, il y a vingt ans, sont en train de se donner rendez-vous, à partir de la semaine prochaine, dans le restaurant brésilien situé au 6 de la rue Mabillon. GUY et CLÉA, les heureux propriétaires les ont en effet invités à de chaleureuses retrouvailles à l'occasion de leur 20^e anniversaire.

LE SOUFFLÉ
Menu à 190 F
et ses variantes
Menu à 190 F NET
38, rue de MONT-THADOR
tous les 15 jours
Réservation : 42-59-27-19
Fermé le dimanche

DÉCOUVERTE

Pékin-Moscou ou Moscou-Pékin : 7 800 kilomètres de trafic, de troc, de combines en tout genre. Le Transsibérien est devenu le grand boulevard d'une économie parallèle où les tenants du « petit business » le disputent à l'organisation d'une nouvelle race de businessmen. Monnaie officielle : le dollar.

PÉKIN, gare centrale. Comme chaque mercredi, à l'aube, quelques centaines de personnes se retrouvent au pied du Transsibérien et s'installent tant bien que mal pour six jours de rail qui les conduiront à Moscou.

Train chinois (le Transsibérien russe passe par la Mandchourie) bondé de Chinois, de Mongols, de Polonais bien sûr, de Turcs aussi. C'est tout juste si une poignée de nostalgiques excentriques et de routards toujours prêts à avaler du kilomètre arrivent à remplir un wagon. A la poursuite d'un rêve hanté de noms mythiques : Mongolie, Baïkal, Irkoutsk, Novossibirsk, Oural... L'aventure, quoi ! Mais que reste-t-il de la légende du Transsibérien ?

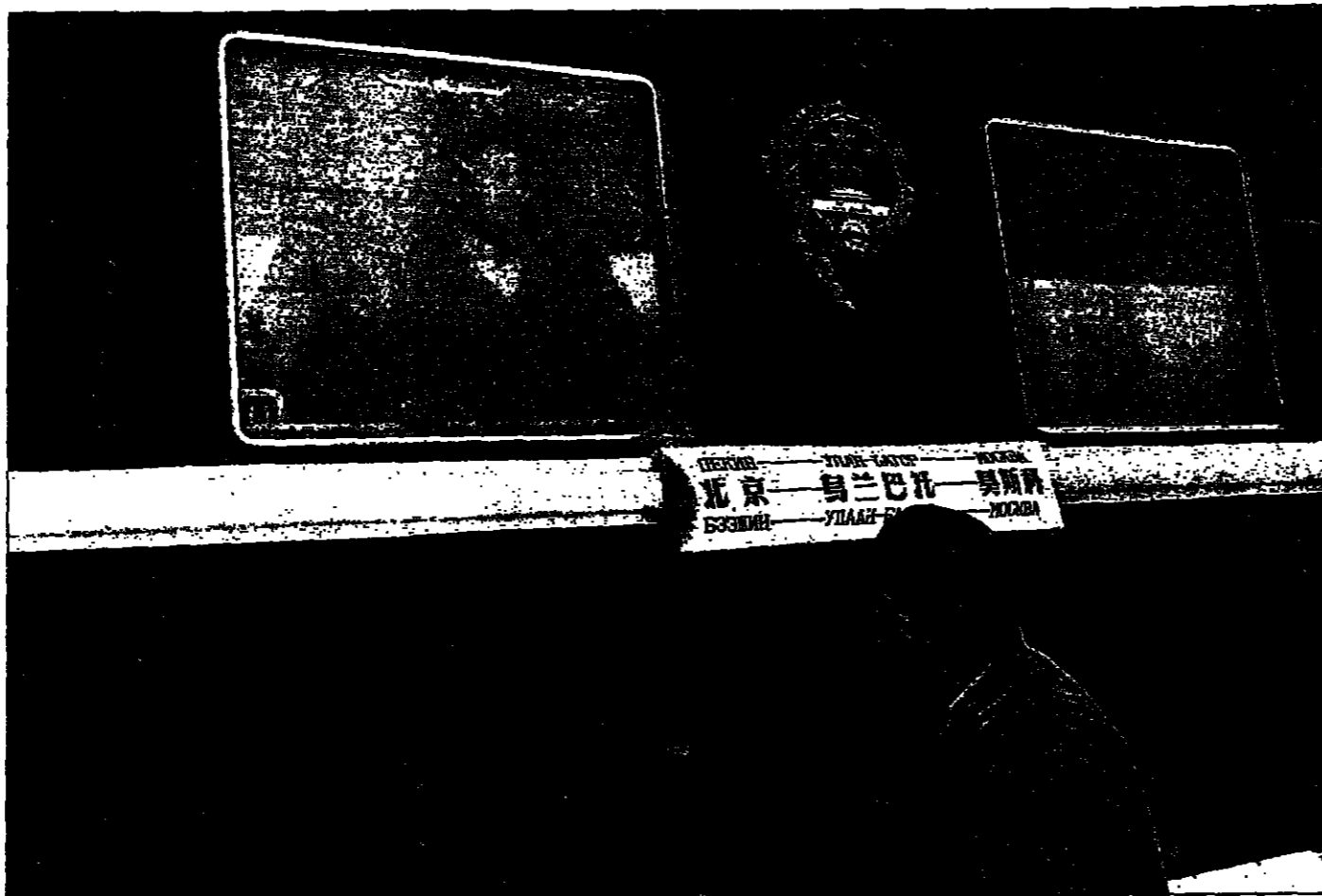
Arriver à Pékin à l'improviste et décider de prendre le Transsibérien comme on prendrait le train, ça paraît simple mais ce n'est pas si simple. Dès l'achat du billet, le ton du voyage est donné. Alors que l'office du tourisme officiel demande des délais de réservation de plusieurs mois, quelques billets vers Moscou, par des réseaux plus ou moins légaux de voyageurs officiels qui organisent en moins d'une semaine votre départ. Mais tout se tient, et pour comprendre comment et pourquoi fonctionnent ces nouveaux intermédiaires du Transsibérien, il faut savoir qu'un formidable trafic s'organise, dans et par ce train, et qu'une demande forte, soluble en dollars, se fait sentir à chaque départ.

Pékin s'éloigne, le train s'en va, nous sommes au kilomètre 7800, il en reste tout autant à parcourir. Après l'excitation du départ, l'heure est à l'appréhension de ce qui va être pour six jours le cadre de vie d'environ trois cents personnes. Le coup est rude pour ceux qui ont en tête les trains d'antan. La révolution prolétarienne a été sans pitié pour les boiseries, le style rococo et autres dorures. Les fameux wagons ont été dépeints de leurs parures bourgeoises et de leurs commodes russes en fourrure de zibeline. Restent les panneaux Formica des années 50.

Quelques heures de route, le convoi franchit la Grande Muraille et grimpe péniblement les contreforts du plateau mongol. La Chine populaire est encore sur nos talons, mais, déjà, le passage symbolique au monde barbare s'accompagne des premiers trafics. Très peu de chose, tout juste quelques Polonais qui jouent au banquier. Le gros de la contrebande est à venir et ce sera surtout au rythme des postes-frontières et des villes traversées que le long dragon chinois, courant, ronflant sur les voies monotones, loin de s'endormir, se mettra à souffler tous ses dollars. Alors, au fil des kilomètres, le curieux réalisme soudain que le célèbre train de voyages est devenu train de marchandises.

Oulan-Bator est en vue. Premier arrêt important depuis le poste-frontière sino-mongol passé la veille. Tout le monde est prêt à profiter des 15 minutes d'arrêt pour se dégourdir. A première vue, la capitale mongole n'est pas très engageante. Tout juste à la mesure de ce que l'on pouvait imaginer d'une ville nouvelle spécialement conçue pour un peuple de nomades à sédentariser.

Sur les quais, c'est la surprise. Pas le moindre camelot, pas le moindre kiosque où acheter de quoi améliorer l'ordinaire. La Chine est déjà loin. Seuls quelques faux voyageurs osent braver les uniformes et tentent d'acheter dollars et autres denrées rares. Mais le cadre est plutôt froid et surveillé, peu propice aux affaires et un pauvre bougre en fait même les frais, qui s'éloigne encadré de deux miliciens. Mais tout va trop



Le gros de la contrebande se fait au rythme des postes-frontières et des villes traversées. Dans l'unique wagon de la classe luxe, flotte la nostalgie des premiers âges du Transsibérien.

Sibérien trans-traffic

vite, la locomotive siffle, on se jure de revenir. Le ciel est d'un bleu limpide. Le temps est plus que vif. Peu à peu les steppes s'estompent et disparaissent dans les forêts du Nord. Dans les limites septentrionales de la Mongolie, des montagnes apparaissent, le train suit une rivière, la nuit tombe, la frontière soviétique sera passée dans la nuit.

Au milieu de cette deuxième nuit de voyage, branie-bas de combat. Les lumières s'allument violemment, les hommes à la toque de feutrine frappée de l'étoile rouge apparaissent, les ordres fusent. Ambiance. Les habitués, prévoyants, ne se sont pas apprêtés pour la nuit tandis que les agents des douanes demandent aux voyageurs désorientés de patienter dans le couloir pendant la fouille. Et pour peu que vous ayez une tête de Turc ou que vous le soyez vous-même, cela peut durer quelques heures.

Cette fois-ci en effet, les foudres des douaniers tomberont sur les têtes plutôt arabes et pas de veine pour le Turc de notre compartiment qui vient de se déclarer simple touriste. Un touriste tombe malencontreusement de ses 250 kilos de bagages. Assez pour éveiller les soupçons du préposé qui démontrera une par une les cloisons du compartiment. Maigre prise pour l'homme en uniforme qui semblait finalement se satisfaire de quelques dizaines de kilos de pertes chinoises enfouies dans des mètres et des mètres d'étoffe de soie : des perles de culture en eau douce, pas vraiment jolies, pas vraiment chères mais dont l'intégralité, moins 250 grammes, sera saisie. Mauvaise nuit pour le « touriste », mais tout n'est pas perdu, il lui reste sa soie blanche.

Ce qui s'est produit pour notre Turc s'est répété dans la nuit tout au long du train. Ce matin, quatre d'entre eux se retrouvent pour commenter le passage de la douane. Cette fois-ci, le plus grand obstacle est franchi, les jeux sont faits et ils laissent volontiers deviner à ceux qui ne l'auraient pas encore compris qu'ils ne sont pas de simples touristes mais des passagers faisant un « petit business ». Beaucoup vivent bel et bien de ce trafic au long cours. Chacun sa filière, chacun son créneau. Pour les Turcs, se sont les étoffes. Délaissant les pistes de Samarcande, ils ont dessiné une nouvelle route de la soie. Une route rapide filant nord-ouest sur un chemin de fer, destination Istanbul via Moscou. Autre surprise, ces passeurs que nous prenions pour des Turcs sont en fait des Ouzbeks originaires de la province chinoise du Xinjiang.

Aucun de nos passeurs ne semble vouloir s'efforcer à faire ce travail éreintant, mais les affaires ont l'air suffisamment juteuses pour leur faire oublier ces semaines passées à dormir sur

leurs ballots dans les gares glaciales, et à supporter les brimades des douaniers. Des personnages souvent hauts en couleur et au destin assez extraordinaire d'hommes décidés à se sortir de la misère. Halmehmat fait ce trafic depuis cinq ans. Ses parents, dans les années 40, ont fui le Xinjiang pour s'installer à Bombay. Lui aura fait son chemin jusqu'à Istanbul et finira par installer sa famille à New-York, où il réussit à ouvrir un petit restaurant. Il compte encore sur une année de trafic pour amasser de quoi s'agrandir. « Après, je m'arrêterai ».

Mais, pour l'heure, jouant de ses passeports, indien et turc, et de son permis de travail américain qu'il sortira fièrement, il lui faut

changer et de leur commerce en hard currencies, les rois du trafic, comme ils sont surnommés, s'organisent à merveille. Ils sont allés à Pékin acheter des vêtements et, curieusement, des chaussures de sport. Ils reviendront au pays chargés comme des baudets. Les affaires ne doivent pas être mauvaises puisque bon nombre d'entre eux se permettent de prendre l'avion d'Irkoutsk à Varsovie, via Moscou. Le train, c'est un peu lent pour ces businessmen pressés, alors que le billet d'avion Irkoutsk-Moscou ne coûte pas plus de 80 roubles pour les citoyens des pays frères, soit 4 dollars au marché noir.

Pour ceux qui restent, c'est l'effervescence. Le train stoppe. Quinze minutes d'arrêt, pas une



plus pour vaquer à ses affaires. Dans un des wagons occupés par des Chinois, les fenêtres se sont déverrouillées comme par enchantement et déjà un groupe de Soviétiques se presse au bas du train. Des mains se tendent, des billets passent, des perles, des vêtements, du ginseng s'échangent rapidement. Sur le quai, quelques familles chinoises, moins professionnelles, vendent de quoi se faire quelques centaines de roubles pour pas cher. L'une échangera des chewing-gums (10 roubles le paquet, salaire moyen 300 roubles), une autre des bijoux de pacotille.

C'est russe, le spectacle ne manque pas de sel. Ici, les semi-pros qui tractent avec conscience, là, les dilettantes. Des jeunes personnes en général, situées plutôt en retrait, mais toujours prêtes à céder n'importe quoi, une montre russe, un ceinturon de l'armée, ou encore un de leurs galurins frappés de l'étoile rouge. Le tout sous le regard parfois menaçant de la police qui se décide tout de même à interpellé de jeunes enfants déjà passés maîtres dans l'art du marchandage. Les véritables pros, quant à eux, ne sont pas restés sur le quai. Ils montent directement dans les voitures, un billet pour la prochaine ville en

poche et, wagon après wagon, proposeront leurs transactions.

Le train repart. Retour à notre compartiment. A peine sommes-nous installés, on frappe à la porte. Un Russe entre et engage son commerce. Parlant un anglais approximatif mais suffisant, il nous propose des parfums français aux marques tout à fait inconnues. Manque de chance, il nous avait pris pour un Polonais avec qui il commerce abondamment. Michael nous expliquera qu'avec les Occidentaux le trafic est limité mais très convivial. Michael, médecin de formation, a abandonné son activité dans l'unique souci de « vivre décemment ».

Voilà tout juste un an qu'il a imaginé et entamé ce jeu qui le classe désormais dans le chaos de l'économie soviétique parmi les spéculateurs et les profiteurs. Habitant Novossibirsk, il s'envole deux fois par mois pour Irkoutsk où il attrape le Transsibérien. En gravisant abondamment la patte d'un des chefs de wagon, il obtient sans problème un compartiment qui lui servira d'entrepôt pour la durée du voyage. Il lui reste alors une dizaine d'heures pour parcourir le train et demander scrupuleusement à chaque voyageur ce qu'il pourrait bien lui acheter, allant jusqu'à convaincre un Américain de se déposséder de sa chemise griffée en échange de quelques grammes de caviar : « J'achète de tout, jeans, tee-shirts, perles, parfums ; je vends très peu dans le train, mais j'écoute le principal de la marchandise collectée à Novossibirsk ». Entre deux trains, il compile son business par la copie de films vidéo. Et voilà, simplement décrit, l'un des réseaux parallèles de l'économie soviétique. Des réseaux dynamiques qui ne font qu'amplifier le blocage général de l'économie. Pour lui, l'avenir est assuré. Michael se dit « pas encore riche » après un an d'activité, mais, assurément, cela ne saurait tarder.

La Sibérie encore, des isbas le long des voies, quelques arbres, d'immenses plaines. Depuis quelques heures, le temps s'est encore rafraîchi. Il a même neigé en cette mi-octobre. D'un wagon à l'autre, les passagers franchissent des sas en accordéon où tourbillonne de la poussière de neige. Il faut les traverser pour rejoindre le wagon-restaurant, haut lieu du voyage. En Chine, il était chinois, en Mongolie, mongol, et en URSS, le voilà différent. Tout semble désorganisé pour faire fuir le touriste mais, restant un des points forts du voyage, le restaurant est bondé en permanence. Surtout depuis le passage de la frontière soviétique et la possibilité pour chacun de payer en roubles (en Mongolie, les dollars sont de rigueur). Des roubles qui ne valent pas un kopeck, même pour les Chinois à qui il suffit de vendre un paquet de chewing-gums pour financer la

nourriture de plusieurs jours. Contrairement au train chinois qui est propre et bien entretenu, le restaurant russe frappe par sa saleté ou plutôt par l'opacité de ses fenêtres. D'où une certaine frustration pour ceux qui traversent pour la première et probablement l'unique fois l'immense Sibérie.

Cet aspect désagréable mis à part, il en reste d'autres qui ne sont pas moins. Quelle joie, par exemple, de voir inscrit sur le menu et en grosses lettres : caviar, champagne, entrecôte maître d'hôtel, filet d'esturgeon. Mais quelle déception lorsque arrive cette grande et imposante mamma russe, sorte de cantinière de régiment de hussard, qui vous explique de façon claire et définitive qu'il ne faudra compter que sur ce qu'elle annoncera ! C'est-à-dire, au choix, une limonade de couleur vert pomme ou orange acidulé et sur tel ou tel plat qui n'avaient pas forcément les premières faveurs du consommateur. Il n'empêche que ces repas rythment le voyage. Quant au caviar, à la vodka et au champagne de Crimée, là aussi, il faut savoir les négocier. En dollars, sont presque toujours disponibles, à condition de faire affaire directement et aussi discrètement que possible dans les cuisines.

L'atmosphère se réchauffe et devient plus amicale au fil des jours. Les espèces collectées, couloirs, restaurant, sont autant d'endroits où l'on fait connaissance et où l'on parle. Certains compartiments se découvrent également plusieurs fonctions. Sans parler de celui de ces trouillantes jeunes filles au regard insistamment montées à Omsk, il est des lieux et des rencontres moins compromettants. Comme ces wagons chinois où claquent encore les dés de mah-jong dans quelques cabines transformées en salles de jeu. Dans le wagon mongol, deux ou trois compartiments ont définitivement tourné au débit de vodka. Parfois, un chasseur des steppes en sort pour vous proposer un verre ou bien tente de vous vendre ses peaux de bêtes sauvages, lynx, renard ou autre, qu'il va vendre à Prague ou à Varsovie.

C'est polonais, on discute abondamment, une canette de bière éternellement à la main. Ailleurs, on s'essaie à la nostalgie, comme ces Européens dans l'unique wagon de la classe « de luxe ». Alors qu'un soir le train passait le point symbolique marquant la séparation de la Sibérie et de l'Europe, une soirée s'organisait en souvenir de la grande Russie. Champagne, caviar, vodka dont il était aisé d'imaginer la provenance, étaient servis devant les yeux ébahis de ceux qui n'avaient plus qu'à jouer les moujiks... Et le train file toujours pour quelques derniers milliers de kilomètres.

Passé l'Oural, le paysage se ternit. Quelques moments d'émotion, comme au passage de la Volga. Cependant, il est temps d'arriver. Les businessmen s'impatientent, les touristes rêvent de Moscou, les affaires s'épuisent et le restaurant n'a pratiquement plus rien à offrir. Bientôt, la fin du voyage et l'éclatement de cette éphémère micro-société qui rassemble pour quelques jours et parfois dans une irritante promiscuité les caractères les plus différents, des nationalités les plus diverses, des systèmes économiques les plus opposés. Et tous de communiquer et de s'enrichir mutuellement par cet espéranto qui a traversé les âges et qui a pour nom business, business !

De notre envoyé spécial
Ejvind Sandelin

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◊ Film à voir ; * On peut voir ; ** Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 4 janvier

- TF 1**
- 20.40 Variétés : Tous à la Une.
► Magazine : 52 sur la Une. La fin des gothiques.
23.35 Série : Ray Bradbury présente...
23.55 Journal Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Série : Profession comique. Émission d'André Hellmi. L'Indigestion. Fous rires et nouritures.
22.05 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Questions d'actualité. Invité : Gilles Kepel (La revanche de Dieu). Guy Sorman (Scandale du socialisme). Henri Poincaré (La vie quotidienne à la Maison Blanche au temps de Reagan et de Bush). Yann de l'Écoute (Raisonnements d'une nation).
23.15 Journal et Météo.
23.35 Cinéma : Monsieur Verdoux. *** Film américain de Charles Chaplin (1947).
- FR 3**
- 20.40 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Fugu : poison poison, décès nippon, d'Isabelle Moegeil et Michel Deshayes. Comment digérer la pollution-globe...
21.35 Téléfilm : Tosca. De Franco Zeffirelli, avec Elizabeth Taylor, C. Thomas Howell (dernière partie).
22.35 Journal et Météo.

- 22.55 Magazine : Planète show.
23.50 Magazine : Mille Bravo. 0.45 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Téléfilm : Plus douce sera la mort. De Gilbert Cates.
22.00 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Danisot. Invité : Jean Pollet.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : La vie et rien d'autre. *** Film français de Bertrand Tavernier (1989). Avec Philippe Noiret, Sabine Azéma, François Perrot.
- LA 5**
- 20.40 Téléfilm : Une question de culpabilité. De Robert Butler.
22.20 Rallye : Paris-Dakar. Résumé de l'épreuve du jour.
22.50 Série : L'inspecteur Derrick. 0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Piège pour un espion. D'Alan Metzger.
22.10 Série : Brigade de nuit.
23.00 Magazine : La 6 dimension.
23.35 Six minutes d'informations.

- 23.40 Concert : Les Bâstards noirs. A l'Olympia.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Théâtre : Un ascenseur pour l'an neuf. De Gilles Bourdat et Pascal Goethals.
22.00 Court métrage : Carus carli. De Denis Guédy.
22.35 Documentaire : Enfance (I).
23.05 Documentaire : Footbarn Travelling Theater.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. De Michel-Maurice Lévy, alias Beteve.
21.30 Musique : Black and blue. L'improvisiste, de Jacques Ruda.
22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
- FRANCE MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 9 décembre à Sarrebruck) : Medes, suites d'orchestre op. 23a (Méditation, Danse de la vengeance), de Barber ; Concerto pour piano et orchestre en fa majeur, de Gershwin ; Symphonie n° 7 en la majeur op. 92, de Beethoven.
23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 5 janvier

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Les mariages, de Michel Enaudeau et Norbert Perreau.
13.50 La Une est à vous.
13.55 Feuilleton : Salut les homards !
14.30 La Une est à vous.
15.15 Tiroc à Vincennes.
15.25 La Une est à vous.
16.00 Série : Formule 1.
17.30 Divertissement : Mondo dingo.
18.00 Magazine : Trenta millions d'amis. Jeu : Une famille en or.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert Météo et Loto.
20.50 Variétés : Surprise sur prise. Les meilleurs moments.
22.35 Magazine : Ushualta.
23.30 Magazine : Formule sport. Les meilleurs moments.
0.25 Au trot.
0.30 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.20 ► Magazine : Résistances. Le Maroc sous pression.
14.10 Magazine : Animalia.
14.55 Magazine : Sport passion. Handball.
16.50 Club sandwich.
17.50 Magazine : Télé-zèbre.
18.50 INC.
18.55 Feuilleton : Un château au soleil (dernier épisode). La petite princesse.
19.50 Journal et Météo.
20.00 Téléfilm : Fred connexion. Des cadavres dans la congélateur.
22.10 Magazine : Étoile-palace. Spécial Victoria de Los Angeles, la reine des années d'or de l'opéra.
23.55 Journal et Météo.
0.15 Divertissement : Les drôles de têtes en liberté.
2.00 Magnétophone. Un mois de sport dans le monde (120 min).
- FR 3**
- 13.00 Télévision régionale.
14.00 Traverses : Figures de la folie. Patrick Zeyen. 1. Bernard de Clairvaux.
— De 15.00 à 19.00 la SEPT —
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 la SEPT —
0.00 Série rose : Un traitement justifié.
0.30 Magazine :

- L'heure du golf.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Téléfilm : La vengeance de l'héritière.
15.05 Look of the year (rediff.).
15.45 Documentaire : Les allumés... Une fille à l'épreuve du feu, de J. Nicolas.
16.05 Série : Les aventures de la vie. Jeu : V.O. Pour reprendre l'anglais.
17.05 En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson (4^e épisode).
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Le diable au paradis. Aventures, tentées d'érotisme.
22.00 Les Nuits... l'émission.
22.55 Les superstars du catch.
0.00 Cinéma : Nuits très chaudes aux Caraïbes. Film français, classé X.
1.30 Cinéma : L'homme qui voulait savoir. ■
- LA 5**
- 13.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.30 Série : La belle et la bête.
15.20 Série : K 2000.
16.10 Série : Galactica.
17.00 Série : Superkid.
17.30 Série : TV 101.
18.30 Rallye : Paris-Dakar.
19.30 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm : L'or des Amazones. Aventures en Amérique du Sud.
22.30 Rallye : Paris-Dakar.
23.00 Téléfilm : La vengeance du forçat. Le célèbre Mort Dillon obligé de reprendre du service.
0.00 Journal de minuit.
0.10 La vengeance du forçat (suite).
0.45 Téléfilm : Esprit de suite.
- M 6**
- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme au karana.
14.45 Série : L'arnaque.
15.30 Série : Les espions.
16.20 Série : Poigne de fer et séduction.
18.50 Série : Le saint.
17.40 Série : L'homme de fer.

- 18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.25 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : La folie semaine de Laura Lansing. Une trop riche romancière se « ressourça ».
22.15 Téléfilm : Le cri de la mort.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Musique : Rapline.
0.40 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 13.20 Cinéma d'animation : Images.
13.30 Théâtre : Un ascenseur pour l'an neuf. De Gilles Bourdat et Pascal Goethals.
14.30 Court métrage : Carus carli.
15.00 Magazine : Dynamo.
15.30 Documentaire : Lignes de vie.
16.30 Documentaire : Enfance.
17.00 Magazine : Anicroches.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Documentaire : Maestro, le XX^e siècle.
20.00 Chronique : Le dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Cinéma : De père en fils. ■■
22.40 Soir 3.
23.00 Magazine : Lire et écrire.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Roland Moreno, inventeur de la carte à puce.
20.45 Dramatiques. Fourbidules, de Brigitte Rousseau ; Défis, de Bernard de Costa.
22.35 Musique : Opus. Champagne majeur.
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE MUSIQUE**
- 20.00 Opéra (en direct du Théâtre municipal de Lausanne) : Les aventures du roi Pausole, de Honneger, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jean-Marie Auberson ; sol. : Elisabeth Baudry, Sophie Destaing, Marie-Ange Todorovitch, Jane Savigny, Murielle Schorno, Roger Molten, Jacques Verzier, Yves Coudray, Charles Ossola, Serge Moisson.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 6 janvier

- TF 1**
- 10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.22 La minute du trotteur.
11.25 Magazine : Auto-moto.
11.55 Jeu : Tournez... manège.
12.30 Jeu : Le juste prix.
12.50 Météo, Trafic infos et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Tiroc à Vincennes.
15.20 Série : Agence tous risques.
16.10 Divertissement : Vidéo gag.
16.40 Chipmunks.
16.50 Sport : Football. Match amical : Auxerre-Astoria Villa (Grande-Bretagne), en direct d'Auxerre.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Avec Michel Sardou.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Masques. ■■ Film français de Claude Chabrol (1987). Avec Philippe Noiret, Robin Renucci, Bernadette Lafont.
22.30 Magazine : Ciné dimanche.
23.35 Cinéma : Chisum. ■
0.30 Au trot.
0.35 Journal, Météo et Trafic infos.
- A 2**
- 11.00 Messe. Célébrée à la chapelle Saint-Martin de Barthelheim-la-Chaussée (Haut-Rhin).
12.05 Dimanche Martin.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin.
14.55 Série : Miss Gyver.
15.45 Dimanche Martin.
16.35 Série : Justice pour Eliza.
17.50 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Le légion des navires perdus.
18.35 Basket-ball : Rugby : Nantaise : Sté alpin : Rallye Paris-Dakar : Football : Volley-ball.
19.30 Série : Magny.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Fatale obsession. Un terrible accident.
22.20 Magazine : Musiques au cœur. Pour Tchekovskii à Saint-Petersbourg.
23.40 Journal et Météo.
0.05 Série : Le saint.
- FR 3**
- 10.30 Magazine : Mascorines.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 D'actualité à l'autre.
13.30 Magazine : Musicales. José Van Dam, chanteur et maître.
14.30 Magazine : 3 dimanche. Nantaise : Handball.
17.30 Magazine : Montagne. Les drapeaux du Dhulegiri, de Bernard Orel.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 ► Variétés : Je suis comme je suis.

- Juliette Gréco. De Jean-Christophe Averty. Souvenirs, souvenirs.
21.40 Magazine : Le divan. Invité : François Reichenbach.
22.00 Journal et Météo.
22.20 Dessin animé : Our gang.
22.30 Cinéma : Le magicien d'Oz. ■■ Documentaire : Le tournage du « Magicien d'Oz ». De Victor Fleming (v.o.).
0.20 Magazine : Belles et bielles.
0.50 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 10.15 Cinéma : La vie et rien d'autre. ■
— En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'énigme de la disparition du vol Brisbane-Sydney.
15.50 Magazine : 24 heures.
16.40 Dessin animé : Les Simpson (4^e épisode).
17.05 Les Nuits... l'émission (rediff.).
18.00 Balance maman hors du train. ■ Film américain de Danny De Vito (1987). Avec Danny De Vito, Billy Crystal, Kim Cattrall.
— En clair jusqu'à 20.40 —
19.25 Flash d'informations.
19.30 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Dis Jérôme « ... 7 ».
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Tucker. ■■ Film américain de Francis Ford Coppola (1988). Avec Jeff Bridges, Martin Landau, Frederic Forrest.
22.20 Flash d'informations.
22.25 Magazine : L'équipe du dimanche.
1.05 Cinéma : Les baisers de secours. ■
- LA 5**
- 11.05 Série : Wonder Woman.
12.45 Journal.
13.20 Maman s'en va-t-en guerre.
14.45 Série : K 2000.
15.40 Série : Saracen.
16.30 Série : Lou Grant.
17.40 Série : La loi de Los Angeles.
18.30 Rallye : Paris-Dakar.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Top secret. ■ Film américain de Jim Abrahams. David et Jerry Zucker (1984). Avec Val Kilmer, Lucy Gutteridge, Christopher Walken.
22.25 Rallye : Paris-Dakar.
23.00 Cinéma : Des pissenlits par la racine. ■ Le journal de minuit.
0.40
- M 6**
- 10.30 Magazine : Turbo.
10.55 Documentaire : La conquête de l'espace. L'espace du rêve.
11.20 Magazine :

- La 6 dimension (rediff.).
Magazine : Sport 6 première.
11.55 Informations : M6 express.
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.55 Série : Dis-donc, papa.
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : La famille Ramdam.
14.15 Téléfilm : Un jour, un mur.
16.00 Série : L'ami des bêtes.
16.45 Série : Roseanne.
17.15 Série : Poigne de fer et séduction.
17.45 Série : L'homme de fer.
18.35 Série : Les routes du paradis.
19.25 Magazine : Culture pub.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Le trésor des sudistes. La guerre de Sécession.
22.15 M6 express.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : Taxi driver. ■■
0.20 Six minutes d'informations.
0.25 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 10.00 Cours d'Italien (et 12.00). Ici bat la vie.
13.25 Histoire parallèle.
14.20 Hommage à Segundo de Chobon.
16.00 De singe en singe.
17.00 Footbarn Travelling Theater.
18.00 Danse : Rei Döm.
De Jean-Claude Galotta.
19.30 Musique : Siegfried idyll.
20.00 L'âge d'or du cinéma.
20.30 Cinéma : M le maudit. ■■
22.15 Image par image.
22.50 Cinéma : Le roman de Renard. ■■
23.55 Cinéma : L'affaire est dans le sac. ■■
0.40 Court métrage.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Yannis Ritsos : Chrysanthèmes.
22.35 Musique : Le concert. En hommage à Delphine Seyrig, rediffusion du concert donné en août 1985 au Festival de piano de La Roque-d'Andéron : Un vague extrême, pièce, œuvre pour deux comédiens et bande magnétique de Carlos d'Alessio, texte de Marguerite Duras, avec Delphine Seyrig, Sami Frey.
0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 17 avril 1989 à la salle des concerts de Végol).
23.05 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Mondes ».

Audience TV du 3 janvier 1991

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

Audience estimée, France entière 1 point = 202 000 foyers

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|----------------|--------------------------|-------------------|
| 19 h 22 | 55,8 | Roue fortune 19,7 | Ch. au soleil 4,5 | 19-20 21,1 | Nulla part 2,7 | Arnold et W. 4,1 | Magnun 3,5 |
| 19 h 45 | 59,8 | Roue fortune 31,3 | Ch. au soleil 6,8 | 19-20 11,8 | Nulla part 3,9 | Tel père tel fils 2,5 | Magnun 4,1 |
| 20 h 16 | 68,6 | Journal 29,0 | Journal 15,8 | La classe 11,3 | Nulla part 2,9 | Journal M-est servie 4,3 | M-est servie 5,3 |
| 20 h 55 | 73,5 | Noces... 23,7 | Envoyé spéc. 19,5 | Robin... 21,9 | L'homme... 1,6 | Cruel échange 6,9 | Los rigards 3,2 |
| 22 h 08 | 66,5 | Noces... 13,1 | Envoyé spéc. 18,7 | Robin... 23,9 | L'homme... 1,3 | Cruel échange 8,2 | Los rigards 4,1 |
| 22 h 44 | 40,8 | De Gaulle 8,2 | L'hussier 12,4 | Soir 3 10,4 | Basket 1,5 | Pub 6,7 | Los complices 2,7 |

Journal 150

ÉCONOMIE

BILLET

Le tabou des retraites

En admettant que l'on puisse discuter de la retraite par capitalisation, par opposition au système actuel de retraite par répartition, M. Pierre Bérégovoy a provoqué de vives réactions. Il fallait s'y attendre : en évoquant cette hypothèse, le ministre des finances touchait à un tabou.

Dans leur rôle habituel, la CGT et la CFTC se sont déclarés opposés à une telle idée qui va à l'encontre du principe fondateur selon lequel le financement des retraites est basé, via les cotisations, sur la solidarité entre les générations. Outre qu'elle risque d'aggraver les inégalités, la capitalisation, par la voie de l'assurance, n'offre pas à leurs yeux les mêmes garanties pour l'avenir. Quand on ne la soupçonne pas d'être uniquement « une source de profits » pour les compagnies financières...

Si la CFDT et FO n'ont pas encore réagi, le camp des détracteurs de la formule vient de l'obtenir un soutien de poids en la personne de M. Claude Evvin. Chargé du dossier, le ministre de la santé et de la solidarité estime, lui, que la retraite par capitalisation n'est pas une solution et affirme que le gouvernement est attaché à la retraite par répartition. Au moment où ce proche de M. Rocard prépare le Livre blanc sur le sujet, dans la perspective d'un « Grenelle des retraites » demandé par le premier ministre, sa prise de position révèle, après celui sur la contribution sociale généralisée (CSG) un nouveau débat s'instaure au sein du gouvernement.

En fait, et de part et d'autre, la question n'est pas posée dans toute son ampleur, ni avec les mêmes arrière-pensées. Soucieux de trouver le moyen de développer une épargne de long terme la plus stable possible, M. Bérégovoy pense naturellement à la capitalisation. Mais il prend soin de dire que cette formule ne devrait pas se substituer à la répartition ; elle ne serait qu'un complément. Point de vue que partage M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC. Désireux de respecter un régime de retraite auquel la gauche est attachée, M. Evvin tente, lui, de minimiser les difficultés financières qui surgissent à terme, en raison de la démographie. Question d'image.

A. L.

Les pompistes renoncent provisoirement à boycotter les chèques

Au moment où la fronde anti-chèques menaçait de faire tâche d'huile, les Centres Leclerc et le Conseil national du commerce ayant rejoint les pompistes, les distributeurs d'essence ont décidé, à l'issue d'une réunion qui était organisée le 3 janvier dans la nuit sous la présidence de M. François Doublin, ministre de l'artisanat et du commerce, d'interrompre pour quinze jours le boycottage des chèques supérieurs à 100 francs et des paiements par carte de crédit inférieurs à 200 francs.

Outre le ministre du commerce et les organisations de pompistes (CSNCRA, FNCAA,

SNDIC) participant à la réunion des représentants des ministères de l'économie et des finances, de la justice, de l'industrie et de l'aménagement du territoire.

Selon le communiqué publié par M. Doublin, le ministère de la Justice a rappelé que l'émission de chèques sans provision demeurerait un délit et qu'aucune infraction de ce type ne pouvait être l'objet d'une politique de classement systématique. En outre, le comité des usagers institué par la loi bancaire de 1984, étudiera dans les prochaines semaines les moyens d'un renforcement de la sécurité des chèques, la possibi-

lité d'un relèvement du plafond de garantie par les banques et l'idée de « chèques-stations service » préférentiels émis par les banques.

L'Association française des banques (AFB), qui n'avait pas été invitée à la réunion de M. Doublin, a rappelé son hostilité à un relèvement du plafond de garantie. Quant aux chèques essence, ils ne pourraient être créés, selon l'AFB, sans avance de trésorerie de la part des particuliers. Une nouvelle rencontre, à laquelle les compagnies pétrolières et les banques seraient associées, pourrait avoir lieu dans deux semaines.

Des stations de toutes les façons

Pour l'automobiliste au réservoir en cours d'assèchement, les stations-service où il va pour faire le plein ne se distinguent guère que par les logos lumineux aux couleurs des grandes compagnies pétrolières qui surmontent les pompes.

Sur la route des vacances ou, au quotidien, sur le chemin du bureau ou de l'école, le choix se fait entre Elf, Total, Esso, BP ou quelques autres, en fonction de la commodité et de l'urgence. A moins que le rite des courses hebdomadaires à l'hypermarché le plus proche ne soit l'occasion de faire le plein à meilleur compte. Le compte, c'est encore parfois l'homme à l'impeccable combinaison-uniforme qui se charge de faire le plein, mais c'est souvent celui qui se borne à encaisser.

L'existence, dans certains garages, de pompes sans enseigne claire, et la découverte, dans la rue d'une boutique de campagne, d'une modeste pompe à essence devant l'épicerie-bièrerie-bureau de tabac, laissent entrevoir à l'observateur attentif que la distribution de l'essence n'est pas uniquement le fait des compagnies pétrolières et des magasins de grande surface. La réalité est encore plus complexe. Le graphique ci-dessous en donne une idée, tout à fait simplifiée.

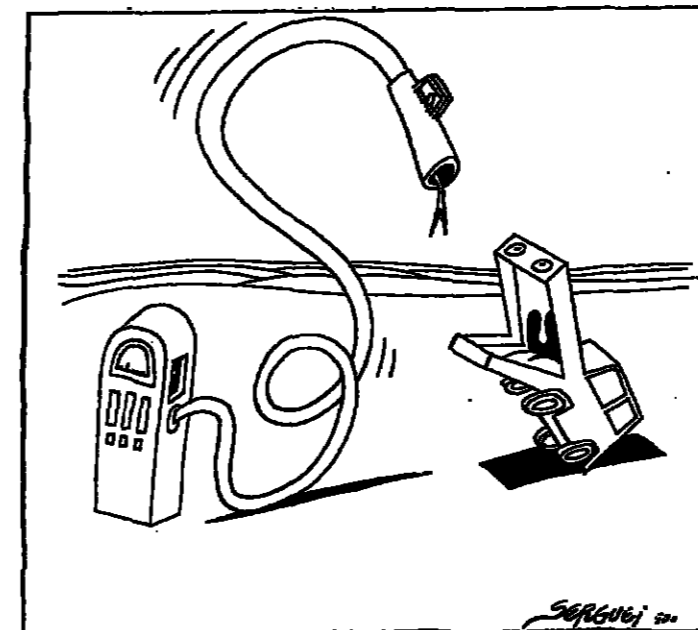
Il y avait, au 1^{er} janvier 1990 17 500 stations-service à l'enseigne des compagnies pétrolières, soit 63 % des 27 700 stations de l'Hexagone. Mais les compagnies pétrolières ne sont pas propriétaires de 5 350 d'entre elles, confiées pour la plupart à des salariés ou à des « gérants mandataires ». Ceux-ci sont des détaillants locaux du fonds de commerce dont le produit ne leur appartient pas : les prix sont fixés par la société pétrolière. En moyenne, ces stations distribuent par an 2 400 mètres cubes de carburant.

auto, volume qui constitue le seul de rentabilité pour les compagnies. Cette catégorie représente un peu plus de 32 % du marché.

Les 12 150 autres stations-service à l'enseigne des compagnies sont la propriété de leurs exploitants, et elles sont dites par les professionnels « stations organiques ». Un grand nombre de ces « pompistes » sont aussi garagistes ; ils vendent en moyenne 480 mètres cubes par an et commercialisent près de 22 % du carburant auto vendu en France. Mais leur régime est variable. Une petite moitié d'entre eux (5 900), propriétaires des installations (cuves et pompes), sont dits « commissionnaires » et sont rémunérés par un pourcentage sur les ventes de carburant, livré par la compagnie avec laquelle ils sont liés, qui fixe les prix ; pour l'essence, seule la propriété de l'installation les différencie des gérants mandataires. Une grosse moitié (6 250) de ces propriétaires exploitants achètent le carburant à la compagnie et sont libres de leur politique de prix.

On trouve ensuite les « stations libres », sans marque de compagnie pétrolière, avec parfois une enseigne au nom du distributeur, ou sans enseigne du tout. Ils accompagnent souvent une autre activité commerciale, épicerie, café, bureau de tabac, vente de journaux. Ils sont le recours traditionnel des automobilistes proches de la panne sèche. Ils sont nombreux et leur part de marché est minuscule. Certains d'entre eux commercialisent 36 mètres cubes par an, d'autres 300 mètres cubes. Propriétaires des installations et de leur stock, ils ne sont liés à aucune compagnie, n'ont pas de fournisseur attitré et sont les plus vulnérables. L'été dernier, lors que les événements du Golfe se sont déchaînés, ils ont eu beaucoup de mal à s'approvisionner, les fournisseurs livrant en priorité leurs plus gros clients et les plus réguliers.

Enfin, et c'est une spécialité française, on trouve les stations-service des magasins de grande et moyenne surface, qui à elles seules ont pris près de 40 % du marché. En Belgique et en Allemagne, les grandes surfaces ont en moyenne 9 %, en Grande-Bretagne 5,5 %, aux Pays-Bas un peu plus de 2 % et en France enfin. En moyenne, ces stations d'hypermarchés ou de supermarchés commercialisent 4 000 mètres cubes par an, les plus performantes d'entre elles dépassant 5 000 mètres cubes. A titre de comparaison, les stations d'autoroute ont un



débit de 7 400 mètres cubes par an. Aujourd'hui, les grands supermarchés continuent d'installer des stations-services : 400 en 1989, et environ 300 en 1990.

Notons, pour mémoire, que 1,5 % des carburants auto distribués sont achetés par des entreprises, qui disposent de cuves de stockage. Le nombre des stations-services ne cesse de diminuer. On en comptait 42 500 en 1975 et elles ne sont plus que 27 700. Un Fonds de modernisation du réseau des détaillants en carburant, créé en 1985, aide à la restructuration du secteur et à sa diversification. Le nombre des fermes est variable d'une année à l'autre, autour de 1 500. Peu nombreuses dans les compagnies (100 à 200 par an, quand le débit est insuffisant), elles touchent un peu plus les propriétaires exploitants que les stations libres. Depuis sa création, ce Fonds a distribué 4 750 aides, dont 1 900 au départ, pour un montant total de 261 millions de francs. La diversification se fait dans trois directions : ventes de pneus, centres auto, vidanges, petits dépannages, alimentation, et, derniers venus, les services de services, avec bientôt pour les bourses de fret des transporteurs, terminal de

PMU pour les joueurs, et système de réservations d'hôtels... Chez certains, où la diversification a été rudement menée et réussie, le carburant ne représente que 30 % du chiffre d'affaires et les activités annexes le reste.

Il serait imprudent de juger de la rentabilité d'une station-service par le type d'exploitation qui est le sien. Il y a des garages bien situés qui débitent l'essence à une activité presque marginale. Comme on le voit, une infinie variété de situations, des intérêts divers, mais qui convergent aujourd'hui contre chèques en bois et cartes de crédit.

JOSÉE DOYÈRE

A la disposition des commerçants

Un fichier des chèques volés sera mis en place le 18 janvier

La Banque de France mettra en place le 18 janvier un fichier informatique national recensant les chèques volés ou perdus. Il pourra être consulté par les commerçants à partir d'un minitel ou d'un lecteur optique.

Ce Fichier national des chèques volés (FNCV) installé sous l'égide de la Banque de France avec le concours du Conseil national du commerce (CNC) recensera quotidiennement les listes de chèques frappés d'opposition établies par les banques et les déclarations de vol ou de perte recueillies par la police. Mettra-t-il un terme à la fraude organisée autour des chèques volés ? Rien n'est moins sûr. Souvent, il s'écoule un certain temps entre le moment où un particulier s'aperçoit du vol de son chèque et celui où il déclare le vol.

Un tiers du montant des chèques en bois

De plus, de véritables réseaux d'écoulement rapide des chèques volés opèrent sur le territoire national. Cette fraude représente un tiers du montant des chèques en bois émis chaque année en France (1,5 milliard sur 4,5 milliards).

Néanmoins, ce fichier pourrait contribuer à améliorer la sécurité, notamment vis-à-vis de la fraude occasionnelle. Chaque consultation coûtera environ 1,85 franc et des tarifs forfaitaires seront consentis aux grands distributeurs.

Une interconnexion entre ce fichier et celui des chèques sans provision (environ six millions par an) pourrait être envisagée après étude pour permettre aux commerçants d'avoir accès à une information globale.

En revanche, les organismes qui proposent des garanties de paiement de chèques n'ont pas réussi à avoir accès au fichier. Le FNCV représente un investissement d'environ 80 millions de francs et sa gestion coûtera 65 millions de francs par an.

Année correcte pour Peugeot SA et mauvaise pour Renault

Les ventes d'automobiles ont baissé de 1,9 % en 1990 en France

Bon score pour Peugeot, mauvais pour Renault et nouvelle hausse des marques étrangères : l'année 1990 n'aura guère été favorable à l'industrie nationale. Le regain tant attendu depuis le retour des profits des deux firmes françaises n'a pas eu lieu avec une vigueur suffisante.

En 1989, c'était Peugeot qui avait débouché pour fait de grèves. L'an dernier, c'est Renault qui pour des raisons diverses (le Monde du 2 janvier) a patiné. Et, au total, l'inquiétude renaît sur la solidité du redressement de l'industrie automobile française et sur sa capacité à affronter les temps d'hiver qui s'annoncent : le marché devant reculer de 3 à 5 % en 1991 selon les estimations. L'automobile est exactement à l'image de l'industrie française tout entière.

Le marché a été morose. Les ventes observées dans les statistiques (2 309 000 voitures particulières immatriculées) représentent une hausse apparente de 1,6 %. Mais il faut tenir compte des ventes de la fin de 1989 qui, à cause des grèves dans les préfectures, n'avaient pu être enregistrées qu'en janvier 1990. Si l'on ne tient pas compte de cet incident, les ventes ont baissé de quelques 1,9 %. Après quatre belles années, le marché automobile s'est retourné l'automne dernier plus franchement qu'on ne l'aurait cru.

Dans ce contexte, Renault a reculé de 3,2 % et sa part de marché est

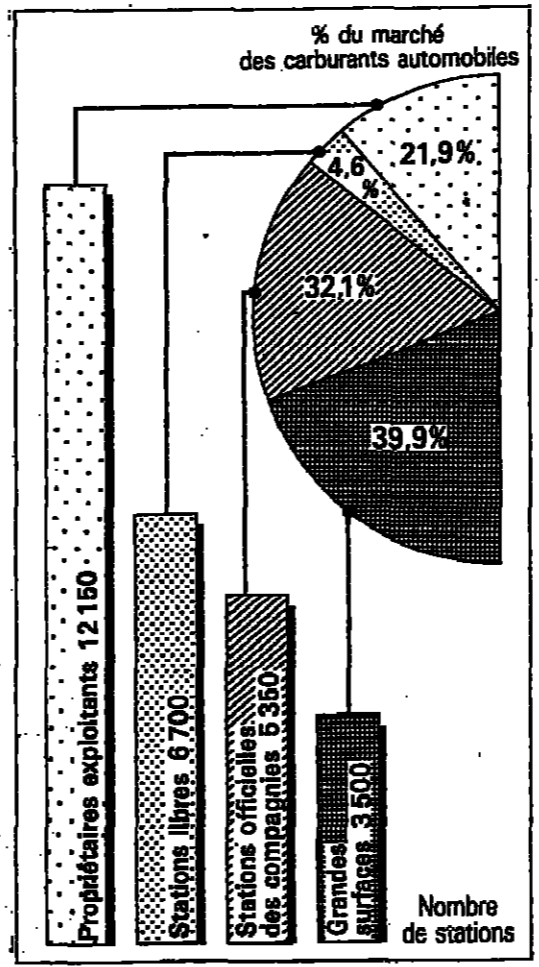
revenue de 29,1 % en 1989 à 27,9 % l'an dernier. La reconquête espérée au sein du groupe n'a toujours pas lieu. L'état-major récemment renouvelé du groupe a des raisons de s'interroger : le basculement vers des produits de meilleure qualité (R 19 et Clio) mais aussi plus chers constitue sans doute la seule stratégie possible pour Renault. Mais comment faire pour qu'elle « rapporte » plus rapidement ?

Peugeot s'en tire mieux. La marque au lion a vu ses ventes croître de 5,4 % l'an dernier, ce qui porte sa part de marché de 20,8 % à 21,6 %. Le problème pour le groupe reste Citroën, qui a reculé à nouveau, perdant 0,4 point de part de marché pour tomber à 11,6 %. La future ZX, qui viendra enfin donner au printemps les quatre modèles de base nécessaires (FAX, la ZX, la BX et la XM), est attendue comme la dernière chance du groupe. En cas d'insuccès, PSA devra réviser sa politique de maintien de deux gammes généralistes et, d'une façon ou d'une autre, spécialiser Citroën. Pour l'instant, l'espoir est encore permis. PSA ayant en 1990 renforcé sa part du marché global, passant de 32,8 % à 33,1 %.

Dernière caractéristique du millésime automobile 1990 : la nouvelle percée des marques étrangères. Derrière Volkswagen et Fiat, elles ont pris 39 % du marché hexagonal, contre 38,1 % en 1989 et 28 % en 1981. Dix points de gagné en dix ans.

E. L. B.

La distribution des carburants-auto



Selon une étude publiée par le cabinet Dataquest Américains et Européens ont regagné du terrain dans les semi-conducteurs

Surprise dans l'industrie mondiale des semi-conducteurs, ces composants hautement stratégiques dont sont truffés non seulement les ordinateurs mais également de plus en plus d'appareils d'électronique grand public, voire d'électroménager.

Selon l'enquête annuelle du cabinet américain Dataquest, fabricants américains et européens ont, en 1990, pris une bonne part d'un marché de 58,4 milliards de dollars (292 milliards de francs environ) qui pourtant semblait devoir être accaparé par les industriels nippons.

La position des électroniciens japonais subit une érosion (recul de 2,6 % de leur part de marché en 1990) pour la première fois depuis 1982, tandis que les fabricants américains et européens enregistrent une légère progression de leurs parts de marché (respectivement de 1,6 % et de 1 %).

Cette évolution inattendue ne remet cependant pas en question la hiérarchie fermement établie dans les semi-conducteurs. La contreperformance globale des industriels nippons

ne les empêche pas, estime Dataquest, de s'adjuger en 1990 49,5 % du marché mondial des semi-conducteurs (contre, il est vrai, 52,1 % l'année précédente) et de truster les premières places dans les classements mondiaux. On trouve en effet six japonais parmi les dix premiers fabricants de composants électroniques au monde. Mieux : les numéros un, deux et trois de cette industrie se sont appelés en 1990 Nec, Toshiba, Hitachi. Deux américains, Motorola et Intel, sont parvenus toutefois à se hisser aux quatrième et cinquième places.

L'heureux rétablissement affiché en 1990 par les fabricants américains comme européens ne sent-il qu'un épiphénomène ? Les experts du secteur estiment que leur progression est davantage imputable à un effet de gamme qu'à une force de frappe recouvrée. Américains et Européens ont profité de l'atonie du marché des mémoires dynamiques (les DRAM), sur lesquels les Japonais sont très spécialisés.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

12^e arrdt

OPÉRA BASTILLE

Bel. imm. pierre de 1^{er} stand.
150 m², 5/5 p., 2 bds, cuis.,
cuis., équipée ch + 20 m² de
service. Belle décoration,
chauffage, 3 r. Michel.
Charles. Samedi, dimanche,
14 h à 17 h.

18^e arrdt

M^{re} MICHEL-ANGE Mollier
Imm. pierre de 1^{er} ch.
liv. dble, 2 chbres, cuis.,
bains, park, 24 r. de Clichy
Samedi, dimanche 14-17 h.

VUE SUR SEINE

M^{re} MIRABEAU, pierre de 1^{er}
ch. liv. dble, 2 chbres, cuis.,
bains, 42, rue L. Bligny.
Samedi, dim., 14 h à 17 h.

78-Yvelines

ST-GERMAIN 4 P

Récent, cuis. 2 bds, park,
2 550 000 F. Samedi 5
de 11 h à 17 h.

92-Hauts-de-Seine

Boulogne-Billancourt
M^{re} MARGOT Sermet
App. 3 p., 50 m², entrée,
2 ch., séjour, cuis., wc,
s. de bds, 5^e étage avec
meublé. 1 180 000 F.
Tel. : 47.01.21.28

94-Val-de-Marne

Prix exceptionnel
M^{re} ST-MANUELOU
Imm. récent, 4 ch., 5 p.,
3 p., entrée, cuis., bds,
park, 12 r. des Laitiers.
Samedi, dimanche 14 h à 17 h.

SAINT-MAURICE

Superbe 2 pièces, grand
standing, salon 25 m² +
chambre, cuisine équipée,
calle de bds, 500 m², sur
le, état privé, park, 4 chb.
1 000 000 F. à débattre.
Après 18 h : 49-89-82-82.

Le Monde

Cadres

ACUTRON-FRANCE

1^{er} TECHNICIEN

de MAINTENANCE

perfectionnement
Bonne qualification
recommandée. Possibilité de
formation complémentaire. Bon
niveau rémunération.
Adm. CV, photo + présent. à :
M. POMMIER
ACUTRON - BP 54
78340 Les Clayes-s/Bois
Lycée EPN
(sous contrat d'association)
recherche
PROFESSEURS
D'HISTOIRE/GEO
pr. assurer un remplacement
à temps complet à
partir de janvier
Contacter le 48-81-11-05

L'AGENDA

Instruments

de musique

A VENDRE - 20.000 F
piano droit Schimmel
n^o 112 C. Nover
dir. Mécanique Reyer
Valeur actuelle 35.000 F.
Tel. 48-55-75-34
après 18 h

Vacances

Tourisme

Loisirs

LA PLAGNE (1 900 m)

Studio 3 personnes à louer
du 20 au 27 janvier 1991
Paiement par chèque, tout confort, plan
chauffage, 15 personnes.
Tel. : 48-81-11-05

automobiles

ventes

moins de 5 CV

Vende ALDI 80 diesel turbo,
Nov. 88, 1000 cc, 99, Bleu
lagon mét. Alerte, Ferm.
Métr. Tachomètre.
118 000 km. 71 000 F.
Tel. : 38-80-56-10 apr. 18 h

de 5 à 11 CV

A vendre LAND ROVER
109 Diesel 1000 cc, 30, 1000
km, 104 000 km, moyeu
catalytique, gomme, ban-
quette arrière, isolation,
6 roues pleines, 2000
km, 2000 km, 2000 km,
48 000 F.
Tel. : 48-81-11-05

ASSOCIATIONS

REPRODUCTION INTERDITE

Appel

SOS ALCOOL FEMME

La seule association de
femmes à l'écoute des
femmes malades de l'alcool.

YOGA

Toujours en forme !
Séances pour débutants : 18/19h
à 12/13h ou 20/21h à 18/19h :
postures, respiration, méditation.
Centre de Yoga Sivananda,
123, bd de Sébastopol, 2^e
ét. - Tél. : 40-59-77-40.

COUS D'ANGLAIS

« SUR MESURE »
Cours particuliers ou en
groupes. Tous niveaux.
Piccadilly Language Centre
37, 38, av. F. Mitterrand, 8^e
Tél. : (1) 43-59-43-01.

Session et stage

• Prix de la ligne 47 F TTC (25 places, lettres ou espaces).
• Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
• Chèque libellé à l'ordre du Monde Publicité, adressé au plus tard
le mercredi 11 heures pour prouver du vendredi 2
samedi au Monde Publicité, 5, rue de Montesson, 75007 Paris.
La rubrique Association paraît tous les vendredis, sous le titre
Agence, dans les pages annonces classées.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés
et tous services 43-56-17-50

bureaux

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

vous invite à assister

à sa tribune :

“Gérer la

complexité :

exigence

et plaisir”

mercredi
16 janvier
1991
de 14H00
à 16H00

Le Monde

Cadres

ACUTRON-FRANCE

1^{er} TECHNICIEN

de MAINTENANCE

perfectionnement
Bonne qualification
recommandée. Possibilité de
formation complémentaire. Bon
niveau rémunération.
Adm. CV, photo + présent. à :
M. POMMIER
ACUTRON - BP 54
78340 Les Clayes-s/Bois
Lycée EPN
(sous contrat d'association)
recherche
PROFESSEURS
D'HISTOIRE/GEO
pr. assurer un remplacement
à temps complet à
partir de janvier
Contacter le 48-81-11-05

L'AGENDA

Instruments

de musique

A VENDRE - 20.000 F
piano droit Schimmel
n^o 112 C. Nover
dir. Mécanique Reyer
Valeur actuelle 35.000 F.
Tel. 48-55-75-34
après 18 h

Vacances

Tourisme

Loisirs

LA PLAGNE (1 900 m)

Studio 3 personnes à louer
du 20 au 27 janvier 1991
Paiement par chèque, tout confort, plan
chauffage, 15 personnes.
Tel. : 48-81-11-05

automobiles

ventes

moins de 5 CV

Vende ALDI 80 diesel turbo,
Nov. 88, 1000 cc, 99, Bleu
lagon mét. Alerte, Ferm.
Métr. Tachomètre.
118 000 km. 71 000 F.
Tel. : 38-80-56-10 apr. 18 h

de 5 à 11 CV

A vendre LAND ROVER
109 Diesel 1000 cc, 30, 1000
km, 104 000 km, moyeu
catalytique, gomme, ban-
quette arrière, isolation,
6 roues pleines, 2000
km, 2000 km, 2000 km,
48 000 F.
Tel. : 48-81-11-05

avis d'appel d'offres

La Compagnie Minière des Fibres Textiles (C.M.D.T.) lance un appel
d'offres international pour les travaux d'aménagement d'aires et voies de
l'usine d'égrenage de Kourouma (MALI).

PARTICIPATION

Concurrence ouverte à égalité de conditions au moins à toute personne
physique ou morale ressortissante d'un des États signataires de la convention
de Lomé III.

FINANCIER

Barrière Européenne d'investissement et C.M.D.T.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier de consultation peut être obtenu aux adresses suivantes
contre remise d'un chèque certifié de 100 000 F CFA établi au nom de la
C.M.D.T. (ou 2 000 FF au nom de la C.F.D.T.).

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA C.M.D.T.

B.P. 487 - Bamako (Mali)
ou C.F.D.T. 13, rue de Montesson 75008 Paris (France) - Tél. : (1) 43-59-53-85.

REMISE DES OFFRES

Les offres libellées en langue française seront présentées en quatre exem-
plaires et devront parvenir sous pli recommandé avec avis de réception à :

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA C.M.D.T.
B.P. 487 - Bamako (Mali) - avant le 18 février 1991

L'ouverture des plis aura lieu le 19 février 1991 à la C.M.D.T. en séance publique.

vous invite à assister

à sa tribune :

“Nos métiers font

avancer le monde ;

avec vous,

nous ferons mieux

encore”

jeudi
17 janvier
1991
de 19H00
à 21H00

Le Monde

Cadres

ACUTRON-FRANCE

1^{er} TECHNICIEN

de MAINTENANCE

perfectionnement
Bonne qualification
recommandée. Possibilité de
formation complémentaire. Bon
niveau rémunération.
Adm. CV, photo + présent. à :
M. POMMIER
ACUTRON - BP 54
78340 Les Clayes-s/Bois
Lycée EPN
(sous contrat d'association)
recherche
PROFESSEURS
D'HISTOIRE/GEO
pr. assurer un remplacement
à temps complet à
partir de janvier
Contacter le 48-81-11-05

L'AGENDA

Instruments

de musique

A VENDRE - 20.000 F
piano droit Schimmel
n^o 112 C. Nover
dir. Mécanique Reyer
Valeur actuelle 35.000 F.
Tel. 48-55-75-34
après 18 h

Vacances

Tourisme

Loisirs

LA PLAGNE (1 900 m)

Studio 3 personnes à louer
du 20 au 27 janvier 1991
Paiement par chèque, tout confort, plan
chauffage, 15 personnes.
Tel. : 48-81-11-05

automobiles

ventes

moins de 5 CV

Vende ALDI 80 diesel turbo,
Nov. 88, 1000 cc, 99, Bleu
lagon mét. Alerte, Ferm.
Métr. Tachomètre.
118 000 km. 71 000 F.
Tel. : 38-80-56-10 apr. 18 h

de 5 à 11 CV

A vendre LAND ROVER
109 Diesel 1000 cc, 30, 1000
km, 104 000 km, moyeu
catalytique, gomme, ban-
quette arrière, isolation,
6 roues pleines, 2000
km, 2000 km, 2000 km,
48 000 F.
Tel. : 48-81-11-05

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Dans son rapport
au ministre de l'équipement

**M. Querrien
exclut l'utilisation
des voies existantes
pour le TGV Sud-Est**

NICE

de notre correspondant régional

M. Max Querrien, conseiller
d'Etat, a remis, ce vendredi 4 jan-
vier, au ministre de l'équipement
et des transports, M. Louis Besson,
son rapport sur la mission de
concertation et d'examen dont il
avait été chargé avec deux autres
hauts fonctionnaires, il y a six
mois, au sujet du tracé du TGV
Sud-Est.

« Je suis conscient que dans tous
les départements, confie-t-il dans
une déclaration publiée, ce même
jour, par Nice-Matin, nous avons
déjà les partisans de l'emploi des
voies existantes. » Pour être per-
formant, ajoute-t-il, le TGV doit
être installé en site propre. Or les
voies existantes sont, dans la plu-
part des cas, des voies de 1^{er} et
2^e catégorie, ce qui ne correspond
pas aux impératifs techniques du TGV.

M. Querrien indique, d'autre
part, que le TGV-Sud-Est sera « un
vrai TGV » assurant « le plus vite
possible » la liaison entre l'Espagne
et l'Italie. Dans cette perspective,
une gare centrale devrait être
construite dans le Var et un tracé
sera prochainement étudié pour la
traverse des Alpes-Maritimes,
département où M. Querrien pour-
rait être amené à conduire une
nouvelle mission.

G. P.

Transports aériens

**Le nombre de passagers
en hausse de 3,5 %
en 1990**

Selon un rapport préliminaire de
l'Organisation de l'aviation civile
internationale (OACI), les compa-
gnies aériennes ont transporté, en
1990, 1,16 milliard de passagers
contre 1,12 milliard en 1989, soit
3,5 % de mieux.

Si l'on multiplie ce chiffre par
les distances parcourues, le résultat
est meilleur encore puisque le tra-
fic aurait progressé de 5,8 %.

En revanche, on s'explique mal
que l'OACI puisse faire état d'un
taux de remplissage des avions
équivalent (63 %) à celui de l'an-
née précédente alors que l'offre de
sièges semble avoir progressé plus
vite (+ 6,3 %) que la demande.

EN BREF

■ M. Jean Bornaard, président
de l'ANPE - Ancien président de
la CFTC, jusqu'au congrès de Lille
en novembre dernier, M. Jean Bor-
nard va être nommé président du
conseil d'administration de
l'ANPE (Agence nationale pour
l'emploi). Il remplacera à ce poste
M. Jean-Baptiste Santoni, qui avait
été choisi par M. Philippe Séguin,
ministre des affaires sociales dans
le gouvernement Chirac. M. San-
toni devrait être appelé à d'autres
fonctions par M. Jean-Pierre Sois-
son, ministre du travail, il pourrait
prendre la tête d'un comité pour la
modernisation négociée.

■ Sir Sydney Caine, l'ancien
directeur de la London School of
Economics est décédé. - Sir Sydney
Caine, directeur de la London
School of Economics entre 1957 et
1967 est décédé, mercredi 2 jan-
vier, à l'âge de quatre-vingt huit

ans. Avant d'entamer une carrière
dévouée à la formation, il avait
été, pendant vingt-neuf ans, haut
fonctionnaire dans l'administra-
tion britannique.

■ La Chine achète 400 000 tonnes
de blé américain subventionné. - La
Chine a acheté 400 000 tonnes de
blé américain à des prix subven-
tionnés, a annoncé le 3 janvier le
département de l'Agriculture. Les
autorités verseront une subvention
moyenne de 42,65 dollars par
tonne dans le cadre du programme
de soutien aux exportations améri-
caines. C'est le premier achat de la
Chine depuis l'allocation par les
Etats-Unis d'un quota de 1,5 mil-
lion de tonnes de blé subventionné
le 10 décembre dernier. Continental
Grain et The Woodhouse Cor-
poration livreront respectivement
370 000 tonnes et 30 000 tonnes
durant les mois d'avril et de mai
1991.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Compagnie Minière des Fibres Textiles (C.M.D.T.) lance un appel
d'offres international pour les travaux d'aménagement d'aires et voies de
l'usine d'égrenage de Kourouma (MALI).

PARTICIPATION

Concurrence ouverte à égalité de conditions au moins à toute personne
physique ou morale ressortissante d'un des États signataires de la convention
de Lomé III.

FINANCIER

Barrière Européenne d'investissement et C.M.D.T.

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier de consultation peut être obtenu aux adresses suivantes
contre remise d'un chèque certifié de 100 000 F CFA établi au nom de la
C.M.D.T. (ou 2 000 FF au nom de la C.F.D.T.).

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA C.M.D.T.

B.P. 487 - Bamako (Mali)
ou C.F.D.T. 13, rue de Montesson 75008 Paris (France) - Tél. : (1) 43-59-53-85.

REMISE DES OFFRES

Les offres libellées en langue française seront présentées en quatre exem-
plaires et devront parvenir sous pli recommandé avec avis de réception à :

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA C.M.D.T.
B.P. 487 - Bamako (Mali) - avant le 18 février 1991

L'ouverture des plis aura lieu le 19 février 1991 à la C.M.D.T. en séance publique.

SOCIAL

Le marché du travail en 1989

**79 % des jeunes trouvent
un emploi à durée déterminée**

Le fonctionnement du marché
du travail s'est amélioré en
1989 pour la deuxième année
consécutive, selon l'étude de
l'INSEE consacrée à la mobilité
de la main d'œuvre dans les
entreprises de plus de 50 sala-
riés. Le nombre des embauches
a augmenté dans tous les sec-
teurs d'activité et les emplois
stables sont en hausse.

Toutefois, les contrats à durée
déterminée, qui se transformant
dans un quart des cas en recrute-
ment définitif, dominent toujours
le marché. Ils représentent deux
embauches sur trois en 1989 et jus-
qu'à 79,3 % pour les jeunes de
moins de 25 ans.

Signe de vitalité, également, le
nombre des départs d'une entre-
prise s'accroît, puisque le mouve-
ment concerne 30,9 % des salariés
sur l'année, au lieu de 28,6 % en
1988. Les licenciements écono-
miques diminuent tandis que les
démissions progressent, ainsi que
les sorties à l'issue d'un contrat à
durée déterminée. Là encore, cette
mobilité plus forte se nourrit de
l'avantage de précarité, pour des
catégories bien précises de salariés,
les jeunes et les femmes principale-
ment.

La CFTC veut
pratiquer un syndicalisme
« de proximité »

La nouvelle équipe dirigeante de
la CFTC, issue du congrès qui s'est
tenu à Lille en novembre dernier, a
présenté ses orientations le 3 jan-
vier à la presse. M. Guy Drilleaud,
président, et M. Alain Deleu,
secrétaire général, veulent prati-
quer un syndicalisme « de proxi-
mité », plus proche des préoccupa-
tions des salariés, et entendent
développer leur organisation en
attirant les non-syndiqués, plutôt
qu'en rivalisant avec les autres
confédérations.

L'identité chrétienne réaffirmée,
l'attention portée sur « les encyclo-
pédies sociales », la CFTC sera atten-
tive à la politique familiale et veut
œuvrer pour la consolidation du
syndicalisme chrétien en Europe,
dont elle note l'urgence avec les
événements des pays de l'Est. Dans
l'immédiat, la confédération lance
une campagne contre le travail du
dimanche sur le thème « Sauvez la
vie familiale, culturelle, associa-
tive, spirituelle : faites vos courses
en semaine ».

En revanche, on s'explique mal
que l'OACI puisse faire état d'un
taux de remplissage des avions
équivalent (63 %) à celui de l'an-
née précédente alors que l'offre de
sièges semble avoir progressé plus
vite (+ 6,3 %) que la demande.

EN BREF

Des jeunes trou-

... à durée déter-

COMMUNICATION

Pour développer la production en vidéo haute définition

Les créateurs réclament un studio à Paris

Producteurs et réalisateurs de l'audiovisuel veulent se préparer à l'avènement de la vidéo haute définition. Réunis dans une association, Action HD, qui organisait fin décembre à la vidéothèque de Paris une journée d'étude, ils veulent créer à Paris un studio de post-production ouvert aux besoins des créateurs et pas seulement des télévisions.

Alors que des milliards ont déjà été investis dans les recherches ou les équipements, la vidéo haute définition est encore balbutiante en nombre et en qualité de programmes. Le Centre national du cinéma a dressé un panorama de la production mondiale, particulièrement européenne. Au Japon, la diffusion d'une heure par jour en TVHD par satellite et le volontarisme ambiant ont créé un petit « appel d'air », entraînant la production de près de 400 programmes. Aux États-Unis, de petites sociétés comme Zbig Vision ou Rebo productions ont accumulé les expériences, figurant parmi les plus créatives au monde, et Sony installe, dans les studios de sa filiale Columbia, du matériel de tournage en haute définition.

En Europe, le CNC estime qu'environ 140 programmes ont été produits à ce jour. Une cen-

taine sont des « captations », reportages sur des événements (le défilé de Jean-Paul Gaudé lors du Bicentenaire par exemple), retransmissions de spectacles (opéras, opéras ou Festival de jazz d'Antibes par Jean-Christophe Averty) ou de rencontres sportives (notamment les matchs du Mondial). Partout, sauf en France, ce sont d'abord les télévisions qui ont mené des expériences. Ainsi, sur 21 programmes en HD britanniques, 17 sont le fait de la BBC. Les 27 programmes allemands ont été tournés par ARD, ZDF et ORF, et la RAI est responsable de 14 des 16 programmes italiens.

En tête du classement avec 46 programmes, la France se distingue par des productions souvent indépendantes des chaînes et plus « scénarisées » (fictions, clips ou publicités). Les principaux producteurs sont Captain Vidéo (surtout au début de la décennie), la SFP publique, International HD (le GTE qui disparaît fin 1990 en cédant la place à une structure européenne, Vision 1250) puis Thomson, Ex Nihilo, Ex Machina, etc.

Les trois quarts des programmes européens ont été tournés les deux dernières années, ce qui correspond à l'arrivée des matériels européens à la norme HD-MAC. La majorité de ces programmes a été tournée en norme européenne, mais ils représentent seulement

30 % des durées tournées (3 448 minutes au total), le reste se conformant aux normes japonaises. L'Italie et l'Allemagne sont d'ailleurs les seuls pays européens où prédomine la production en norme japonaise.

Les épines de volontarisme

Les producteurs et réalisateurs français jugent ce bilan encore insuffisant. Ils veulent pouvoir expérimenter, apprendre les nouvelles méthodes, voire l'écriture, du tournage en haute définition. Ils reprochent aux industriels le manque de dialogue pour faire progresser ensemble l'adaptation des matériels aux besoins des utilisateurs, protestent contre leur rareté et leurs possibilités encore modestes. Au nom de TVE, la branche vidéo professionnelle de Thomson, M. Claude Damas-Pilhou leur répond que « les circuits normaux du marché doivent être respectés, le matériel être vendu à des prestataires qui fournissent normalement leurs prestations, et que, si une action volontariste doit subvenir à la production, elle doit venir en haut de la pyramide, au producteur ».

L'autre complainte des créateurs est d'être négligés au profit des besoins immédiats des diffuseurs, les télévisions étant orientées vers la retransmission plus que la création. « Seul le marché grand public,

celui des téléviseurs, justifie les énormes investissements de recherche de la TVHD », note M. Michel Hareng, de chez Thomson et vice-président du programme européen Eureka TVHD. Et, par conséquent, les efforts européens se sont d'abord tournés vers les utilisations directement télévisuelles. Vision 1250, par exemple, a les yeux rivés sur les Jeux olympiques de 1992, et doit satisfaire les besoins de ses membres partout en Europe. Même si son directeur général, M. Michel Oudin, veut agir pour tous les genres de programmes, il doit compter avec ces impératifs.

La production de fiction, qui a besoin de temps, a du mal à s'insérer dans ces rythmes. C'est pourquoi Action HD, association nouvellement créée, revendique la création à Paris d'un studio équipé en haute définition. Un endroit où tous pourront se familiariser avec les matériels, apprendre, se préparer. Le directeur du CNC, M. Dominique Wallon, a annoncé que les décisions de principe concernant ce studio de post-production étaient prises. Il a aussi rappelé aux producteurs, qui contestent cette mesure, que les pouvoirs publics réservent les subventions aux tournages en norme européenne.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Au « Monde Diplomatique »

Le départ de Claude Julien

Il y a, même dans ce journal, des successions qui se règlent facilement. Ainsi de celle de Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, qui a pris sa retraite le 31 décembre. Comme nous l'avons déjà annoncé, il a été remplacé par le rédacteur en chef Ignacio Ramonet, nommé à ce poste par le directeur du Monde sur proposition du conseil d'orientation du « Diplo » unanime.

Claude Julien, qui préside désormais la Ligue française de l'enseignement, continuera d'écrire de temps à autre dans les colonnes de la publication qu'il a tant contribué à transformer et à développer depuis qu'il en a pris, en 1973, la rédaction en chef puis, à partir de 1982, la direction.

Fondé en 1953 par le regretté François Honti, ce mensuel s'était jusque-là d'abord adressé, en conformité avec son titre, aux chancelleries et aux ambassades. Claude Julien en a fait un organe mordant, dont la diffusion continue de progresser rapidement, et qui offre à ses lecteurs à la fois des analyses extrêmement fouillées de tous les grands problèmes internationaux, sociaux, culturels, de ce temps, et des critiques qui n'épargnent personne, et surtout pas les tenants du

« désordre établi » jadis dénoncé par Emmanuel Mou-nier.

Claude Julien a fait ses débuts dans le journalisme à la Libération en créant dans sa bonne ville de Castres, à l'âge de dix-neuf ans, un journal dont le titre, Debout, résume bien un caractère qu'il s'est toujours enorgueilli de n'avoir pas facile. Comme, de surcroît, ses opinions, souvent tranchées, n'étaient pas partagées par tous, il a connu, avant et après son arrivée, en 1951, au service étranger du Monde, quelques incidents de parcours, insupportables de l'histoire, souvent agités de notre quotidien, dont il a été à deux doigts, en 1982, de prendre la direction.

Ces turbulences sont loin. Bien des cartes ont été redistribuées, bien des liens heureusement renoués. Celui qui nous quitte aujourd'hui laissera d'abord le souvenir de l'une des personnalités les plus fortes que ce journal ait connues, d'un homme de conviction et de talent, passionné par son métier et par les causes qu'il défendait, aussi doué, ce qui est rare, pour l'écriture que pour l'organisation.

A. F.

PHILATÉLIE

« Les Poinçons de l'histoire »

« Inventeurs, savants et médecins »

Clément Ader, Fernand Widal, Blaise Pascal, Denis Papin, Flammarion... et quatre-vingt-dix autres inventeurs, savants et médecins sont au rendez-vous du quatrième volume des Poinçons de l'histoire, édité par le Musée de la poste de Paris. Ces personnalités ont en commun d'avoir eu leur timbre-poste avant 1973, date à laquelle apparurent les Documents philatéliques du musée, qui accompagnent chaque nouvelle émission.

Les trois premiers volumes parus depuis 1986, toujours disponibles, traitent : des hommes illustres ; des sites et des villes ; des monuments, châteaux et cathédrales.



Comme ses prédécesseurs, ce quatrième tome « Inventeurs, savants et médecins », est divisé en deux parties, la première rassemblant leurs biographies, avec maquettes des timbres, retenues ou non, photos et documents d'époque ; la seconde réunissant les poinçons monochromes inédits en blocs de quatre imprimés en taille-douce sur vingt-neuf planches de papier vélin d'Arches. Des détails techniques (date de mise en vente, tarif postal, retrait...) accompagnent

chacun de ces blocs de quatre. Enfin, l'ouvrage est préfacé par Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

L'ensemble des Poinçons de l'histoire se présente comme le complément indispensable à toute collection des timbres de France.

Les Poinçons de l'histoire, « Inventeurs, savants et médecins », présentés dans un coffret de toile vert

bronze, tirage 3 000 exemplaires, 680 F + 15 F de port auprès du Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 75731 Paris Cedex. Tél. : (1) 42-79-23-23.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 5, rue Antoine-Sauvage, Tél. : 40-65-28-27

En filigrane

« Série américano-soviétique. - Les postes américaine et soviétique ont émis conjointement une série de quatre timbres, le 3 octobre 1980, consacrés à la faune marine : Dauphin, Epaulard, Loutre de mer et Otarie. Les quatre valeurs, aux dessins identiques,

Un catalogue, deux ventes, sur offres chez Roumet (17, rue Drouot, 75009 Paris), dates de clôture les 15 et 29 janvier. Au programme, près de quatre mille lots, les plus spectaculaires reproduits en couleurs, dont plusieurs 1 F vermillon type Cérés de France (prix de départ, selon états, de



se distinguent uniquement par les mentions « alphabétiques » (valeurs en kopecs ou cents, noms des pays émetteurs et dénominations des animaux).

17 000 F à 75 000 F), n° 49b, Cérés 88c au lieu de 80c, en paire, variété tenant à normal (départ 40 000 F), 20c noir Cérés sur lettre du 1^{er} janvier 1849 (Nemours), seule pièce connue (départ 85 000 F). Belle sélection de variétés et de « balons montés ».

• Ventes sur offres. - Bruno Suvelier (Surval, 91, rue de Montreuil, 75011 Paris) organise sa 101^e vente sur offres, clôturée le samedi 12 janvier. Au catalogue, près de neuf mille lots comprenant marques postales, classiques de France (bloc de huit du 1^{er} carmin, départ 35 000 F), semi-modernes et modernes, spécialités... Fin du catalogue avec colonies françaises et pays du monde entier.

• Prix de portrait Paul-Louis Weiller. - L'Académie des beaux-arts met au concours les prix de portrait (peinture) Paul-Louis Weiller. Informations à retirer jusqu'au 31 janvier, par écrit uniquement, au secrétariat de l'Académie des beaux-arts, 23, quai de Corné, 75006 Paris. Date limite d'inscription le 4 février.

Au cours de l'année 1990

Trente-six journalistes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions

Au moins trente-six journalistes tués dans l'exercice de leur métier ou pour leurs opinions et cent quatre-vingt-dix autres toujours en prison, tel est le bilan publié par la presse à la liberté d'expression en 1990 selon l'association moutillérienne Reporters sans frontières (1). Les morts de 1990 sont moins nombreux que les années précédentes : dix-sept en 1989, dix-huit en 1988, dix-neuf en 1987, dix-neuf en 1986, dix-neuf en 1985, dix-neuf en 1984, dix-neuf en 1983, dix-neuf en 1982, dix-neuf en 1981, dix-neuf en 1980, dix-neuf en 1979, dix-neuf en 1978, dix-neuf en 1977, dix-neuf en 1976, dix-neuf en 1975, dix-neuf en 1974, dix-neuf en 1973, dix-neuf en 1972, dix-neuf en 1971, dix-neuf en 1970, dix-neuf en 1969, dix-neuf en 1968, dix-neuf en 1967, dix-neuf en 1966, dix-neuf en 1965, dix-neuf en 1964, dix-neuf en 1963, dix-neuf en 1962, dix-neuf en 1961, dix-neuf en 1960, dix-neuf en 1959, dix-neuf en 1958, dix-neuf en 1957, dix-neuf en 1956, dix-neuf en 1955, dix-neuf en 1954, dix-neuf en 1953, dix-neuf en 1952, dix-neuf en 1951, dix-neuf en 1950, dix-neuf en 1949, dix-neuf en 1948, dix-neuf en 1947, dix-neuf en 1946, dix-neuf en 1945, dix-neuf en 1944, dix-neuf en 1943, dix-neuf en 1942, dix-neuf en 1941, dix-neuf en 1940, dix-neuf en 1939, dix-neuf en 1938, dix-neuf en 1937, dix-neuf en 1936, dix-neuf en 1935, dix-neuf en 1934, dix-neuf en 1933, dix-neuf en 1932, dix-neuf en 1931, dix-neuf en 1930, dix-neuf en 1929, dix-neuf en 1928, dix-neuf en 1927, dix-neuf en 1926, dix-neuf en 1925, dix-neuf en 1924, dix-neuf en 1923, dix-neuf en 1922, dix-neuf en 1921, dix-neuf en 1920, dix-neuf en 1919, dix-neuf en 1918, dix-neuf en 1917, dix-neuf en 1916, dix-neuf en 1915, dix-neuf en 1914, dix-neuf en 1913, dix-neuf en 1912, dix-neuf en 1911, dix-neuf en 1910, dix-neuf en 1909, dix-neuf en 1908, dix-neuf en 1907, dix-neuf en 1906, dix-neuf en 1905, dix-neuf en 1904, dix-neuf en 1903, dix-neuf en 1902, dix-neuf en 1901, dix-neuf en 1900, dix-neuf en 1899, dix-neuf en 1898, dix-neuf en 1897, dix-neuf en 1896, dix-neuf en 1895, dix-neuf en 1894, dix-neuf en 1893, dix-neuf en 1892, dix-neuf en 1891, dix-neuf en 1890, dix-neuf en 1889, dix-neuf en 1888, dix-neuf en 1887, dix-neuf en 1886, dix-neuf en 1885, dix-neuf en 1884, dix-neuf en 1883, dix-neuf en 1882, dix-neuf en 1881, dix-neuf en 1880, dix-neuf en 1879, dix-neuf en 1878, dix-neuf en 1877, dix-neuf en 1876, dix-neuf en 1875, dix-neuf en 1874, dix-neuf en 1873, dix-neuf en 1872, dix-neuf en 1871, dix-neuf en 1870, dix-neuf en 1869, dix-neuf en 1868, dix-neuf en 1867, dix-neuf en 1866, dix-neuf en 1865, dix-neuf en 1864, dix-neuf en 1863, dix-neuf en 1862, dix-neuf en 1861, dix-neuf en 1860, dix-neuf en 1859, dix-neuf en 1858, dix-neuf en 1857, dix-neuf en 1856, dix-neuf en 1855, dix-neuf en 1854, dix-neuf en 1853, dix-neuf en 1852, dix-neuf en 1851, dix-neuf en 1850, dix-neuf en 1849, dix-neuf en 1848, dix-neuf en 1847, dix-neuf en 1846, dix-neuf en 1845, dix-neuf en 1844, dix-neuf en 1843, dix-neuf en 1842, dix-neuf en 1841, dix-neuf en 1840, dix-neuf en 1839, dix-neuf en 1838, dix-neuf en 1837, dix-neuf en 1836, dix-neuf en 1835, dix-neuf en 1834, dix-neuf en 1833, dix-neuf en 1832, dix-neuf en 1831, dix-neuf en 1830, dix-neuf en 1829, dix-neuf en 1828, dix-neuf en 1827, dix-neuf en 1826, dix-neuf en 1825, dix-neuf en 1824, dix-neuf en 1823, dix-neuf en 1822, dix-neuf en 1821, dix-neuf en 1820, dix-neuf en 1819, dix-neuf en 1818, dix-neuf en 1817, dix-neuf en 1816, dix-neuf en 1815, dix-neuf en 1814, dix-neuf en 1813, dix-neuf en 1812, dix-neuf en 1811, dix-neuf en 1810, dix-neuf en 1809, dix-neuf en 1808, dix-neuf en 1807, dix-neuf en 1806, dix-neuf en 1805, dix-neuf en 1804, dix-neuf en 1803, dix-neuf en 1802, dix-neuf en 1801, dix-neuf en 1800, dix-neuf en 1799, dix-neuf en 1798, dix-neuf en 1797, dix-neuf en 1796, dix-neuf en 1795, dix-neuf en 1794, dix-neuf en 1793, dix-neuf en 1792, dix-neuf en 1791, dix-neuf en 1790, dix-neuf en 1789, dix-neuf en 1788, dix-neuf en 1787, dix-neuf en 1786, dix-neuf en 1785, dix-neuf en 1784, dix-neuf en 1783, dix-neuf en 1782, dix-neuf en 1781, dix-neuf en 1780, dix-neuf en 1779, dix-neuf en 1778, dix-neuf en 1777, dix-neuf en 1776, dix-neuf en 1775, dix-neuf en 1774, dix-neuf en 1773, dix-neuf en 1772, dix-neuf en 1771, dix-neuf en 1770, dix-neuf en 1769, dix-neuf en 1768, dix-neuf en 1767, dix-neuf en 1766, dix-neuf en 1765, dix-neuf en 1764, dix-neuf en 1763, dix-neuf en 1762, dix-neuf en 1761, dix-neuf en 1760, dix-neuf en 1759, dix-neuf en 1758, dix-neuf en 1757, dix-neuf en 1756, dix-neuf en 1755, dix-neuf en 1754, dix-neuf en 1753, dix-neuf en 1752, dix-neuf en 1751, dix-neuf en 1750, dix-neuf en 1749, dix-neuf en 1748, dix-neuf en 1747, dix-neuf en 1746, dix-neuf en 1745, dix-neuf en 1744, dix-neuf en 1743, dix-neuf en 1742, dix-neuf en 1741, dix-neuf en 1740, dix-neuf en 1739, dix-neuf en 1738, dix-neuf en 1737, dix-neuf en 1736, dix-neuf en 1735, dix-neuf en 1734, dix-neuf en 1733, dix-neuf en 1732, dix-neuf en 1731, dix-neuf en 1730, dix-neuf en 1729, dix-neuf en 1728, dix-neuf en 1727, dix-neuf en 1726, dix-neuf en 1725, dix-neuf en 1724, dix-neuf en 1723, dix-neuf en 1722, dix-neuf en 1721, dix-neuf en 1720, dix-neuf en 1719, dix-neuf en 1718, dix-neuf en 1717, dix-neuf en 1716, dix-neuf en 1715, dix-neuf en 1714, dix-neuf en 1713, dix-neuf en 1712, dix-neuf en 1711, dix-neuf en 1710, dix-neuf en 1709, dix-neuf en 1708, dix-neuf en 1707, dix-neuf en 1706, dix-neuf en 1705, dix-neuf en 1704, dix-neuf en 1703, dix-neuf en 1702, dix-neuf en 1701, dix-neuf en 1700, dix-neuf en 1699, dix-neuf en 1698, dix-neuf en 1697, dix-neuf en 1696, dix-neuf en 1695, dix-neuf en 1694, dix-neuf en 1693, dix-neuf en 1692, dix-neuf en 1691, dix-neuf en 1690, dix-neuf en 1689, dix-neuf en 1688, dix-neuf en 1687, dix-neuf en 1686, dix-neuf en 1685, dix-neuf en 1684, dix-neuf en 1683, dix-neuf en 1682, dix-neuf en 1681, dix-neuf en 1680, dix-neuf en 1679, dix-neuf en 1678, dix-neuf en 1677, dix-neuf en 1676, dix-neuf en 1675, dix-neuf en 1674, dix-neuf en 1673, dix-neuf en 1672, dix-neuf en 1671, dix-neuf en 1670, dix-neuf en 1669, dix-neuf en 1668, dix-neuf en 1667, dix-neuf en 1666, dix-neuf en 1665, dix-neuf en 1664, dix-neuf en 1663, dix-neuf en 1662, dix-neuf en 1661, dix-neuf en 1660, dix-neuf en 1659, dix-neuf en 1658, dix-neuf en 1657, dix-neuf en 1656, dix-neuf en 1655, dix-neuf en 1654, dix-neuf en 1653, dix-neuf en 1652, dix-neuf en 1651, dix-neuf en 1650, dix-neuf en 1649, dix-neuf en 1648, dix-neuf en 1647, dix-neuf en 1646, dix-neuf en 1645, dix-neuf en 1644, dix-neuf en 1643, dix-neuf en 1642, dix-neuf en 1641, dix-neuf en 1640, dix-neuf en 1639, dix-neuf en 1638, dix-neuf en 1637, dix-neuf en 1636, dix-neuf en 1635, dix-neuf en 1634, dix-neuf en 1633, dix-neuf en 1632, dix-neuf en 1631, dix-neuf en 1630, dix-neuf en 1629, dix-neuf en 1628, dix-neuf en 1627, dix-neuf en 1626, dix-neuf en 1625, dix-neuf en 1624, dix-neuf en 1623, dix-neuf en 1622, dix-neuf en 1621, dix-neuf en 1620, dix-neuf en 1619, dix-neuf en 1618, dix-neuf en 1617, dix-neuf en 1616, dix-neuf en 1615, dix-neuf en 1614, dix-neuf en 1613, dix-neuf en 1612, dix-neuf en 1611, dix-neuf en 1610, dix-neuf en 1609, dix-neuf en 1608, dix-neuf en 1607, dix-neuf en 1606, dix-neuf en 1605, dix-neuf en 1604, dix-neuf en 1603, dix-neuf en 1602, dix-neuf en 1601, dix-neuf en 1600, dix-neuf en 1599, dix-neuf en 1598, dix-neuf en 1597, dix-neuf en 1596, dix-neuf en 1595, dix-neuf en 1594, dix-neuf en 1593, dix-neuf en 1592, dix-neuf en 1591, dix-neuf en 1590, dix-neuf en 1589, dix-neuf en 1588, dix-neuf en 1587, dix-neuf en 1586, dix-neuf en 1585, dix-neuf en 1584, dix-neuf en 1583, dix-neuf en 1582, dix-neuf en 1581, dix-neuf en 1580, dix-neuf en 1579, dix-neuf en 1578, dix-neuf en 1577, dix-neuf en 1576, dix-neuf en 1575, dix-neuf en 1574, dix-neuf en 1573, dix-neuf en 1572, dix-neuf en 1571, dix-neuf en 1570, dix-neuf en 1569, dix-neuf en 1568, dix-neuf en 1567, dix-neuf en 1566, dix-neuf en 1565, dix-neuf en 1564, dix-neuf en 1563, dix-neuf en 1562, dix-neuf en 1561, dix-neuf en 1560, dix-neuf en 1559, dix-neuf en 1558, dix-neuf en 1557, dix-neuf en 1556, dix-neuf en 1555, dix-neuf en 1554, dix-neuf en 1553, dix-neuf en 1552, dix-neuf en 1551, dix-neuf en 1550, dix-neuf en 1549, dix-neuf en 1548, dix-neuf en 1547, dix-neuf en 1546, dix-neuf en 1545, dix-neuf en 1544, dix-neuf en 1543, dix-neuf en 1542, dix-neuf en 1541, dix-neuf en 1540, dix-neuf en 1539, dix-neuf en 1538, dix-neuf en 1537, dix-neuf en 1536, dix-neuf en 1535, dix-neuf en 1534, dix-neuf en 1533, dix-neuf en 1532, dix-neuf en 1531, dix-neuf en 1530, dix-neuf en 1529, dix-neuf en 1528, dix-neuf en 1527, dix-neuf en 1526, dix-neuf en 1525, dix-neuf en 1524, dix-neuf en 1523, dix-neuf en 1522, dix-neuf en 1521, dix-neuf en 1520, dix-neuf en 1519, dix-neuf en 1518, dix-neuf en 1517, dix-neuf en 1516, dix-neuf en 1515, dix-neuf en 1514, dix-neuf en 1513, dix-neuf en 1512, dix-neuf en 1511, dix-neuf en 1510, dix-neuf en 1509, dix-neuf en 1508, dix-neuf en 1507, dix-neuf en 1506, dix-neuf en 1505, dix-neuf en 1504, dix-neuf en 1503, dix-neuf en 1502, dix-neuf en 1501, dix-neuf en 1500, dix-neuf en 1499, dix-neuf en 1498, dix-neuf en 1497, dix-neuf en 1496, dix-neuf en 1495, dix-neuf en 1494, dix-neuf en 1493, dix-neuf en 1492, dix-neuf en 1491, dix-neuf en 1490, dix-neuf en 1489, dix-neuf en 1488, dix-neuf en 1487, dix-neuf en 1486, dix-neuf en 1485, dix-neuf en 1484, dix-neuf en 1483, dix-neuf en 1482, dix-neuf en 1481, dix-neuf en 1480, dix-neuf en 1479, dix-neuf en 1478, dix-neuf en 1477, dix-neuf en 1476, dix-neuf en 1475, dix-neuf en 1474, dix-neuf en 1473, dix-neuf en 1472, dix-neuf en 1471, dix-neuf en 1470, dix-neuf en 1469, dix-neuf en 1468, dix-neuf en 1467, dix-neuf en 1466, dix-neuf en 1465, dix-neuf en 1464, dix-neuf en 1463, dix-neuf en 1462, dix-neuf en 1461, dix-neuf en 1460, dix-neuf en 1459, dix-neuf en 1458, dix-neuf en 1457, dix-neuf en 1456, dix-neuf en 1455, dix-neuf en 1454, dix-neuf en 1453, dix-neuf en 1452, dix-neuf en 1451, dix-neuf en 1450, dix-neuf en 1449, dix-neuf en 1448, dix-neuf en 1447, dix-neuf en 1446, dix-neuf en 1445, dix-neuf en 1444, dix-neuf en 1443, dix-neuf en 1442, dix-neuf en 1441, dix-neuf en 1440, dix-neuf en 1439, dix-neuf en 1438, dix-neuf en 1437, dix-neuf en 1436, dix-neuf en 1435, dix-neuf en 1434, dix-neuf en 1433, dix-neuf en 1432, dix-neuf en 1431, dix-neuf en 1430, dix-neuf en 1429, dix-neuf en 1428, dix-neuf en 1427, dix-neuf en 1426, dix-neuf en 1425, dix-neuf en 1424, dix-neuf en 1423, dix-neuf en 1422, dix-neuf en 1421, dix-neuf en 1420, dix-neuf en 1419, dix-neuf en 1418, dix-neuf en 1417, dix-neuf en 1416, dix-neuf en 1415, dix-neuf en 1414, dix-neuf en 1413, dix-neuf en 1412, dix-neuf en 1411, dix-neuf en 1410, dix-neuf en 1409, dix-neuf en 1408, dix-neuf en 1407, dix-neuf en 1406, dix-neuf en 1405, dix-neuf en 1404, dix-neuf en 1403, dix-neuf en 1402, dix-neuf en 1401, dix-neuf en 1400, dix-neuf en 1399, dix-neuf en 1398, dix-neuf en 1397, dix-neuf en 1396, dix-neuf en 1395, dix-neuf en 1394, dix-neuf en 1393, dix-neuf en 1392, dix-neuf en 1391, dix-neuf en 1390, dix-neuf en 1389, dix-neuf en 1388, dix-neuf en 1387, dix-neuf en 1386, dix-neuf en 1385, dix-neuf en 1384, dix-neuf en 1383, dix-neuf en 1382, dix-neuf en 1381, dix-neuf en 1380, dix-neuf en 1379, dix-neuf en 1378, dix-neuf en 1377, dix-neuf en 1376, dix-neuf en 1375, dix-neuf en 1374, dix-neuf en 1373, dix-neuf en 1372, dix-neuf en 1371, dix-neuf en 1370, dix-neuf en 1369, dix-neuf en 1368, dix-neuf en 1367, dix-neuf en 1366, dix-neuf en 1365, dix-neuf en 1364, dix-neuf en 1363, dix-neuf en 1362, dix-neuf en 1361, dix-neuf en 1360, dix-neuf en 1359, dix-neuf en 1358, dix-neuf en 1357, dix-neuf en 1356, dix-neuf en 1355, dix-neuf en 1354, dix-neuf en 1353, dix-neuf en 1352, dix-neuf en 1351, dix-neuf en 1350, dix-neuf en 1349, dix-neuf en 1348, dix-neuf en 1347, dix-neuf en 1346, dix-neuf en 1345, dix-neuf en 1344, dix-neuf en 1343, dix-neuf en 1342, dix-neuf en 1341, dix-neuf en 1340, dix-neuf en 1339, dix-neuf en 1338, dix-neuf en 1337, dix-neuf en 1336, dix-neuf en 1335, dix-neuf en 1334, dix-neuf en 1333, dix-neuf en 1332, dix-neuf en 1331, dix-neuf en 1330, dix-neuf en 1329, dix-neuf en 1328, dix-neuf en 1327, dix-neuf en 1326, dix-neuf en 1325, dix-neuf en 1324, dix-neuf en 1323, dix-neuf en 1322, dix-neuf en 1321, dix-neuf en 1320, dix-neuf en 1319, dix-neuf en 1318, dix-neuf en 1317, dix-neuf en 1316, dix-neuf en 1315, dix-neuf en 1314, dix-neuf en 1313, dix-neuf en 1312, dix-neuf en 1311, dix-neuf en 1310, dix-neuf en 1309, dix-neuf en 1308, dix-neuf en 1307, dix-neuf en 1306, dix-neuf en 1305, dix-neuf en 1304, dix-neuf en 1303, dix-neuf en 1302, dix-neuf en 1301, dix-neuf en 1300, dix-neuf en 1299, dix-neuf en 1298, dix-neuf en 1297, dix-neuf en 1296, dix-neuf en 1295, dix-neuf en 1294, dix-neuf en 1293, dix-neuf en 1292, dix-neuf en 1291, dix-neuf en 1290, dix-neuf en 1289, dix-neuf en 1288, dix-neuf en 1287, dix-neuf en 1286, dix-neuf en 1285, dix-neuf en 1284, dix-neuf en 1283, dix-neuf en 1282, dix-neuf en 1281, dix-neuf en 1280, dix-neuf en 1279, dix-neuf en 1278, dix-neuf en 1277, dix-neuf en 1276, dix-neuf en 1275, dix-neuf en 1274, dix-neuf en 1273, dix-neuf en 1272, dix-neuf en 1271, dix-neuf en 1270, dix-neuf en 1269, dix-neuf en 1268, dix-neuf en 1267, dix-neuf en 1266, dix-neuf en 1265, dix-neuf en 1264, dix-neuf en 1263, dix-neuf en 1262, dix-neuf en 1261, dix-neuf en 1260, dix-neuf en 1259, dix-neuf en 1258, dix-neuf en 1257, dix-neuf en 1256, dix-neuf en 1255, dix-neuf en 1254, dix-neuf en 1253, dix-neuf en 1252, dix-neuf en 1251, dix-neuf en 1250, dix-neuf en 1249, dix-neuf en 1248, dix-neuf en 1247, dix-neuf en 1246, dix-neuf en 1245, dix-neuf en 1244, dix-neuf en 1243, dix-neuf en 1242, dix-neuf en 1241, dix-neuf en 1240, dix-neuf en 1239, dix-neuf en 1238, dix-neuf en 1237, dix-neuf en 1236, dix-neuf en 1235, dix-neuf en 1234, dix-neuf en 1233, dix-neuf en 1232, dix-neuf en 1231, dix-neuf en 1230, dix-neuf en 1229, dix-neuf en 1228, dix-neuf en 1227, dix-neuf en 1226, dix-neuf en 1225, dix-neuf en 1224, dix-neuf en 1223, dix-neuf en 1222, dix-neuf en 1221, dix-neuf en 1220, dix-neuf en 1219, dix-neuf en 1218, dix-neuf en 1217, dix-neuf en 1216, dix-neuf en 1215, dix-neuf en 1214, dix-neuf en 1213, dix-neuf en 1212, dix-neuf en 1211, dix-neuf en 1210, dix-neuf en 1209, dix-neuf en 1208, dix-neuf en 1207, dix-neuf en 1206, dix-neuf en 1205, dix-neuf en 1204, dix-neuf en 1203, dix-neuf en 1202, dix-neuf en 1201, dix-neuf en 1200, dix-neuf en 1199, dix-neuf en 1198, dix-neuf en 1197, dix-neuf en 1196, dix-neuf en 1195, dix-neuf en 1194, dix-neuf en 1193, dix-neuf en 1192, dix-neuf en 1191, dix-neuf en 1190, dix-neuf en 1189, dix-neuf en 1

MARCHÉS FINANCIERS

Chaîne d'indépendants
Inter-hôtel cherche des alliés à l'étranger

Ce n'est pas parce qu'on a des moyens limités qu'on ne peut pas faire preuve d'initiative. Inter-hôtel, troisième ou quatrième chaîne volontaire française, veut le montrer en offrant des prestations plus homogènes et en s'internationalisant. Elle va ouvrir un bureau à Londres dans quelques jours.

Ayant redémarré sous la forme d'une société coopérative à capital variable, après une crise en 1987, elle réunit aujourd'hui 165 hôtels (qui représentent ensemble un chiffre d'affaires dépassant les 800 millions de francs), avec une petite structure parisienne. Sans négliger leurs propres atouts (la diversité même des établissements, tous dirigés par leur propriétaire, leur localisation souvent au centre-ville), ses responsables entendent profiter de l'expérience des chaînes étrangères.

Pour obtenir de meilleures conditions des tour-opérateurs et des agents de voyage, ils veulent à la fois augmenter le nombre d'adhésions de la chaîne, parvenir à une meilleure répartition sur le territoire national —

elle est surtout présente dans le Sud-Ouest, son point de départ, et en Bretagne — et rendre plus homogène cet ensemble d'établissements de deux et trois étoiles, en se montrant plus sélectifs sur les adhésions (en fonction du confort, de la situation...). Les trois étoiles commencent à équilibrer les deux étoiles et la capacité moyenne est passée de 39 à 43 chambres. Les hôteliers adhérents peuvent accéder par Minitel à un système commun de réservation.

Aujourd'hui, la chaîne veut s'internationaliser. Après Londres, elle va ouvrir un bureau à Milan en juin 1991 : cela permettra de prospecter directement agences ou entreprises et d'économiser sur les commissions. Elle va aussi s'associer avec des chaînes anglaise et irlandaise pour créer un ensemble international d'indépendants. Inter-hôtel a pris aussi quelques contacts en Europe de l'Est. Chance ou malchance, les hôtels y ont souvent la même enseigne qu'ailleurs.

G. H.

REPÈRES

COMMERCE

Chiffre d'affaires préservé pour les distributeurs américains

En dépit de la mauvaise conjoncture économique et de la chute des dépenses de consommation, la plupart des distributeurs américains ont évité de fortes chutes de leur chiffre d'affaires en décembre. Grâce aux politiques de rabais importants — les soldes d'après Noël ont par exemple débuté dès la mi-décembre chez Sears Roebuck —, les ventes de détail américaines se sont maintenues au même niveau, ou à un niveau légèrement inférieur, qu'en décembre l'année précédente.

Parmi les principaux distributeurs américains, Sears Roebuck et J.C. Penney ont enregistré une diminution de 0,3 % de leurs ventes. Celles de May Department Stores ont chuté de 0,7 %.

INFLATION

27,3 % au Chili en 1990

La hausse des prix au Chili a atteint 27,3 % en 1990, le plus mauvais résultat depuis dix ans, a indiqué jeudi 3 janvier l'Institut national de la statistique. Elle avait été de 21,4 % en 1989 et de 12,7 % en 1988.

Aggravée par le renchérissement du pétrole au début de la crise du Golfe, l'inflation a marqué le pas vers la fin de l'année pour s'établir à 0,5 % en décembre, à la suite du plan d'ajustement mis en place par le gouvernement du président Aylwin et notamment la hausse des taux d'intérêt.

Les autorités économiques du pays tablent sur une inflation de 22 à 23 % en 1991 pour une progression de 5 % du PIB.

NEW-YORK, 3 janvier ↓

Inquiétudes

Une nouvelle fois la grande Bourse new-yorkaise s'est retrouvée jeudi confrontée à ses vieux démons : la récession et le chômage. Du coup, au lieu de se réjouir des dernières possibilités de négociations offertes à Bagdad par Washington, elle s'est laissée aller à ses inquiétudes et, radicalement en cours de séance, le mouvement de baisse s'est notablement amplifié. Après avoir enfoncé le plancher des 2 500 points, l'indice Dow Jones des industriels s'est établi en clôture à 2 573,51, soit à 37,13 points (-1,42 %) en-dessous de son niveau précédent. Le Standard & Poor's 500 a lui aussi perdu 1,42 %, soit 12,54 points, pour se situer à 2 001,44.

Après la reconnaissance officielle par la Maison Blanche de l'entrée en récession des États-Unis, les opérateurs se disent surtout préoccupés par les derniers résultats trimestriels des entreprises publiés à partir de la mi-janvier. Qu'en sera-t-il exactement ? Dans l'immédiat, beaucoup d'opérateurs attendent avec impatience la publication de ces derniers chiffres sur l'emploi, qui devraient indiquer, si l'on confirme la violence du ralentissement économique, dans ce secteur, le basculement du pétrole à son niveau d'avant la crise du Golfe n'a pour l'instant guère retenu l'attention. Pas plus que l'offre faite par M. Bush à M. Saddam Hussein d'engager en Suisse les pourparlers de la dernière chance.

L'activité s'est accrue et 141,45 millions de titres ont changé de mains contre 126,28 millions la veille.

| VALEURS | Cours de 2 janv. | Cours de 3 janv. |
|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 58 | 57,34 |
| Amgen | 23,34 | 23,34 |
| Boeing | 44,78 | 44,34 |
| Chrysler | 68 | 67,14 |
| Eastman Kodak | 41,14 | 41 |
| Exxon | 34,14 | 34 |
| General Electric | 56,38 | 55,14 |
| IBM | 112,12 | 112,38 |
| Johnson & Johnson | 68,58 | 68,14 |
| McDonald's | 57,38 | 56,14 |
| Pfizer | 80,18 | 79,14 |
| Schering-Plough | 56,18 | 55,14 |
| Tyco | 38,58 | 38,14 |
| Union Carbide | 18,34 | 18,14 |
| Walt Disney | 23,34 | 23,14 |
| Yale | 38,14 | 37,34 |

LONDRES, 3 janvier ↓

Poursuite de la baisse

Les cours des valeurs ont terminé en légère baisse jeudi au Stock Exchange de Londres. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a baissé de 10,3 points, à 2 117,8, soit une baisse de 0,5 % par rapport à la clôture de la veille, dans un volume de transactions d'environ 378 millions d'actions ont été échangées.

Des rumeurs selon lesquelles l'Irak se préparerait à se retirer du Koweït ont renforcé les spéculations sur une issue pacifique au conflit au Moyen-Orient. En revanche, la diminution des chances d'une réduction des taxes d'intérêt britanniques et la faiblesse du marché à terme ont continué de peser sur la tendance. De nombreux secteurs ont cédé du terrain, notamment les titres de la distribution, les électroniques et les bancaires. Les valeurs immobilières, comme la Glaxo, se sont affaiblies, déprimées par la faiblesse de Wall Street et la fermeté de la livre.

FAITS ET RÉSULTATS

o Ferruzzi entre dans le capital de holding M. Jean-Marie Vercus. L'italien Ferruzzi est entré dans la Société centrale d'investissements (SCI), holding présidée par M. Jean-Marie Vercus. Celui-ci a déclaré le 3 janvier que le groupe Ferruzzi (agroalimentaire, chimie) avait acquis une partie des titres SCI échangés ce jour-là. Le montant de cette participation devrait être précisé le 7 janvier. Environ 216 000 titres SCI (soit 10,3 % du capital) ont changé de main le 3 janvier, incluant, selon M. Vercus, la part de 4,9 % octroyée la semaine dernière par L'Air liquide et l'autorisation de la SCI. La cession des titres SCI qui avait été suspendue le 3 janvier au matin (incolable à 3 500 francs) a repris à fin d'après-midi au cours de 3 555 francs et a clôturé à 3 805 francs.

o Total reprend la distribution de gaz de Fina France. — Total et Fina France viennent de signer un accord prévoyant la reprise par Total de la distribution de gaz (butane et propane) en France de la

PARIS, 4 janvier ↑

La hausse se ralentit

Tandis que la cote profite des premiers reports de solde de 1991, la Bourse a poursuivi vendredi son ascension. Cependant, le mouvement de reprise amorcé la veille et devenu frénétique en fin de séance, a sérieusement tendu à se ralentir. La matinée avait même débuté sous quelques nuages (-0,25 %), rapidement dissipés à l'approche de midi. Vers 11 heures, le marché devait pousser une pointe à plus de 0,80 % avant de ralentir ensuite l'allure. Dans l'après-midi, l'indice CAC-40 s'est établi à 0,54 % au-dessus de son niveau précédent. L'effet dopant produit la veille par la proposition du président américain George Bush au président irakien Saddam Hussein de convoquer une réunion de la dernière chance en Suisse entre les 7 et 9 janvier prochains, a continué de s'exercer, mais, toutefois, en s'atténuant.

Cela étant, les achats enregistrés restent toujours très marginaux. La veille, malgré la flambée de la hausse, les transactions sur le marché à règlement mensuel avaient péniblement atteint 108 millions de F. Une mesure ? Les spécialistes n'en attendaient même pas autant pour la séance de vendredi. Dans l'immédiat ce sont toujours les vendeurs à découvrir, qui acquiescent le papier dont ils ont besoin pour honorer leurs contrats. Les investisseurs à moyen et long terme ne se hâssent toujours pas à reprendre des positions. Cependant, la publication des derniers chiffres du chômage américain pour novembre a atténué le non le phénomène récessionniste aux États-Unis enfin reconnu la veille par la Maison Blanche.

Le napoleon s'est une fois de plus décliné, pour grimper à 472F (+14F), son niveau le plus élevé depuis le 24 novembre 1989. Les échanges ont porté sur 10 000 pièces contre 2 600 la veille.

TOKYO, 4 janvier ↑

Raffermissement

Après la semaine de chômage qu'elle s'offre rituellement à cheval sur la fin d'une année et le début de la suivante, la Bourse de Tokyo a rouvert ses portes vendredi. Mais il n'y eut, comme à l'habitude, aucune déception. D'après la perspective, même très floue, d'une solution négociée à la crise du Golfe, également par la baisse des prix du pétrole, le raffermissement du yen et, partant, la hausse du marché obligataire, le plectre japonais s'est enflammé. En clôture de cette courte journée, l'indice Nikkei s'est établi à 24 089,18 avec un gain de 220,47 points (+0,9 %).

Mais les investisseurs ne se sont pas précipités, comme on le craignait, vers les titres les plus bas des transactions, avec seulement 150 millions de titres échangés, contre 192,7 millions le vendredi précédent et 330 millions pour l'ensemble de la journée du 28 décembre.

Selon les spécialistes, le marché a été élargement soutenu par des achats d'arbitrage. L'attention s'est concentrée sur les sidérurgiques, les établissements bancaires, le matériel électrique, le BTP, les pièces à papier, les maisons de commerce et la construction navale.

| VALEURS | Cours de 28 déc. | Cours de 4 janv. |
|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 58 | 57,34 |
| Amgen | 23,34 | 23,34 |
| Boeing | 44,78 | 44,34 |
| Chrysler | 68 | 67,14 |
| Eastman Kodak | 41,14 | 41 |
| Exxon | 34,14 | 34 |
| General Electric | 56,38 | 55,14 |
| IBM | 112,12 | 112,38 |
| Johnson & Johnson | 68,58 | 68,14 |
| McDonald's | 57,38 | 56,14 |
| Pfizer | 80,18 | 79,14 |
| Schering-Plough | 56,18 | 55,14 |
| Tyco | 38,58 | 38,14 |
| Union Carbide | 18,34 | 18,14 |
| Walt Disney | 23,34 | 23,14 |
| Yale | 38,14 | 37,34 |

PARIS :

Second marché

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|----------------|-------------|---------------|
| Amgen | 230 10 | 232 | Guinot | 830 | ... |
| Amgen | 108 | 108 | LCC | 215 | 215 |
| BAC | 174 107 | 174 | IDA | 257 80 | 260 |
| BICM | 620 | 648 | Idemec | 134 | 130 |
| Boiron (Ly) | 377 | 380 | LMS | 920 | 920 |
| Boiron (Lyon) | 176 | ... | LMS | 120 | 122 |
| Citibank de France | 3100 | 3095 | Loire Invala | 284 | 285 |
| CAL de France (CAC) | 780 | 748 | Loire Invala | 37 80 | 37 80 |
| Calsonic | 302 | 314 | Loire Invala | 102 80 | 105 |
| Ceclaf | 427 | 425 | Meca Com | 105 | 105 |
| CECEP | 178 | 175 | Meca Com | 580 | 588 |
| CFP | 285 | 285 | Orbital Logica | 75 | ... |
| CNLM | 788 | 785 | Orbital Logica | 228 80 | 235 70 |
| Comptoir | 270 | 271 80 | Orbital Logica | 520 | 520 |
| Comptoir | 270 | 265 | Orbital Logica | 317 | ... |
| Conforama | 942 | ... | Orbital Logica | 185 40 | 187 |
| Conforama | 207 | 210 | Orbital Logica | 424 | 424 |
| Conforama | 350 | 375 | Orbital Logica | 180 | ... |
| Conforama | 350 | 375 | Orbital Logica | 172 | 169 |
| Conforama | 418 | 430 | Orbital Logica | 230 | 230 |
| Conforama | 222 80 | 229 | Orbital Logica | 174 | 170 |
| Conforama | 801 | 801 | Orbital Logica | 77 70 | 74 80 |
| Conforama | 350 | ... | Orbital Logica | 700 | 705 |
| Conforama | 179 50 | ... | | | |
| Conforama | 200 | 200 | | | |
| Conforama | 300 | 312 | | | |
| Conforama | 147 40 | 147 40 | | | |
| Conforama | 181 | 146 80 | | | |
| Conforama | 288 | 288 | | | |
| Conforama | 382 50 | 380 | | | |
| Conforama | 174 | 174 | | | |
| Conforama | 480 | 446 | | | |

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 3 janv. 1991

Nombre de contrats : 17 144.

| VALEURS | PRIX d'exercice | Mars dernier | Juin dernier | Mars dernier | Juin dernier |
|----------|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Bouygues | 400 | - | - | 13 | - |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |
| BOY | 400 | - | - | 15 | 19 |

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 3 janv. 1991

Nombre de contrats : 59 591.

| COURS | Mars 91 | Juin 91 | Sept. 91 |
|-----------|---------|---------|----------|
| Dernier | 100,08 | 100,04 | 100,24 |
| Précédent | 100,12 | 100,16 | 99,98 |

Options sur national

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 JANVIER

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS | Cours princ. | Dernier cours |
|---------------------|-----------|-------------|-------------------|--------------|---------------|---------------|--------------|---------------|-----------------|--------------|---------------|
| Obligations | | | | | | | | | | | |
| Emp.Ét. 0,96/77... | 119 50 | 5 44 | Colling | 725 | ... | Mogunt | 800 | ... | A.E.B. | 790 | 780 |
| 10,00/78 78/84 | 99 26 | 4 72 | Capit | 727 | 66 | Mérid. Dépt. | 800 | ... | Aléon Sec. Ad. | 227 | 224 |
| 10,00/78 78/84 | 99 26 | 3 61 | Compex | 659 | 494 | Mogunt | 118 | 129 | American Alcan. | 50 | 50 |
| 10,00/78 78/84 | 99 26 | 3 61 | Ind. Industrielle | 3770 | 3657 | Navigant (M.) | 220 | 219 40 | Alcan. Bank | 200 | 197 |
| Emp.Ét. 10,95/82 | 100 01 | 15 58 | Dyn. Ind. Aléon | 367 | 395 50 | Oxyg. | 282 | ... | Adact | 461 | 462 |
| Emp.Ét. 14,06/83 | 100 59 | 12 55 | Com. Alcan. P. | 730 | 715 | Oxyg. Dépt. | 1049 | 1038 | Alcatel | 169 | ... |
| Emp.Ét. 13,4/82 | 100 40 | 0 51 | Calb. G. Ind. | 312 | 310 30 30 | Palin Houmest | 576 | ... | Alcatel | 169 | ... |
| Emp.Ét. 12,25/84 | 100 10 | 2 94 | St. Indust. Calb. | 338 | 817 | Palin Houmest | 576 | ... | Alcatel | 169 | ... |
| Emp.Ét. 11% 85... | 100 25 | 8 55 | Calb. Ind. | 158 | 116 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| 10,20% sans 85 | 100 25 | 8 55 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| OAT 10% 5/85 | 100 00 | 0 00 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| OAT 10% 12/1987 | 100 00 | 0 00 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| OAT 9,95/1 1988 | 98 15 | 9 10 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| PTT 11,25 85 | 102 30 | 1 10 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CF 10,30% 86 | 95 20 | 8 88 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNB Baux 5000F. | 99 70 | 0 00 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNB Pétrole 5000F. | 102 00 | 0 00 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNB Eau 5000F. | 101 10 | 0 00 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNB 11,25 85 | 101 77 | 0 00 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNB 11,82 85 | 99 70 | 0 00 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNT 9 3/8 | 90 10 | 6 03 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNT 10 3/8 02-85 | 101 95 | 0 13 | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CHCA Rec. 3% 100 | 988 | ... | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CHCA Rec. | 988 | ... | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| CNE 3% ann. 80/85 | 929 | ... | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| Devent Alcan. 85/88 | ... | ... | Daguerre | 690 | 810 | Palin Houmest | 165 50 | 167 80 | Alcatel | 169 | ... |
| Etrangers | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | A.E.B. | 790 | 780 |
| | | | | | | | | | Aléon Sec. Ad. | 227 | 224 |
| | | | | | | | | | American Alcan. | 50 | 50 |
| | | | | | | | | | Alcan. Bank | 200 | 197 |
| | | | | | | | | | Adact | 461 | 462 |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | Alcatel | 169 | ... |
| | | | | | | | | | | | |

SICAV (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

Selon le « New York Times »

Les États-Unis auraient l'intention de lever l'interdiction de séjour pour les séropositifs

Selon le *New York Times* du vendredi 4 janvier, le gouvernement américain aurait décidé de supprimer, à compter du 1^{er} juin, les mesures contraignantes imposées aux personnes contaminées par le virus du sida souhaitant se rendre aux États-Unis.

Le quotidien, qui cite une source autorisée, croit savoir qu'outre le sida, la syphilis, la blennorragie et la lèpre ne feront plus partie de la liste des maladies rendant impossible, du moins sans l'obtention d'un visa spécial, l'entrée sur le territoire américain. La nouvelle liste, qui devra être soumise à l'approbation des services d'immigration et de naturalisation et du département d'État, ne devrait donc plus comporter que la tuberculose.

La législation américaine, jugée par beaucoup comme discriminatoire, avait conduit, en juin 1990, de nombreuses institutions, asso-

ciations et gouvernements à boycotter la sixième conférence internationale sur le sida qui avait lieu à San-Francisco. Les ministères de la santé de la Communauté économique européenne avaient en particulier décidé, afin de « marquer leur volonté constante de lutter contre les discriminations », de ne pas participer à cette conférence.

Inquiet des conséquences de cette vague de protestations, le gouvernement américain avait, dans un premier temps — le 13 avril — décidé d'assouplir les mesures restrictives prises à l'égard des séropositifs. Jusqu'à présent, les personnes souhaitant assister à des conférences ou des séminaires d'affaires, scientifiques et professionnels, pouvaient obtenir un visa de dix jours sans devoir préciser si elles étaient séropositives.

Cet assouplissement fut jugé insuffisant par la quasi-totalité des associations. Clôturant le congrès de San-Francisco, le docteur Lars Olof Kallings, le président de l'International AIDS Society, adressa une mise en garde solennelle aux autorités américaines : si vous n'abrogez pas la loi qui empêche les personnes séropositives de voyager librement, la huitième conférence internationale sur le sida qui, doit avoir lieu en 1992, à Boston, devra malheureusement se tenir ailleurs.

Apparemment donc, le message a été reçu. Depuis plusieurs mois, en privé, le docteur Louis Sullivan, le secrétaire américain à la santé, ne cachait pas sa volonté d'abroger au plus vite cette législation. Il disait regretter l'attitude de nombreux sénateurs, en particulier républicains, favorables à des mesures toujours plus contraignantes à l'encontre des séropositifs.

FRANCK NOUCHI

La prochaine réunion du G7 se tiendrait le 20 janvier à Washington

La prochaine réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés (groupe des Sept ou G7) devrait avoir lieu le dimanche 20 janvier à Washington, a-t-on appris de source britannique.

Les suppléants aux ministres des finances des Sept (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne et Canada) doivent auparavant se retrouver les 8 et 9 janvier à New-York pour préparer la réunion.

Le G7 devrait discuter de l'aide occidentale à l'Union soviétique, des taux d'intérêt, de la faiblesse du dollar ainsi que de la crise dans le Golfe et de son impact sur l'activité mondiale.

La France, soutenue par l'Italie, avait réclamé cette réunion en novembre dernier. Le ministre français des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait alors souligné que « les décisions arrêtées en 1987 à la réunion du Louvre et qui fixaient en gros l'évolution des parités des monnaies européennes, du yen et du dollar, sont loin derrière et qu'elles ne correspondent plus exactement à la réalité observée sur les marchés aujourd'hui ».

M. Michel Noir invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Noir, maire de Lyon, candidat à l'élection législative partielle du 27 janvier, sera l'invité de l'émission hebdomadaire du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 6 janvier, en direct de Lyon, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Noir, qui a démissionné de son mandat de député et du RPR, répondra aux questions d'André Passeron et de Bruno Caussé, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Robert Darranc, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazarolle.

Après le retrait de M. Jean-Pierre Derosé

Les Girondins de Bordeaux menacés de relégation en seconde division

BORDEAUX

de notre correspondant

L'épisode Derosé est terminé. Le challenger d'Alain Afflelou s'est retiré jeudi 3 janvier à 20 heures de la course au redressement des Girondins de Bordeaux FC. Le président inavoué n'est guère convaincant : les dégraissages de personnel nécessaires à l'assainissement du club auraient coûté 36 millions de francs. « Mes sponsors avaient prévu d'y consacrer 24 millions de francs », a affirmé M. Derosé. Ils ne suivent pas. « Je me retire », il n'a pas cité d'autres chiffres ni de noms, il n'a pas donné d'indications sur la méthode qui aurait permis, selon lui, de « payer les dettes, éviter le dépôt de bilan et assurer le financement du club jusqu'en juillet 1991 ».

En revanche, M. Jacques Chaban-Delmas s'est montré beaucoup plus explicite que dans son communiqué le 2 janvier, où il se contentait de « prendre acte » du plan Derosé. « J'ai reçu mercredi Jean-Pierre Derosé et deux personnes qui veulent garder l'anonymat, nous a indiqué le maire de Bordeaux. Ils avaient des idées très intéressantes mais tout cela reposait comme un château de cartes. C'était une formule beaucoup trop légère. Ces gens n'avaient pas, à beaucoup près, l'argent nécessaire. » Pourquoi, dans ce cas, ne pas avoir publié cette analyse dès le 2 janvier ? « Je ne voulais pas troubler le jeu », répond Jacques

Chaban-Delmas. Ce n'est pas le maire de Bordeaux qui va choisir le reprenneur des Girondins de Bordeaux FC. Je n'étais pas fiché en tant qu'adversaire de Derosé. M. Derosé n'a pas pu dire à M. Afflelou plus qu'il ne m'en avait dit à moi-même. La situation s'est éclaircie, j'attends désormais du reprenneur un état précis de son plan et de ses demandes. La municipalité continuera d'accorder son soutien financier mais je désire une situation dans laquelle les fonds privés soient prédominants ».

Le dépôt de bilan repoussé à l'extrême est donc plus que jamais à l'ordre du jour, assorti de la menace de relégation de l'équipe de football en deuxième division. L'entourage de M. Afflelou ne conteste pas cette évidence. Le vice-président du club, M. Jean-Didier Lange, déclare : « Nous envisageons cependant de tenter un dernier baroud d'honneur auprès des créanciers. Pendant une quinzaine de jours, nous allons essayer de retarder l'échéance. » De son côté, le maire de Bordeaux répète que la ville doit « demeurer une place forte du football ».

En cas de dépôt de bilan, il semble désormais tabler sur une intervention du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports auprès du Conseil d'État pour obtenir une révision du règlement de la Ligue institutionnelle de football et le maintien des Girondins de Bordeaux FC en première division.

GINETTE DE MATHA

Le troisième Rallye Paris-Dakar

L'entrée en piste de Jacky Ickx

Le Belge Jacky Ickx, sur Citroën ZX, a remporté, le jeudi 3 janvier, la première spéciale du Rallye Paris-Dakar entre Ghadamès et Idrî (Libye).

IDRI

de notre envoyé spécial

Le froid était au rendez-vous. Dans la nuit du 2 au 3 janvier, il a agité les concurrents qui bivouaquaient près de l'aéroport de Ghadamès. Le rallye est entré dans le désert, et ce dernier se montre son jour le moins favorable. Pourtant la piste semble belle vue du ciel. Une succession de falaises noires, creusées par le vent, dessinent un paysage lunaire.

Soudain une fumée apparaît à l'horizon. Une traînée blanche court sur le sable. Rapidement un point sombre, à l'origine de ce phénomène, grossit. Une forme jaune vient troubler la tranquillité des lieux, apporte le mouvement dans un monde qui semble figé depuis l'éternité. Quelques coups de feu permettent de rattraper la Citroën du Finlandais Ari Vatanen. La voiture saute sur les dénivellations de terrain. Des coups de volant rapides lui font éviter les trous les plus profonds. Le pilote engage son engin dans une pente qui conduit à une petite cavité et là, surprise, la voiture ralentit. Comme un gros insecte pris dans un filet, elle vient se heurter à la base des falaises, avant de faire demi-tour pour tenter sa chance quelques centaines de mètres plus loin.

Ari Vatanen, le champion des précédentes éditions, est pris au piège d'une nasse. Une erreur de navigation qui coûte plusieurs minutes au pilote.

Le leader de l'écurie Citroën n'a fait qu'un faux pas, d'autres pilotes ont été bien plus malchanceux. Les crevaisons se sont succédés sur les pneus adhésés et les engins mécaniques ont immobilisé nombre de concurrents. A l'image de Patrick Tambay qui, une vingtaine de kilomètres après le départ de Ghadamès, a perdu la roue avant droite de sa

Lada et a dû attendre près de deux heures l'arrivée de son camion d'assistance pour réparer. Malchance aussi pour un autre pilote de l'écurie Lada, Hubert Auriol, victime d'une panne d'embrayage. « J'ai roulé sur des cailloux, monte-til, et cela me plait pas. Mais quand on a déjà fait le rallye sur deux roues motrices on peut se sortir de ces mauvais pas ».

Cette étape du jeudi 3 janvier est en effet un peu spéciale. Les concurrents doivent garer leurs véhicules dans un parc fermé où toute assistance est formellement interdite. Le rallye se trouve, pour une fois, scindé en deux. Les mécaniciens et les responsables d'équipe stationnent sur l'aéroport de Ghât, cinq cents kilomètres plus au sud, alors que les concurrents bivouaquent à proximité de la palmeraie d'Idri. Une initiative de Gilbert Sabine, afin de donner une chance supplémentaire aux concurrents privés.

Malheureusement pour eux, ces candidats du bas du classement sont aussi ceux qui ont eu le plus de mal à trouver le bon chemin. Dans la nuit étoilée mais froide, ils se succèdent au contrôle d'arrivée, les vêtements couverts de sable, les visages marqués par l'épreuve. Le passage d'un camion a été bloqué dans un accident. Cette première spéciale de 604 kilomètres sera finalement remportée par Jacky Ickx sur sa Citroën ZX.

SERGE BOLLOCH

Votre plaisir grimpé quand nos prix baissent, alors JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS SOLDES DE LA MODE!

LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des couleurs. LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises! AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. DES SPLENDERS DE TISSUS... DEPUIS 15 F LE MÈTRE!

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

J'y vais

BON, allez, c'est décidé, j'y vais, moi, à Bagdad. Non, c'est vrai, ils sont nuls, ces mecs, ils s'effolent à l'idée de devoir se battre contre ce pauvre chéri de Saddam. Ils menacent et ils supplient : Arrête-moi ou je tape ! Le petit roi de Jordanie fait du porte-à-porte : Souscrivez à ma pétition pour la paix dans le Golfe. Le président des Douze, un Luxembourgeois, comment il s'appelle déjà... Poos, c'est ça, boucle son sac de voyage.

Vauzelle s'envole dans un grand bruissement d'ailes. A peine il débarque, il descend de la passerelle, son attaché-case sous le bras, qu'il se prend une énorme claque : Vous voulez voir Saddam ? Il a d'autres chats à fouetter, figurez-vous. Bush se couche encore un coup, il se roule à ses pieds : Soyez gentil, expédiez Tarek Aziz prendre un pot à Lausanne avec Baker. Quand ? Quand vous voudrez. Le 7 ou le 8 ou le 9 ou le 10 janvier, même le 11 au soir, ça m'est égal du moment que c'est avant le 12.

Et Perez de Cuellar qui supplie ceux qui ont une quelconque

influence de l'exercer. Dépêchez-vous, faites quelque chose ! Alors, bon, je me dévoue. J'ai prévenu Arafat. Il est fou de joie. Il attendait que ça, un émissaire, un vrai, diplomate et tout. Moi, je sais comment il faut le prendre, Saddam. Cartes sur table :

— Écoute, mon grand, Israël, on te l'abandonne, les Palestiniens, on te les donne, le Koweït, on te le laisse, tes armes chimiques et ta bombinette avec. Suffit que t'y mettes un peu du tien. Tu te fends d'une déclaration lue à la télé par ton homme-tronc entouré. Tu te dis prêt à faire d'énormes concessions, simplement tu as besoin d'un délai pour préparer le terrain et retourner ton opinion. Tu le fixes au 20 février, mettons. Bush sera ravi, il demande que ça, un suris. Et la veille de la date fatidique t'es victime d'un attentat bidon fomenté par tes officiers. Révolution de palais en perspective. Tu me suis ?

— Oui, mais jusqu'où ? — Jusqu'au 31 mars à midi, heure à laquelle tes bonnes résolutions retomberont en poussière dans l'insupportable fournaise des sables du désert. — Oui c'est qui en a sous les bigoudis ? C'est Bibi.

L'affaire des Irlandais de Vincennes

Le préfet Prouteau est renvoyé devant le tribunal correctionnel

M. Alain Verzeine, magistrat instructeur chargé du dossier des Irlandais de Vincennes, a signé une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, du préfet Christian Prouteau, du lieutenant-colonel Jean-Michel Beau et de son adjoint le major José Windels. Ces trois hommes sont inculpés de subornation de témoins dans une affaire qui remonte au 28 août 1982.

Ce jour-là, trois Irlandais membres de l'Irish Republican Socialist Party étaient interpellés à Vincennes par des membres du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) commandé par le capitaine Paul Barril. Rapidement, la presse révélait que cette opération avait été menée au prix de graves irrégularités, qui conduisaient à l'annulation de la procédure concernant les trois Irlandais. Inculpé le 24 août 1983 pour avoir camouflé les irrégularités de procédure, M. Beau avait mis en cause la responsabilité de M. Prouteau, chef de la cellule antiterroriste de l'Elysée, en expliquant qu'il avait agi sous ses ordres. Inculpé à son tour

le 29 octobre 1987 pour complicité de subornation de témoins, le préfet Prouteau avait choisi M. Georges Klegman comme défenseur.

Le 7 novembre 1985, deux autres informations judiciaires avaient été confiées à M. Verzeine, après les accusations portées par M. Bernard Jégat, informateur de M. Barril dans cette affaire. Selon ce dernier, inculpé de détention d'armes et d'explosifs, les pièces à conviction saisies à Vincennes avaient été apportées par M. Barril pour constituer des fausses preuves. Mais le capitaine Barril n'avait pas été inculpé à la suite de ces accusations le mettant en cause.

Depuis la parution de son livre en 1987, *L'Honneur d'un gendarme*, M. Beau a réclamé que la justice suive son cours dans ces différents dossiers. Après le renvoi de M. Beau, Prouteau et Windels devant un tribunal correctionnel, le dossier des Irlandais de Vincennes est désormais, huit ans après les faits, limité à une affaire de subornation de témoins.

E. In.

EN BREF

■ Suicide d'un détenu à la prison de Fresnes. — Un détenu du centre pénitentiaire de Fresnes (Val-de-Marne) s'est suicidé dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier en absorbant des barbituriques. Serge Fourrier, cinquante-huit ans, condamné à perpétuité pour meurtre, avait été placé au centre national d'orientation de la prison de Fresnes et devait prochainement être envoyé dans un autre centre pénitentiaire.

■ Mort, à cent dix-sept ans, du doyen des Français. — Le doyen des Français, M. Théobald Tascas, est décédé dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 janvier à Rafanés (Les Deux-Sèvres), à 220 kilomètres au nord-ouest de Tahiti, dans sa cent dix-huitième année. Un « certificat de vie », délivré récemment par le maire de sa commune, assure que ce Polynésien est né le 14 juin 1873 à Tumara, dans l'île de Raiatea. — (AFP).

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois STRELL inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale CAPELOU

samedi 5, lundi 7 et jours suivants **SOLDES** costumes, vestes, pardessus, parkas, chemises, pulls, cravates, vêtements de peau griffés Armani, Cerrito, Dior, Louis Feraud, de Fursac, etc. **LA VOGUE** 38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

L'ESSENTIEL

DÉBATS

L'année 1990, par Plantu..... 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe..... 3 et 4

Budget soviétique..... 5

Moscou est parvenu à un accord avec les quinze Républiques..... 5

La neutralité de la Finlande..... 6

Helsinki juge dépassés certains de ses accords avec l'URSS..... 6

La guerre civile en Somalie..... 6

La France en Italie se prépare à évacuer les ressortissants étrangers..... 6

POLITIQUE

La situation en Corse..... 8 et 9

Le gouvernement veut affirmer davantage l'autorité de l'État sur la région..... 8 et 9

Le calendrier électoral..... 10

Les élections prévues entre 1992 et 1998..... 10

CULTURE

« L'Ours blanc »..... 11

de Daniel Bennehard..... 11

Des émigrants en route vers les États-Unis..... 11

« L'Oreille »..... 11

de Karel Kachina..... 11

Tourné à Prague en 1969, le film de Kachina est enfin distribué..... 11

SANS VISAS

Le Réunion sur ses hautes terres..... 13 et 18

Coup d'œil : Lunica à Tibrod..... 13 et 18

Découverte : Sibérien trans-traffic..... 13 et 18

Table : choucroutes et petits fours..... 13 et 18

ÉCONOMIE

La bataille des pompistes..... 21

Le boycottage des chèques est suspendu..... 21

Ventes d'automobiles en baisse..... 21

— 1,9 % en 1990..... 21

Marché du travail..... 22

79 % des jeunes trouvent un emploi à durée déterminée..... 22

Services

Abonnements..... 24

Annonces classées..... 22

Carnet..... 20

Jours..... 20

Loto..... 20

Marchés financiers..... 24-25

Météorologie..... 20

Radio-Télévision..... 19

Philatélie..... 23

Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 décembre 1991 a été tiré à 502 148 exemplaires.

LATREILLE 62 rue St André-des-Arts 6^e Tel : 43.29.44.10

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS